

Conditions d'utilisation des contenus du Conservatoire numérique

1- [Le Conservatoire numérique](#) communément appelé [le Cnum](#) constitue une base de données, produite par le Conservatoire national des arts et métiers et protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle. La conception graphique du présent site a été réalisée par Eclydre (www.eclydre.fr).

2- Les contenus accessibles sur le site du Cnum sont majoritairement des reproductions numériques d'œuvres tombées dans le domaine public, provenant des collections patrimoniales imprimées du Cnam.

Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 :

- la réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur ; la mention de source doit être maintenue ([Cnum - Conservatoire numérique des Arts et Métiers - https://cnum.cnam.fr](https://cnum.cnam.fr))
- la réutilisation commerciale de ces contenus doit faire l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

3- Certains documents sont soumis à un régime de réutilisation particulier :

- les reproductions de documents protégés par le droit d'auteur, uniquement consultables dans l'enceinte de la bibliothèque centrale du Cnam. Ces reproductions ne peuvent être réutilisées, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

4- Pour obtenir la reproduction numérique d'un document du Cnum en haute définition, contacter [cnum\(at\)cnam.fr](mailto:cnum(at)cnam.fr)

5- L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment possible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

6- Les présentes conditions d'utilisation des contenus du Cnum sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE

NOTICE DE LA MONOGRAPHIE	
Auteur(s) ou collectivité(s)	Bureau de consultation des arts et métiers
Auteur(s)	Bureau de consultation des arts et métiers
Titre	Archives du Bureau de consultation des arts et métiers
Nombre de volumes	10
Cote	CNAM-ARCH 10/394, 10/395, 10/396, 10/479, 10/480, 10/481, 10/485, 10/544
Permalien	https://cnum.cnam.fr/redir?10_394_10_544
LISTE DES VOLUMES	
	Minutes des procès-verbaux du Bureau de Consultation [19 novembre 1791-29 prairial an 4e (17 juin 1796)]
	Notes pour servir à la rédaction des procès-verbaux du Bureau de Consultation [avril 1792-juin 1796]
	Plumitif des procès-verbaux du Bureau de Consultation des Arts et Métiers [29 vendémiaire an 2 (20 octobre 1793)-25 messidor an 4 (13 juillet 1796)]
	Procès verbaux du Bureau de consultation des arts & métiers pendant les années 1793 & 179 l'an 2e & 3e de la République Française [23 janvier 1793-2 ventôse an 2e (20 février 1794)]
	Suite des procès verbaux du Bureau de Consultation des Arts et Métiers, depuis le 4 germinal inclusivement an 2e de la République Française, une & indivisible [4 germinal an 2 (24 mars 1794)-14 floréal an 3 (3 mai 1795)]
	Registre des rapports faits au bureau de Consultation concernant les Artistes, 25 janvier 1792-12 septembre 1792
	Rapports du Bureau de consultation [17 novembre 1792-17 juillet 1793]
	Rapport pour le ministre sur l'examen des inventions présentées par les artistes
VOLUME TÉLÉCHARGÉ	Avis motivés du Bureau de Consultation pour les arts et métiers [25 janvier 1792-4 vendémiaire an III (25 septembre 1794)]
	Registre général des artistes, 1791-1795

NOTICE DU VOLUME TÉLÉCHARGÉ	
Auteur(s) volume	Bureau de consultation des arts et métiers
Titre	Archives du Bureau de consultation des arts et métiers
Volume	Avis motivés du Bureau de Consultation pour les arts et métiers
Adresse	[s.l.] : [s.n.], [1792-1794]
Collation	1 vol. (274 p.) ; 34,5 cm
Nombre de vues	279
Cote	CNAM-ARCH 10/485

Sujet(s)	Bureau de consultation des arts et métiers
Thématique(s)	Histoire du Cnam Trésors & unica
Typologie	Manuscrit
Note	La table des matières a été réalisée à partir de l'index présent dans le volume. Les noms indiqués entre crochets [] correspondent aux noms des artistes dans le corps du texte présentant une orthographe différente de l'index. L'index des noms a été retravaillé pour être présenté dans l'ordre alphabétique.
Langue	Français
La langue de reconnaissance de l'OCR	Francais
Date de mise en ligne	14/04/2023
Date de génération du PDF	08/11/2024
Permalien	https://cnum.cnam.fr/redir?10_485

Note de présentation du Bureau de consultation des arts et métiers

Le Bureau de consultation des arts et métiers est une institution née de deux lois votées par la Constituante les 12^eseptembre et 16^eoctobre 1791. Il a pour mission de rendre des expertises permettant au pouvoir exécutif d'attribuer aux «?arts utiles?» des «?dons, gratifications et encouragements?», pris sur une enveloppe annuelle dédiée, fixée à 300?000?livres.

Le législateur a prévu trois usages possibles pour les fonds?: premièrement, des récompenses à des artistes ayant fait des découvertes ou des inventions, à condition que celles-ci n'aient jamais valu à leurs auteurs ni argent de l'État, ni brevet d'invention?; deuxièmement, des secours aux artistes talentueux tombés dans l'indigence?; troisièmement, le financement de publications relative aux arts utiles ou de maquettes et machines destinées à expérimenter de nouvelles techniques.

Le Bureau de consultation est composé de trente membres bénévoles, qui forment donc une instance collégiale d'expertise. En vertu de la loi, quinze sont pris dans l'Académie des sciences, et les quinze autres sont pris dans «?différentes autres sociétés savantes?» au choix du ministre de l'Intérieur, qui, à la veille de l'installation de la nouvelle institution, arrête la répartition suivante?: la Faculté de médecine obtient deux membres?; l'Académie royale de chirurgie, un?; la Société royale d'agriculture, un?; la Société royale de médecine, un?; la Société d'histoire naturelle, un?; la Société philomathique, un?; la Société des Annales de chimie, un?; la Société des inventions et découvertes, quatre?; la Société du point central des arts et métiers, deux?; la Société des artistes réunis, un. Pour assister les experts, le législateur a attribué au Bureau de consultation une petite administration de commis rémunérés, dont le coût de fonctionnement doit être couvert par un prélèvement de 5 % sur les sommes versées aux artistes.

Au cours de sa brève existence, le Bureau de consultation consacre l'écrasante majorité de son temps à examiner des demandes de récompense. Celles-ci sont soumises par le pouvoir exécutif, auprès duquel les artistes sont tenus de déposer leur dossier de candidature. Lors de leurs séances de travail, les experts font essentiellement deux choses. D'une part, ils attribuent chaque nouvelle demande à une commission composée de quelques-uns d'entre eux, à charge pour cette commission d'examiner la découverte ou l'invention revendiquée – au besoin en procédant à des expériences – et de rendre sur elle un rapport dans une séance ultérieure. D'autre part, ils entendent les rapports sur des dossiers distribués lors de séances antérieures et délibèrent sur l'avis à rendre au pouvoir exécutif?: il s'agit de se prononcer pour ou contre l'attribution d'une récompense, mais aussi, en cas d'attribution, d'en arrêter le montant, en s'appuyant sur la grille prévue par le législateur – cette grille, qui distingue des niveaux de mérite, tout en accordant un bonus aux artistes âgés de plus de 60?ans, permet d'attribuer une somme comprise entre 2?000 et 10?000?livres.

Le Bureau de consultation traverse de nombreuses difficultés en très peu d'années?: manque durable de locaux satisfaisants?; conflits avec quelques ministres de l'Intérieur?; fort absentéisme aux séances de travail?; poursuites contre certains des siens sous la Terreur?; problèmes de renouvellement des membres?; dépréciation de la valeur de la livre?; incertitudes sur la pérennité même de l'institution. De fait, lors de la création du Conservatoire des arts et métiers, le 19^evendémiaire an?III [10^eoctobre 1794], la Convention annonce la prochaine réorganisation du Bureau de consultation. Mais, le 9^eprairial an?IV [28^emai 1796], elle décrète le transfert pur et simple de sa mission d'expertise à l'Institut, sans que cette mission soit désormais associée à un dispositif d'attribution de récompenses aux artistes. C'est donc la mort, à brève échéance, du Bureau de consultation : son collège d'experts tiendra encore quelques séances jusqu'au milieu de l'année 1796, et sa petite administration travaillera, au moins jusqu'en 1797, à dresser un inventaire des archives en vue de leur transfert.

Au moment de disparaître, le Bureau de consultation revendique 389 rapports rendus et 279 artistes récompensés, mais explique avoir 150 dossiers en souffrance.

Reynald Abad
Sorbonne Université, Faculté des Lettres

Bibliographie?:

- «?Procès-verbaux du Bureau de consultation des arts et métiers?», éd. Ch[arles] Ballot, *Bulletin d'histoire économique de la Révolution*, 1913, p.?15-160.

- Dominique de Place, «?Le Bureau de Consultation pour les Arts, Paris, 1791-1796?», *History and Technology*, 1988, vol.5, p.139-178.
- Patrice Bret, «?Lavoisier et le Bureau de consultation des arts et métiers?», dans *Œuvres de Lavoisier. Correspondance*, vol.VII, 1792-1794, annexe VI, p.551-562.

Bureau
de Consultation.

établis motivé.

Année 1792.

10-485

28 Juillet 1792

10-485

Acte motivé du Bureau de Consultation
pour les arts et métiers concernant M. Nicolar
Fourneau, maître charpentier et professeur en l'art
de la charpenterie.

du 26 Janvier 1792. L'an 1^{er} de la liberté

N^o 4 de
grandez. n^o tout cez acte sont adressé
au ministre de l'Intérieur.

M. Fourneau Le Bureau de Consultation ayant avoir entendu le rapport
de son commissaire, tendant à accorder à M. Fourneau
le maximum de la 1^{re} classe des récompenses nationales
et même un Supplément éventuel de la loi du 12.7. 1791
pour avoir passée 49 années de sa vie à perfectionner
un art difficile et de première nécessité dans sa société
pour avoir sacrifié le fruit de son travail pendant ce long
espace de temps à faire faire des modèles propres à mettre
ses inventions à la portée des hommes le moins instruits
pour avoir donné longtemps des leçons publiques de
son art et fourni un grand nombre d'ouvriers intelligents,
enfin pour avoir écrit en plusieurs imprimés sept volume en
infolio, qui contiennent le développement des ses connaissances
et en même tenir le plus simple de la cause des Oeufs;
L'objet mis en délibération, Le Bureau, vu les
différentes pièces qui attestent ce qu'ont avancé M. M.
Le Commissaire, et attendu les grands avantages
qui ont résulté des travaux de M^r Fourneau pour
l'art de la charpenterie, est d'avis conformément à
la loi du 12.7. 1791 que M. Nicolar Fourneau mérite

Le maximum de la première classe des récompenses nationales et en outre un supplément conformément à l'article 9 de cette même loi, bien que cet artiste ayant finiante avec passée soit dans le cardinalité entre le maximum de la première classe, le minimum de cette même classe en vertu de l'article 11 de la même loi.

Signé le Roi, président du Bureau de consultation et certifié conforme aux délibérations du Bureau par le
figuré Préloung Secrétaire griffier le 26 Janvier 1792.

Rapport au Roi.

Une loi du 12. juillet 1791 ordonne qu'une somme de 300,000." soit distribuée annuellement en gratifications et seules aux artistes qui, par leurs dévouements, leurs travaux et leurs recherches dans les arts utiles, auront mérité l'avis de part aux récompenses nationales. Cette somme doit être distribuée à l'apres le avis motiver d'un Bureau

3

et Consultation, composé de trente membres,
et établi en vertu d'une loi du 16. 8. 80.
Suivant.

Conformément à cette loi, M. Fourneau
voulait participer aux récompenses nationales,
après avoir rempli toutes les formalités
qu'elles prescrivent, et fait parvenir au Ministre
du Trésor, par la voie du Département
de Paris, plusieurs témoins et pièces
que le Ministre a communiquées au Bureau
de Consultation pour avis son avis.

Ce Bureau, après avoir examiné les
titres et la demande de M. Fourneau, a été
d'accord que cet artiste ayant passé 49 années
de sa vie à perfectionner un art difficile
et de première nécessité dans la société,
sacrifié le fruit de son travail pendant
ce long espace de temps à faire faire
des modèles propres à mettre ses
Inventions à la portée des hommes
les moins instruits, donné longtemps
des leçons publiques de son art, et
formé un grand nombre d'ouvriers
intelligents; enfin écrit et fait imprimer
7 volumes in folio qui contiennent le
Développement le plus complet et exhaustif

11.
tenu lez lez simple de la Coupedet
Bois, méritoit non seulement le Maximum
de la 1^{re} Classe de récompense nationale,
mais même un supplément conformément
à l'article 5. De la loi du 12. juillet 1791;
Et comme cet Artiste a soixante ans
passé, ~~et~~ le Bureau est également
d'avis qu'il est dans le cas d'obtenir
en outre le Minimum de la 1^{re}
Classe aux termes de l'article 4 de
Cette même loi.

J'ai l'honneur d'observer à votre Majesté
que le Maximum est de 6000.
Le Minimum de cette même
Classe est 4000.

Quant au supplément, j'ai
l'honneur de ~~demander~~ ^{de proposer} à votre Majesté
de le fixer à 2000.

Desormais que la récompense
totale que votre Majesté
accordera à M. Fourneau sera de 10000.

N^o. 20

M^o.

Broquard M^o. Broquard professeur de chimie étant présenté
au ministre de l'Intérieur pour proposer l'établissement
d'une école de chimie gratuite pour les arts, le ministre
a communiqué le mémoire à M^o. Broquard au Bureau de
consultation qui a déclaré d'avis que cette proposition méritait
d'être accueillie.

5.
Nota:

Les rapports au Roi n'étant que
la répétition des avis motivés du Bureau
de consultation sous une forme un peu différente,
ne seront plus portés à la suite de ces mêmes
avis.

N° 7. Avis motivé du Bureau de consultation
concernant M. Rixey ancien fabricant de
Saville de Lyon.

M.
Rixey

Le Bureau de consultation, après avoir
entendu le rapport de ses commissaires, tendus
à accorder à M. Rixey le maximum de la première
classe des récompenses nationales, pour avoir inventé
un nouveau métier propre à faciliter et à simplifier
la fabrication des étoffes en soie et coton, et même
en fil, l'objet n'en est en délibération; vu les
différents mémoires qui ont été remis par M. Rixey,
à M. M. les Commissaires rapporteurs, et
attendu les avantages qui doivent résulter pour cette
manufacture. 1^o En réalisant les marchés soit du

15 Février 1792.

- 6
- souds soit du fauves à une Scule.
2^o En Supprimant le tireur à Rovalon.
3^o En Supprimant le curé et les pouliers qui soutenaient les ordres du Roame.
4^o attendu la grande faulité de chang et la dessiner
ou de les faire seulement.
5^o la faulité de changer très promptement le
raume et ses attaches, les lais des souds, les lais du
fauve, les fils d'armes, le tout en substituant
les crochets aux nœuds;

Le Bureau est d'avis que le nouveau métier
de M. Riser, tant pour les dépenses que sa
construction et son travail sontvenus out occasionné
à l'autre, que par l'espriit d'invention qu'il a montré
dans toutes ses parties, mérite le maximum de
la première classe des récompenses nationales.
conformément à la loi du 12 juillet 1791, c'est à dire,
la somme de six mille Livres.

Signe le Roi, président le Prelong Secrétaire
du Bureau de Consultation J.

avis concernant M. Watel graveur et émailleur

N^o 34.

du 15 Février 1792

M.
Watel

Le Bureau de consultation, après avoir entendu le rapport
des commissaires, tendant à accorder à M. Watel,
le maximum des gratifications, conformément à l'article
4^e de la loi du 12. y^{bre} 1791, dans ce terme: il indépendamment
de ces deux classes, il pourra être accordé des gratifications
particulières aux artistes indigents, dont les talents auroient
été reconnus par l'approbation des corps savants,
et dont l'honorable gravure sera certifiée par les
corps administratifs.

Le minimum des gratifications sera de 200.

Le medium 3e 290.

Le maximum de 300.

L'objet mis en délibération, le Bureau a vu les différentes
pièces en émail, ciselure et gravure qui lui ont été présentées
par M. M. Les commissaires rapportent, et les certificats
qui attestent l'honorable gravure de cet artiste, est l'avis
que, conformément à l'article 4^e de la loi du 12. y^{bre} 1791, M.
Watel mérite le maximum des gratifications particulières
portées dans cet article; et ce bien plus à titre
d'encouragement que comme récomp. Signé le rojet et prolong.

N^o 3.

avis concernant M. Anthéaume fabrig^t de chapeaux.

du 29 Février 1792.

M.
anthéaume

Le Bureau de consultation, après avoir entendu le
rapport des commissaires concernant les siens de drap
feutré que M. Anthéaume est parvenu à faire; l'objet

mis en délibération le Bureau Considerant que cette
perfection d'autre part l'entraîne pour preuves à une infinité
d'individus, des habits d'un bon usage et d'un prix modique,
est d'autant conformément à l'art du 12.7.^{bre} 1791, que M^r.
Gauthier mérite le maximum de la première classe
des récompenses nationales; D'autant que cet artiste
est obligé d'apporter des dispendes considérables pour
parvenir à cette perfection: signé le ro^e président en
Séelong Secrétaire greffier.

N^o 12.

avis concernant M. Gérardin graveur.

du 29 Février 1792.

M^r Gérardin

Le Bureau de consultation considère que M^r.
Gérardin a perfectionné les moyens employés jusqu'à présent
par les graveurs, et particulièrement une règle pour faire
des lignes parallèles et égales entre elles, un Balancier
pour graver le pointillé et une presse pour imprimer entaillé
doux, est d'autant que cet artiste mérite le maximum des
gratifications portées par l'article 41 de la loi du 12.7.^{bre} 1791.,
c'est à dire la somme de 600^{fr}. Signé le ro^e président en
Séelong Secrétaire greffier.

N^o 13.

avis concernant M. Martin

du 29 Février 1792.

M^r Martin

Le Bureau de consultation, ayant entendu le
rapport de ses commissaires tendant à accorder à M.
François Martin le maximum des gratifications, conformément

9

à l'article 4. Delaloi Du 12.7^{bre} 1791; l'objet mis en
délibération; Le Bureau, vu la mention honorable que
l'Academie de Lyon fait des talents de M. Martin, et
des autres pieces qu'il a fournies à l'appui de l'Academie
avisant d'ailleurs que cet artiste qui sort d'être soldat
de marine, auroit un talent naturel qu'il auroit
d'encourager, est d'avis, que, conformément à l'article ci-dessus
touchant les artistes infortunés, et récompensables par leurs
dispositions naturelles, M. Martin mérite le maximum
des gratifications particulières portées dans cet article;
c'est à dire, la somme de trois cent livres. Signé Leroy
président et Bilyng secrétaire greffier.

Avise motivé concernant M. Robillard
N^o 9. Du 7 mars 1792.

M.
Robillard Le Bureau de Consultation, après avoir entendu le
rapport des commissaires, tendant à accorder des récompenses
à M. Robillard, inventeur d'une machine nouvelle à imprimer
en grand les toiles et les gravures, le minimum de la 1^{re} classe
des récompenses nationales, en vertu delaloi Du 12.7^{bre} 1791;
La matinée mise en délibération, le Bureau vu les différentes
pièces produites à l'appui du rapport de ses commissaires
a cru devoir prendre en considération les dégâts multiples
qu'ont occasionnés de 1781 à M. Robillard, plusieurs
manufactures qu'il a élevées avec constance et courage, malgré
des contradictions et des attaques de tout genre, établissements
dont l'existence réelle a été certifiée par les prieurs et autres
des municipalités d'Albert et de Marseille; est d'avis
en conséquence, que l'invention de M. Robillard, mérite,
des récompenses, le minimum de la première classe

105

Des récompenses nationales, c'est-à-dire la somme de quatre mille livres. D'autant que M. Nobillard témoigne en ce jourd'hui le désir d'établir devant elle machine pour l'utilité nationale ; Si suivant le Bureau Deyras cette récompense au maximum de cette même classe, lorsque M. Nobillard aura prouvé par l'expérience, que sa machine peut faire rentrer l'impression apprécier le garance, comme il l'a promis. Signé Louis président du Bureau Secrétaire greffier. J.

12^e. 11

avis motivé concernant M. Hildebrand
l'aveur de cendres.

Le 14 mars 1792. L'an 4^e. de la liberté.

No^r.
Hildebrand Le Bureau de consultation après avoir entendu le rapport de ses commissaires tendans à accorder à M. Hildebrand l'aveur de cendres, le minimum de la 4^e classe des récompenses nationales en date du 12^e. mars 1791; La matière mise en délibération, le Bureau, vu les différentes pièces produites à l'appui du rapport des commissaires sur les inventions et travaux de M. Hildebrand, considérant que cet artiste soit toujours occupé d'objets d'utilité publique ; que sa machine à laver les cendres est en même une imprécation utile, qui peut servir pour la préparation du charbon à des avantages constatés par des essais en grand et qui peuvent concourir à l'expansion de la fabrication d'extoilets, et les autres machines dont il est l'inventeur soit pour prouver aux enfants aveugles les moyens de travailles à la filature, soit pour faciliter l'usage des fumigations dans différentes maladies, ont été examinés

11.

avec pincé, et qu'leur auteur n'a pas le représentant. Leur dépense
est d'avis conformément à l'alloi du 12. j^{an} 1791 que N^o 10.
Sis Dibrard mérite le maximum des récompenses nationales.
La première classe, c'est à dire la somme de 4000^{fr}.
Signé Louis, président. Le prélong Secrétaire greffier du
Bureau de Consultation.

11^o 41

avis motivé concernant M. Tugot, inventeur
d'un nouveau procédé pour faire du filigrane.

du 21 mars 1792. L'an 1^{er} de la liberté.

M.

Tugot

(Op. de la
vote d'or)

Le Bureau de Consultation après avoir entendu le
rapport de la commission tendant à attribuer au M. Tugot
le maximum de la première classe des récompenses nationales
en vertu d'une mention honorable, à raison de l'art du filigrane
qu'il a inventé et qui procède qu'il a trouvé pour
faire des modèles propres à évaluer du filigrane, l'objection
en délibération, le Bureau considérant que la création de
ce nouveau genre de travail a été d'un tel grand produit
d'avantage pour la France et qu'il contient de l'art très précieux
en procurant d'occupation à des ouvriers. Tout le
travail inventé l'industrie de la capitale est d'avis
conformément à l'alloi du 12. j^{an} 1791 que M. Tugot
mérite non seulement le maximum de la 1^{re} classe, c'est
à dire la somme de six mille livres mais encore une mention
honorable. J. Signé Louis, président et prélong Secrétaire
greffier du Bureau de Consultation.

12^o 8.

avis motivé concernant M. Michel invent^r. d'un
procédé pour faire du filigrane.

M.

Michel

du 21. mars 1792. L'an 1^{er} de la liberté.

Le Bureau de Consultation après avoir entendu le

Rapport de Ses Commissaires, tendant à attribuer à
M. Michel le maximum de la 1^{re} classe. Tel
récompense nationale à raison d'un troisième procédé
pour faire de ce modèle proposé à fouler du filigrane
en argent et en cuivre, dont cet artiste est inventeur; l'objet
mis en délibération, le Bureau considérant qu'il a
procédé à M. Michel l'ouvrage faire faiblement
et promptement. Ce modèle proposé a valeur de
filigrane en argent et en cuivre et conséquemment avoir
une branche de forme intéressante, est dans la
conformité de la loi du 12. juillet 1791 que M. Michel
mérite le maximum de la première classe de
récompense nationale c'est à dire six mille livres.
Signé Louis président le brigadier Secrétaire greffier du
Bureau de Consultation. J.

N^o 45.

À l'avis motivé concernant M. Lotot. M^{me}
cordomieu.

du 21 mars 1792. L'an 1^{er} de la liberté.

M.
Lotot

Le Bureau de Consultation après avoir entendu
le rapport de Ses Commissaires tendant à attribuer
à M. Lotot M^{me} cordomieu qui a présenté un moyen
de rendre le cuir imperméable à l'eau, le maximum de la
gratification particulière conformément à l'article
4 de la loi du 12. juillet 1791; considérant que l'Académie
des sciences a approuvé ce procédé par un certificat
est dans la loi que M. Lotot conformément à cette loi
mérite le maximum de gratification particulière
c'est à dire la somme de trois mille livres. J. Signé
Louis président et brigadier Secrétaire greffier J.

12^o 49

13
avis motivé concernant M. Nicolas Torain
évanaltiste.

du 21 mars 1792. L'an 1^e de la liberté.

M.

Torain

Le Bureau de Consultation après avoir entendu le rapport de ses commissaires tendant à accorder à M. Nicolas Torain évanaltiste le maximum des gratifications particulières qui pourront être accordées aux artistes indigents dont le talent auront été reconnu par des corps savants, &c. l'objet aux en délibération, le Bureau du certificat de l'Académie des Sciences et considérant les diverses mais quelles artistes appropriées, est d'avis, conformément à l'at^o du 12. j^{bre} 1791 d'accorder à M. Torain le maximum des gratifications particulières accordées aux artistes indigents c'est à dire trois cents livres. / Signé Louis Grivain et Gélong secrétaire greffier du Bureau de Consultation.

12^o 63

avis motivé du Bureau de consultation concernant M. Pierre-Augustin Mathis fabriquant de bar à Paris.

du 21 mars 1792. L'an 1^e de la liberté.

M.

Mathis

Le Bureau de Consultation après avoir entendu le rapport de ses commissaires tendant à accorder à M. Pierre-Augustin Mathis fabriquant de bar à Paris le maximum de la récompense nationale de la seconde classe, édictée de la loi du 12. j^{bre} 1791 pour assurer une moyenne de multiples de tricots fourni à l'aide d'un nouvel équipage

ajouté au métier à l'ordinaire, invention qui a mérité
L'approbation de l'Academie des Sciences, considérant
que M. Matthijs dont toutes les pièces et mémoires
ont été mis sous les yeux du Bureau, a procuré une
extension considérable à la manufacture de Thermométrie
est dans, conformément à l'article 3 de la loi du 12.7^{me}
1791, que M. Matthijs mérite le maximum de la
seconde classe des récompenses nationales, cest à dire
La somme de trois mille Livres.

Sigé Louis, président et briélong Secrétaire greffier
du Bureau de consultation.

N^o. 1. avis motivé concernant M. Lallemand
deft^e croix physicien.

du 21 mars 1792. L'an 1^{er} de la liberté

M^o.
Lallemand
de
st^e croix
Le Bureau de consultation, ayant entendu le
rappel des commissaires, tendant à accorder à M.
Lallemand de st^e croix, le medium de la première classe
des récompenses nationales conformément à la loi du 12.7^{me}
1791, ce Bureau considérant que presque à l'époque
de la naissance de l'art aérostique, ce physicien a
commencé de s'occuper avec le plus grand succès de la
procédure de cet art, qu'il parait être le premier auteur
des moyens les plus expéditifs et les plus certains que l'on
ait pratiqués pour remplir les machines aérostatiques
qu'il n'a cessé de faire. Il a ouvert des recherches et de
nombreuses expériences partout où il a contribué à
l'avancement de cet art qui peut devenir

10.

de la plus grande utilité autant pour le progrès de
l'administration humaine que pour son usage important
à la société, que ces recherches et ces expériences
l'ont exposé adéquable et érigé à Sa part celle
Sacrifice d'est tout genre qui ont assuré à ses travaux
un mérite intrinsèque et indépendant des portes
qu'il a essayées ; le Bureau considérait en outre
que ce physicien, provoqué par l'administration pour
faire connaitre l'art aérostique à l'ensemble de
plusieurs personnes, a essayé des sortes considérables
auxquelles il a été induit pour des objets uniquement
relatifs au service et à l'avantage publics ; le Bureau
considérait enfin l'utilité d'employer ultérieurement
le zèle et la connaissance de cet artiste à l'avancement
de cet art, l'objection en délibération. Le Bureau n'a
pas différées pieux qui attestent le fait et dessus
et attendu les grands avantages qui peuvent résulter
des travaux et des découvertes de M. L'Abbé au
12. juillet 1791 M. L'Abbé au 1^{er} croix, mérite de
l'ordre de la première classe des récompenses de
l'Assemblée nationale pour la somme de Cinq mille
Lires : il arrete de plus que la somme sera
seulement pris de l'Assemblée nationale
qui lui est due pour les expériences auxquelles il a
été induit pour le service et l'avantage public et qui
paraît devoir monter au moins à la somme de Six mille
Lires, mais en outre de propos à l'Assemblée
nationale de lui accorder une somme suffisante
pour renouveler ses expériences.

(61)

augmenté, destinée principalement à porter au public la météorologie des hautes régions de l'atmosphère trop négligée jusqu'ici, par le moyen d'art aérostatisques dont il s'est occupé avec tant de bête et de savoir.

Signe Louis président et Frélong Secrétaire
greffier du Bureau de consultation.

N° 13

Avis motivé concernant M^o Duvauvre agriculteur.

Du 28 mars 1792 L'aut^o de la liberté.

M^o
Duvauvre

Le Bureau de consultation, après avoir entendu le rapport de son commissaire tendant à accorder à M. Duvauvre le médium d'être reconnu dans les étais de sa classe conformément à la loi du 12. J^{an}. 1791. L'objet mis en délibération le Bureau va pour les mémoires de M. Duvauvre dont l'analyse lui a été présentée par son commissaire, considérant que la publication de ce ouvrage, faite aux frais de cet artiste, ses différentes pratiques en agriculture qu'il a introduites dans le département de la Drôme en mettant toutes les forces de ses voisins des provinces simples qui l'avoient décrié sans une théorie — L'clairié et le grand nombre d'expériences qui ont nécessité la faire de naissance, ont toutes en pour but d'agrandir les connaissances — utiles à la société, est d'avis que, conformément

49

égalité du 12. juillet 1791, M. Durau merite le
medium de la 1^{re} classe des récompenses
nationales, cest à dire la somme de cinq mille
livres. Signé Louis président Le Président
Secrétaire général du Bureau de consultation.

N° 18

Avis motivé concernant M. Carochet opticien

du 11 avril 1792 à l'an 1^{er} de la liberté.

M.
carochet

Le Bureau de consultation après avoir entendu le
Rapport de ses commissaires tendant à accorder à
M. Carochet opticien le maximum de la 1^{re} classe des
récompenses nationales en vertu de la loi du 12. juillet 1791
pour avoir perfectionné 1^o les grandes lunettes achromatiques
2^o la construction des télescopes en employant des miroirs de
platine, ce qui lui a valu l'approbation de tous les savants.

Considérant que cet artiste tient un des premiers rangs
parmi ceux de l'Europe qui se sont le plus distingués dans les
marches d'optique et que ses travaux ont concouru à porter
l'astronomie à un plus haut degré de perfection; que toutefois
l'espèce et mesure à l'appui de la demande, est d'avis
conformément à la loi du 12. juillet 1791 que M. Carochet mérite
le maximum de la première classe des récompenses
nationales. C'est à dire la somme de cinq mille livres, et la
mention honorable; et même d'être recommandé à l'assemblée
nationale à l'effet de procurer à cet artiste les moyens de former
au plus tôt un instrument d'optique le degré de perfection dont

Monseigneur

10
Mourieu Carochet les avoit suscep[tible]s.
signé Louis presidente & prolonge secr[et]aire greffier
du Bureau de consultation.

17^o 27

Ordre motivé concernant M. Dino
Stephanopolis chimiste.
Du 4 avril 1792. L'aut. d'établissement

M. Dino
Stephanopolis

Le Bureau de consultation après avoir entendu
le rapport des commissaires tendant à accorder le
maximum de la 1^{re} classe des récompenses nationales
à M. Dino Stephanopolis à raison de la dévotion de
l'École de Chêne qu'il a proposé de substituer à la noix de
gale pour la teinture noire des chapeaux. L'objet
mis en délibération, le Bureau, considérant que
l'adoption de l'École de Chêne est employée avec succès
depuis plusieurs années par divers chapeliers de la
capitale lesquels se voient beaucoup d'emploi. D'après
ce tableau et d'après ce qu'il tiennent de M. Dino
Stephanopolis, est d'avis, conformément à l'avis du
18.7.1792, que M. Dino Stephanopolis mérite le
maximum de la 1^{re} classe des récompenses nationales
c'est à dire la somme de six mille livres.

Et attendu que M. Dino Stephanopolis a plus de
soixante ans étant né en Corse le 8.8.1727 comme il
l'écrit par soustrait de baptême, il doit obtenir

en vertu conformément à l'article 3 de la même loi. Le ³⁹
minimum de cette même classe, c'est à dire la somme
de quatre mille Livres.

Signé Louis président et Frélong Secrétaire-greffier
du Bureau de consultation.

AVIS motivé concernant M. Hérisson

N^o 39

DU 11 AVRIL 1792. L'an 4^e de la liberté

M.
Hérisson

Le Bureau de consultation après avoir entendu le
rapport des commissaires et le résultat, soit de leurs
propres expériences soit de celles précédemment faites
par les commissaires de l'Academie des Sciences. Sur les
ressorts de voiture à 3 et à 4 roues perfectionnés par M.
Hérisson, considérant combien tout attein le progrès qu'il
a fait pour à son art, considérant aussi qu'il n'a pu arriver
à ce degré de perfection qu'après de longues et d'assidues
necessairement très coûteuses, est d'avis que M.
Hérisson doit être rangé conformément à la loi du
12 juillet 1791 dans la première classe des récompenses
nationales et qu'il mérite le medium c'est à dire
la somme de cinq mille Livres.

Signé Louis président et Frélong Secrétaire-greffier
du Bureau de consultation.

AVIS motivé concernant M^r. Thorin chymiste

DU 11 AVRIL 1792. L'an 4^e de la liberté

N^o 16
M.
Thorin

Le Bureau de consultation après avoir entendu le
rapport des commissaires tendent à accorder à M.

10.

Thorin obtient le minimum de la seconde classe des
réwagenses nationales en vertu de la loi du 12^{me} juillet 1791 pour avoir perfectionné les moyens de convertir
la tourbe en charbon, la matière mise en délibération
par les pièces et monnaies présentées par M. Thorin
à l'appui de sa demande, le Bureau considérant
que cet artiste a déjà mérité l'approbation de
l'Académie des sciences, que sa méthode de convertir la
tourbe en charbon est surtout recommandable par
les moyens ^{nouveaux} qu'il a employés pour procurer un prompt
refroidissement dans la cuve qui sort à la
distillation de la tourbe et par la forme du fourneau
qui est construit d'une manière très ingénieuse; que
l'ailleurs cet appareil plus parfait que ceux qui
sont connus pour la conversion de la tourbe en charbon
par le moyen de la distillation, est exécuté depuis
longtemps à Brumont, ainsi que l'atteste le dessin
dudit lieu, est d'avis que M. Thorin mérite le
minimum de la seconde classe des réwagenses nationales
conformément à la loi du 12. 7. 1791 c'est-à-dire la
somme de deux mille livres

signé Louis prud'Homme et Bélong Secrétaire général
du Bureau de consultation. J.

Avis motivé concernant M^r. Oudet
chirurgien berniaire

du 11 avril 1792 l'an 4^r de la liberté

M^r.
Oudet

Le Bureau de consultation - après avoir entendu le
rapport des commissaires tendant à autoriser ce M^r.

21

Oudet le maximum de la seconde classe de récompense nationale émise le 12.7^{bre} 1791 pour avoir perfectionné la construction des bandages et celle des jambes artificielles; l'objet mis en délibération, le Bureau considérant quelques perfectionnements apportés par l'auteur à la construction des bandages sont extrêmement avantageux, que la jambe artificielle de son invention est ingénieusement et commodément construite, et que ses inventions annoncent dans cet artiste des talents tout à fait usage utile, est d'avis, conformément à la loi du 12.7^{bre} 1791 que M. Oudet mérite le maximum de la seconde classe de récompense nationale c'est à dire la somme de treize mille livres.

Signé Lorin, président et siélong secrétaire-geffier du Bureau de consultation.

N^o 23.

M^r
Magny

Avis motivé concernant M^r. magny.

graveur

Du 11 avril 1792 l'an 4^e de la liberté

Le Bureau de consultation après avoir entendu le rapport d'un commissaire tendant à accorder à M. Magny, graveur, le maximum de la 2^e classe de récompense nationale pour avoir inventé plusieurs instruments qui vont contribuer à perfectionner l'art de la gravure; considérant que dans le nombre de ces instruments plusieurs ont été adoptés par la gravure et sont d'un usage journalier; que c'est surtout à ces instruments qu'il est due une nouvelle manière de graver celle qui unit le lavis; la manière mise en délibération, vu les différentes pièces produites à l'appui de la demande de cet artiste, le Bureau est d'avis conformément à la loi du 12.7^{bre} 1791 que M. Magny

merite le maximum de la seconde classe de recompense nationale, et comme M. maguy aspirante au passeur il a droit en outre au minimum de cette même classe qui est de deux mille livres, ce qui forme un montant de cinq mille livres.

Signé Louis Jusidat et Brélong secrétaire grec de
du Bureau de consultation.

Provocé du Bureau de consultation
sur M. Garoty de Berrthe.

Arrêté à l'assemblée du mercredi

11 avril 1792. (du 11^e établissement)

11^e établissement
du Bureau de consultation

M. Garoty
de Berrthe.

Le Bureau consulté sur le mérite de l'établissement formé par M. Garoty de Berrthe sur les cultures et la fabrication du spat appelli improprement Battan soin ou jone d'Espagne, sur les moyens de perfection que cet artiste a ajouté à cette nouvelle branche de commerce, et sur plusieurs autres découvertes intéressantes qu'il a faites. vu le rapport de M. le commissaire est d'avis qu'après la demande de M. Garoty lui est été transmise suivant les formes, par la voie des administrations, alors conformément à l'article 3 de la loi du 12 juillet 1791. le Bureau décerne dans le cas dénoncié qu'attendue les dépenses considérables dans laquelle cet artiste a été successivement entraîné d'après les ordres du ministère comme aussi vu les voyages si pénitueux qu'il a faits et les pertes qu'il a souffrées, M. Garoty âgé de 50 ans

23

merite la récompense de six mille livres fixee par le
maximum de la première classe (en y ajoutant la mention
Honorable) du regret que le Bureau a que un citoyen
estimable n'ait éloigné que d'une année de l'âge qui
l'aurait rendu susceptible de l'addition de quatre mille
livres ou du minimum de sa même classe déterminé
par la même loi.

Mais la réclamation de M. Garoty ayant été
adressée aux comités d'agriculture et de commerce qui
ont désiré seulement que le Bureau fut consulté, les
commissaires ont pensé que c'est au ministre de
l'intérieur à proposer d'après l'avis ci-dessus, aux
comités réunis ce qu'il estimera juste et convenable
d'accorder à M. Garoty et de prendre à cet égard
directement la décision du corps législatif.

au Bureau de consultation le 11 avril 1792 —
L'an 11^e de la liberté. Signé Louis président, ^{Briong} secrétaire.

12.26.

ANCIEN MOTIVE concernant M. Pierre Louis —
également dit Du Rosel.

Le 18 avril 1792. L'an 11^e de la liberté.

M.
Du Rosel

Le Bureau de consultation après avoir entendu le
rapport de ses commissaires tendus à accorder à M^{me}
Du Rosel ancien canonnier de la marine, le minimum de
la seconde classe de récompenses nationales conformément
à la loi du 11.7^{me} 1791. L'objet m'en délivration;
Le Bureau considérant que M. Du Rosel ayant débrut
une défense à instruire de jeunes canonniers dans l'art
de manœuvres et servir le canon; considérant en outre

que cet artiste a composé, sur nouveaux principes, une instruction concernant l'art de manœuvres et de servir le canon nautique, ou exercice de combat, l'art de l'artillerie de manœuvres et d'opérations du gros canon de gros calibre à bord d'vaisseaux; un traité des évolutions et mouvements concernant les escouades et sections de canonniers dans chaque Batterie des vaisseaux, pour rebattre deux bords à la fois lorsqu'on trouve entre deux feux; Le Bureau considérant enfin que cet ouvrage a mérité l'accueil d'opérations marines distinguées, est d'avis, conformément à la loi du 12.7^{me} 1791, que M. Darosel mérite le minimum de la seconde classe de récompenses nationales, c'est à dire la somme de deux mille livres. signé Louis président et Frélong Secrétaire greffier du Bureau de consultation.

n° 40.

Avril motié concourant M. Lebon
ingénieur des Ponts et chaussées.

du 18 avril 1792. l'an 11^e de la liberté

M^r.
Lebon

Le Bureau de consultation, après avoir entendu le rapport de ses commissaires, tendant à accorder deux mille livres, à M. Lebon ingénieur, sur les récompenses nationales, pour continuer son expérience qu'il a commencée sur l'amélioration des machines, a fait l'objet mis en délibération; Le Bureau, vu le

15

Dessein qui lui ont décerné et la sagaie que M.
Lebon a montré dans un mémoire qui a remporté
le premier prix du mécanique à l'École Bergouet et
chaussée, est l'avis, conformément à l'article 6 de
la loi des 10 et 27 juillet 1791 d'accorder deux mille
livres à M. Lebon pour continuer ses expériences
en l'engageant à rendre compte de son état au
Bureau de consultation des résultats.

Signé Louis Président et trésorier greffier.

no 84.

Avis motivé concernant M. Jannety, opéra.

du 18 avril 1792 à l'An II. De la Liberté

M^r
Jannety

Le Bureau de consultation, après avoir entendu
le rapport des commissaires tendant à accorder à
M. Jannety le maximum de sa première classe
des récompenses nationales, c'est à dire six mille
livres, à raison du perfectionnement qu'il est parvenu
à donner à l'art de fonder, fondre et rendre malléable
la platine; l'objet mis en délibération, le Bureau
considérant que par le procédé de M. Jannety l'on pourra
 procurer de la platine malléable et propre à faire
 divers ustensiles qui feront de la plus grande
utilité à la société, aux sciences, et en particulier au
perfectionnement de l'optique; le Bureau
considérant que ce perfectionnement ~~est~~ une nouvelle

Branche de commerce intéressante et glorieuse pour
l'art, est d'avis que, conformément à l'loi du
12.7^{bre} 1791, M. Jammel mérite le maximum du
1^{er} class^e de récompense nationale, c'est à dire
la somme de ix mille livres.

Signe Louis président et Frélong se^r greffier
du Bureau de consultation.

M.
Berisson

12^{me} 39

Supplément à l'avis motivé concernant
M. Berisson arquebusier.

du 18 avril 1792. L'aut^e de la liberté

Le Bureau de Consultation informé que
M. Berisson arquebusier qu'il juge digne
d'obtenir le medium de la 1^{re} classe de récompense
nationale c'est à dire 600^{fr} est paragraphe, est
d'avis, conformément à l'article 9 de l'loi du 12.7^{bre}.

N^a
l'avis motivé concernant 1791, que cet artiste mérite enor le minimum de
M. Deshayes de
Vallouer N^o 76 ayant cette même classe, c'est à dire la somme de
trente parisis de
quatre mille livres.

trouvé à la suite de ceur
du 2 mai, page 35.
du Bureau de consultation.

M. Babu Prononcé Du Bureau de Consultation,
concernant M. Babu.

12^{me} 30 Du 2 mai 1792. L'aut^e de la liberté.

Le Bureau de Consultation, après avoir

57.

Entendu le Rapport de ses Commissaires, tendant à récompenser M. Babu, à raison de l'Invention de ses Rameaux, proportionnément à augmenter le nombre des Rameaux et à changer la Division de leur force, est
J'ANIS de répondre au Comité des Réunions, qu'il n'avoit prononcé d'une manière définitive, jusqu'à Rameau de M. Babu, sans avoir des résultats d'Expérience faites en M. Babu's Vaisseaux; que cependant, il avoit été à récompenser M. Babu, et si cette récompense ne devait pas être décernée par l'Assemblée Nationale, il lui avoit accordé trois cents livres de Gratification, avec le regret que les Décrets n'eussent pas permis d'accorder à cet artiste une somme de cinq cents livres, si que Louis Brion et Briong Sociétaires Grattent.

Fouquier.

N° 6.

Un motin, commandant M. Fouquier, fabricant d'Étoffes.

Du 2 Mai 1792. L'auft. de la Liberté.

Le Bureau de Consultation, ayant avu
Entendu le rapport de ses Commissaires, tendant à accorder à M. Fouquier le Medium de la 1^{re} Classe des récompenses Nationales, à raison des services importants qu'il a rendus aux Manufacturiers de Rouen, et pour avoir perfectionné les étoffes propres à être substituées aux Corps Ballinés; le Bureau, vu les différentes

96.
pièces et Mémoires à l'appui de la
Demande de cet Artiste, entre autres
le rapport de l'Académie de Rouen,
la Copie de la lettre de M. N^o
les Juges de la Chambre de Commerce
de Normandie, le Certificat des
M^{es} de l'Assessement de la Ville de
Rouen, Choisir le Certificat des
Corps administratifs de ce Département,
Est d'avis que M. Bouquin mérite le
Medium de la 1^{re} Classe des
Récompenses Nationales, Pestaïne,
Cinq mille livres, et le Minimum
de cette même Classe, Pestaïne,
quatre mille livres, et artiste étant
l'exagénaire. / s.

Sigⁿé Louis, Président et Secrétaire.

M. Durand

No 1^{er}

avis motivé concernant M. Durand

M^{me} Serrurier /

Du 2 may 1792, l'an 4^e de la liberté.

Le Bureau de consultation après avoir entendu
le rapport de son commissaire tendant à accorder
à M^{me} Durand M^{me} Serrurier le maximum de la
1^{re} classe des récompenses nationales, pour avoir
passé parie d'au^s de travaux qui ont tourné à

29

à l'avantage de la Société et particulièrement pour avoir inventé et perfectionné différents machines qui ont mérité l'approbation de l'Académie des sciences et du gouvernement; le Bureau va toutes les pieces et mémoires à l'appui de la demande de M. Durand, considérant parmi les inventions de cet artiste, 1^o une machine à polir à la fois vingt-quatre tringles; 2^o une machine à tailler à la fois vingt-cinq limes de tour calibre. 3^o un Belier pour empêcher les pilotes. 4^o une charrette à labourer sans chevaux à l'aide de deux hommes. 5^o Des moulins à manège et à bras dont l'utilité a été bien sentie en 1789, l'auteur en ayant établi quarante dans la ville de Versailles d'après les ordres du Gouvernement, considérant que la manière de suspendre les meules de ces moulins, de les enlever pour les tailler et de les replacer au moyen d'une amelle imaginée par M. Durand est très ingénieuse; considérant enfin les dépenses que M. Durand a dû faire pour porter ces machines au point de perfection où elles sont; est avis que cet artiste mérite le maximum de la 1^{re} classe. De récompenses rationnelles c'est à dire six mille livres et le minimum de cette même classe c'est à dire quatre mille livres, monsieur Durand étant sexagénaire.

Sigⁿé Louis président et Frélong Secrétaire
graffés au Bureau de consultation.

30
Scanegaty
12°. 17.

Avis motivé concernant M^r. Scanegaty.
Professeur de physiologie

du 2 may 1792 l'an 1^{er} de la liberté

Le Bureau de consultation après avoir entendu le rapport des six commissaires tend^t à accorder à M. Scanegaty professeur de physiologie le maximum de la 8^{me} classe de récompense nationale pour avoir construit 1^o une machine qui a servi dans le port de Rouen à retirer un navire naufragé que l'on n'aurait pu retourner par les moyens communs. 2^o une machine propre à laminer le plomb dont le modèle est disposé à l'hôtel de mortagne. 3^o une ligne à peches très promptement les personnes qui se moyent. 4^o un moulin à broyer l'indigo. 5^o une machine à calendrer une par l'eau. 6^o une machine pour monter des fardeaux dans des magasins. 7^o un four à cuire le plâtre avec charbon de terre. L^a Bureau n^o 10 a toutefois l'opinion de la demande de M^r. Scanegaty, ainsi que le plâtre en modèles de toutes les inventions, construction ou projets au nombre de 27 dont cet artiste est l'auteur, considérant que tous les certificats, paroles verbales et attestations honorables qui ont été délivrés à M^r.

Scamegaty, prouveurs une suite de travaux et de dépenses qui ont toujours été dirigés vers un but d'utilité publique, est l'avis, conformément à l'avis du 12.7. 1791 que cet artiste mérite le maximum de la 1^{re} classe de la récompense nationale, c'est à dire six mille livres et la mention honorable.

Signé bonaparte. et bâton d'ordre sub. de fous.

Desutierer
Sarcey
N^o. 33.

avis motivé
concernant M. De Sutière Sarcey agriculteur

Du 2 may 1792 l'an 4^e de l'abolition

Le Bureau de consultation après avoir entendu le rapport des deux commissaires, tend à accorder à M. Desutierer Sarcey agriculteur, le maximum de la 1^{re} classe de récompense nationale et la mention honorable, pour avoir introduit en France un grand nombre de pratiques utiles en agriculture, notamment le moyen d'agréger sans faire la duree de la luzerne, de la garantir de la consute et autres herbes parasites qui la devorent, le moyen de dégarnir les clairières des bois sans planter ni provoquer, moyen éprouvé avec succès par l'autre à Bâville, terre de M. Lamouillon, le moyen de faire rapporter en abondance du fruit aux arbres de poirier qui n'en ont jamais

rapporté l'a. & l'a. et surtout pour avoir donné à Paris
 avec le plus grande succès, des cours publics d'agriculture
 et avoir fait imprimer à ses frais plusieurs ouvrages
 et un journal dont le mérite est généralement reconnu;
 le Bureau considérant que les Découvertes en agriculture
 sont d'autant plus rares que cette science est plus
 anciennement et plus jurement étudiée et
 pratiquée; considérant en outre, que M. Desatières,
 s'est rendu depuis trente années aux progrès de
 l'art qu'il a professé et qu'il a fait pour cet objet
 avec un zèle infatigable des voyages longs et
 dispendieux; est d'avis que, conformément à la loi
 du 12.7.1791, M. Desatières mérite le
 maximum de la 1^{re} classe des récompenses nationales
 c'est à dire, six mille livres et la mention honorable.
 sig. Louis primit et prilong. 3^{me} griff. du 6^{me} de consultation

Lemasson

12^{me} 89.

avis motivé concernant M. Lemasson

du 6 mai 1792 à l'Assemblée de la Liberté.

Le Bureau de consultation après avoir entendu
 le rapport de ses commissaires tenut à accorder à
 M. Lemasson une somme provisoire de trois cent
 livres pour aller chercher les terres nécessaires aux
 expériences que cet artiste a proposé de faire sous le

188.

aux commissaires, afin de constater qu'il peut faire, avec ses toiles, de la porcelaine semblable à celle dont il a pris modèle et échantillon; est d'avis, que la somme de 300^{fr.} demandée par M. Le Masson, pour ce sujet, doit lui être accordée, sous la réserve que le ministre voudra bien prendre les précautions courantes pour l'assurer de l'authenticité de l'extraction de ces matières, qui doivent être prises dans le département de la Manche, et dans les lieux que M. Le Masson a désignés.

Signe Louis Grind a prit longue griff. du 3^{me} de consultation.

M^r Couquard. Avis moté concernant M^r Durosel.
dit Durosel. Du 26 Mai 1792. L'an 1^{er} de la Liberté.
N^o 26

Le Bureau de consultation s'étant assuré que M^r Durosel est sexagénaire, est d'avis que cet artiste, qui a déjà obtenu le Minimum de Seconde Classe des récompenses nationales, C'est à dire, Deux mille livres, mérite encore le Minimum de cette même Classe, C'est à dire Deux mille livres, à raison de son âge, conformément à la loi du 12. juillet 1791.

Signé Louis Grind. Secrétaire

21

Arris motrice! Concurrenant à M^o. Jouret,
M^o. Jouret. M^o. Poëlio.
Du 26 Mai 1792 l'aut^e de la liberté.

N^o. 70.

Le Bureau de consultation, ayant
quonon aura avu étendu le rapport des Commissaires,
trouvent et demandant à accorder à M^o. Jouret, M^o.
Poëlio, le maximum de la 3^eme
Classe des récompenses nationales,
souo avu perfectionné la construction
des poêles, considérant que cet artiste,
le prouant
Jules Le Guin
attendu que
les autres
ont déjà
été transmises
à la
Commission
des
rempenses
nationales
et que
M^o. Jouret
est
sexagénaire, et que ses forces
ont été épuisées par le travail,
ainsi que le prouve un certificat
honorifique de Sa section, conformément
à la loi du 12. ^{est d'avis} Juillet 1791, que M^o.
Jouret, n'entre le maximum de la 3^eme
Classe des récompenses nationales,
C'est à dire, 300^{fr}. et le minimum de
Cette même Classe, C'est à dire, 200^{fr}.
à raison de son âge.
Signé Louis P. J. Pujol le 26.

35

avis motivé concernant M. Deshayes de Vallenay

M. Deshayes
de Vallenay

Du 24 avril 1792. L'an 1^{er} de la liberté.

N^o 74.

Le Bureau de consultation invite par le comité de marine de l'assemblée nationale à lui donner son avis motivé sur le mérite des inventions de M. Deshayes de Vallenay, après avoir entendu le rapport de son commissaire et considérant qu'il est utile dudit inventeur a été constaté par le procès verbal des épreuves faites à Cherbourg le 9. x. ^{br} 1790 sur le nouveau cabestan, sur le nouvel affut marin et sur deux nouveaux leviers, — considérant aussi que cet inventeur dans le contexte à l'auteur du tems et des recherches dispensées, est arrivé conformément à la loi du 12. 7. ^{br} 1791, que, si monsieur Deshayes de Vallenay fut présent au Bureau suivi de l'exposé prescrit par l'ordre susmentionné, le Bureau n'ayant égard qu'au seul mérite de ces inventions, aurait placé M. Deshayes de Vallenay dans la ^{1^{re}} classe de récompenses nationales et lui aurait accordé le medium c'est à dire Quinze mille livres.
figue Louis priez. Tréating, faire approuver par

M.
De Varenne

N^o 65

Prononcé du 1^{er} de consultation concernant
M. De Varenne

24 mai 1792. L'an 1^{er} de la liberté.

Le Bureau de consultation après avoir entendu le rapport de son commissaire, concernant M. De Varenne ingénieur

qui demande à l'assemblée nationale une somme de trois mille livres, pour construire une machine à feu, qui puisse être transportée à très peu de frais et placée dans des travaux d'épuisement instantané et être appliquée à faire mouvoir les machines propres à empêcher les pilotes; le Bureau considérant que d'après les plans qui lui ont été fournis, M. D'Arumer peut atténuer facilement le but qu'il se propose, a chargé son président d'écrire au ministre d'agriculture et de commerce pour le prier d'inviter à demander à l'assemblée nationale la somme de trois mille livres, nécessaire à cet artiste pour construire une machine d'une grandeur telle qu'il puisse corriger, juger et calculer ses effets, et accorder ensuite à M. D'Arumer la récompense qu'il méritera.

Signé Louis président et Présenté au greff du Bureau de consultation.

Ordre moté concernant M.
Peuillet, et Arquebusier.

Le 9 Mai 1792. Le Bureau
De la Liberté.

M. Peuillet,
Arquebusier.

N° 83

Le Bureau de consultation des
Arts de Médecin, après avoir
écouté le Rapport que lui ont fait
ses Commissaires, Suivant la forme de fusil,

37

perfectionnée par M. Feuillet, auquel basé,
Considérant que cet artiste a fait un très grand
Nombre d'Essais et de tentatives, qui lui ont
occasionné une perte de temps considérable, et
ont exigé beaucoup de dépenses et d'outils. Sans
lesquels il aurait été difficile d'atteindre à un
si haut degré de perfection, et, en même temps,
de simplicité; La Platine de M. Feuillet
n'étant composée que de 9. pièces et 3. v. t.,
tandis que les Platines Ordinaires sont composées
de 11. pièces et 9. v. t., est d'ART, conformément
à l'article 3. de la loi du 12. juillet 1791, que
M. Feuillet mérite le Maximum de la 1^{re} Classe
des récompenses Nationales, C'est à dire,
25000 livres, et la mention honorable,
attenué les divers perfectionnements réalisés
par lesquels cet artiste a porté successivement
la platine au point où elle est arrivée.

Sigé Louis, président, Et Trelouq, Secrétaire
Greff du Bureau de Consultation.

Avis motivé concernant M. Porré.

du 12. may 1792 l'an 4^e de la liberté.

M. Porré.
N^o 55.

Le Bureau de consultation ayant avoir entendu le rapport des
ses commissaires tendant à accorder provisoirement à M. Porré
le maximum des gratifications au l'addition du
minimum conformément à l'article 4 de la loi du 12. juillet 1791.
le Bureau estimant que M. Porré, si visoit serait dans le

l'ordre 300.

238

cas d'une récompense à raison des travaux sur la
tourbe et observant qu'aucune loi n'éprouvée encore
sur les droits d'héritiers des artistes qui sont dans
ce cas; considérant que M^e elle, sonne sa fille âgée de
soixante ouze ans et infirme, se trouve dans la plus grande
indigence. Est d'avis qu'il est convenable à lui d'ordre
provisoirement le maximum de gratification, c'est à
dire trois cent livres avec l'addition du minimum conformément
à l'article 6 en attendant que l'assemblée nationale ait
statué sur les droits d'héritiers des artistes.

Signé Louis président et brigadier Secrétaire du
Bureau de consultation. —

M^e.
Grenet 5000^{fr}
N^o 33

avis motivé concernant M^e. Grenet

du 16 may 1792 l'an 11^e de la liberté.

Le Bureau de consultation après avoir entendu le rapport
des commissaires tendant à accorder à M^e. Grenet le minimum
de la première classe de récompense nationale c'est à dire 5000^{fr}
à raison d'une nouvelle colle forte d'une b^e art^e et qualité
égale aux coller strangères; le Bureau considérant que
par le procédé de M^e. Grenet l'ouvrage préparé dans
coller étrangères; que la colle forte de cet artiste peut être
préparée avec des matières dont on n'a pas tiré
aucun profit et d'importance nul; qu'il peut ouvrir une

39

Branche de fourmerie considérable et tenir dans
le wy a une très grande quantité de numéraire, en
Vain. d'accorder à M. Grat le medium de la ^{re} classe
des récompenses nationales c'est à dire Cinq mille
livres, conformément à la loi du 12.7^{bre} 1791.

~~signé le vingt et un Juillet Secrétaire du~~
~~Bureau de consultation. J.~~

M.
Coquet

11^o 100

Avis motivé concernant M^r Coquet

DU 16 MAY 1792 l'an 4^e de la liberté.

Le Bureau de consultation sur la demande des
commissaires chargés de l'examen des pieces de M^r.
Coquet tendant à accorder provisoirement à cet artiste
le maximum des gratifications conformément à la loi du
12.7^{bre} 1791; considérant que M^r. Coquet a remporté deux
prix décernés par la Société des arts de Nancy, qu'il
est porteur de certificats approbatois, tant de cette Société
que de celle d'agriculture de Paris, considérant
enfin que cet artiste qui est dans une extrême misère et
que saxaginaire est dans l'obligation d'être accorder
provisoirement le maximum de la 3^e classe Des
récompenses nationales c'est à dire trois cent livres
et le minimum de cette même classe c'est à dire
deux cent livres en attendant que sur le constat qui

18
sera rendu des travaux du M^r. Coquet, le Bureau
puisse statuer définitivement sur l'aréopage. Pour
cet artiste pourra être jugé susceptible. / .

Signé Louis pr^{es}ident et b^{ea}longfier^{et} greff. du
Bureau de consultation. / .

M.
Levert
N^o 78.

avis motivé
concernant M^r. Levert le peintre

du 16 may 1792 l'an 1^{er} de la liberté.

Le Bureau de consultation après avoir entendu le
Rapport des commissaires sur les travaux et les découvertes de
M^r. Levert, considérant que cet artiste possède des
moyens qui lui sont particuliers et que par les procédés
dont il est l'auteur, M^r. Levert donne à diverses
peintures une solidité qu'on n'était point parvenu à
leur donner par les procédés communs, est d'avis conformément
à l'avis du 18 juillet 1791 que M^r. Levert mérite le minimum
de la 2^e classe de récompense nationale, cent adives d'aux
mille livres. / . Signé Louis pr^{es}ident et b^{ea}longfier^{et} greff. du 16^{me} juillet

M.
Nain
N^o 66

Prorioncé du Bureau de consultation
concernant M^r. Nain canonier

du 16 may 1792 l'an 1^{er} de la liberté

Le Bureau de consultation après avoir entendu le

44

Rapport de ses commissaires sur les travaux et les
découvertes de M. Nauvin; considérons 1^o le procédé de
aussi ingénieux qu'expéditif dont cet artiste se servit pour
descouvrir un canon en même temps qu'on le tire à boulets
sur l'ennemi, procédé qui peut être de la plus grande utilité
durant de guerre; considérons 2^o que cet artiste est
très habile dans l'art de forger le fer; 3^o que le moulin
en acier et en un enfouit dont il est l'auteur peut être employé
avec un grand succès soit à mouler le grain soit à mouler
l'écorce de chêne, objet important pour les boulangers
et les barmes; considérons enfin que M. Nauvin désire
d'être employé soit dans la ville de guerre ou dans
l'armée, et qu'il peut y être insinuement utile par l'espèce
d'invention qui lui en particulier, est d'avoir que si le
Bureau avait à récompenser cet artiste conformément à la
loi du 12 juillet 1791, il le jugerait digne du medium de la
première classe des récompenses nationales c'est à dire
cinq mille livres, et lui faciliterait d'ailleurs les
moyens de forger à sa manière un canon en fer battu, afin
d'apprécier les épreuves de sa récompense les avantages ou
les inconvénients d. sig. Louis en brevet. 1.

M.
Le Brun
n^o 94

Avis motivé concernant M^{me} Le Brun ^{meunier}
du 16 may 1792 L'an 1^o de la liberté

Le Bureau de consultation, après avoir entendu le
rapport de ses commissaires sur les travaux de

119
M. Le Brun, considérant quelle dessiner qui
accompagne la pièce soumise à l'examen du Bureau
soit fait avec intelligence; que les difficultés rencontrées
en démontant du moulin de M. Le Brun amoncellement
l'autour des commissaires de détails pratiques assez
étendus; considérant enfin que cet artiste a exécuté ce
moulin presque en entier et qu'il a consommé des
ressources et celle de sa famille à cette entreprise; est
d'avis, conformément à l'article 15 de l'ordre du 12 juillet
1791, que M. Le Brun mérite une gratification égale
au maximum de la 3^e classe des récompenses nationales
c'est à dire trois cent livres, comme artiste instruit et
important. 1. Signé Louis Grévin, secrétaire
greff. du Bureau de consultation.

M.
Lhomond

n^o 64.

Avis motivé concernant M. Lhomond
mécanicien

Du 16 may 1792 l'an 4^e de la liberté.

Le Bureau de consultation après avoir entendu le
rapport de ses commissaires tendant à accorder à M.
Lhomond mécanicien, le maximum de la 3^e classe des
récompenses nationales; considérant, 1^o l'importance des
travaux et inventions de cet artiste qui a construit avec
faire une machine à carder le coton, bien supérieure par
sa simplicité aux grandes machines anglaises, beaucoup

13

plus petite et conséquemment à bien meilleur marché; 2^e que les deux machines de M. Lhomond tout celle à carder que celle à filer le coton d'après le compte détaillé qu'en ont rendu les commissaires et la comparaison qu'ils en ont faite avec les machines anglaises ne peuvent mériter les plus grands éloges, à cause des grands avantages qu'en doivent retirer les fabricants de France; 3^e que l'esprit d'industrie est d'encourager les artistes qui par leurs talents peuvent concourir à perfectionner les arts et multiplier les manufactures; considérant enfin que les changements et les additions imaginées par M. Lhomond ont porté sur les machines à un degré de perfection qui l'emporte de beaucoup sur toutes celles connues et que par ce genre de travail dans lequel M. Lhomond s'est distingué la France ne sera plus obligée d'emprunter des étrangers les modèles des machines à carder et à filer le coton, est d'avis, conformément à l'avis du 27^{me} juillet 1791 que ces nobles mérites le maximum de la 1^{re} classe des récompenses nationales c'est à dire six mille livres.

Sigé Borda vice-président et Frélong secrétaire-greff.
Du Bureau de consultation.

M.
Legros.

N^o. 21.

Avis motivé concernant M^r Legros.

horloger mécanicien

Le 23 may 1792 l'an 4^e de la liberté.

Le Bureau de consultation après avoir entendu le rapport de ses commissaires tendant à accorder à M. Legros

Le medium de la 1^{re} classe dev'recompenser nationale, considérant que M. Le Gros principalement dirigé ses talents vers des objets utiles à l'humanité en s'occupant avec succès de remplacer, par des moyens mécaniques, autant qu'il est possible les membres dont les fonctions peuvent être privée, soit par défaut de confection, soit par accident ; le Bureau désirent enfin non seulement récompenser les efforts de cet artiste qui a sacrifié à cet objet, presque tout son temps, mais en outre encourager d'une manière spéciale, les mécaniciens à se livrer à ce genre d'invention trop peu cultivé jusqu'à cette heure ; est d'avis d'accorder à M. Le Gros le medium de la 1^{re} classe dev'recompenser nationale, c'est à dire la somme de cinq mille livres conformément à l'loi du 12.7^{me} 1791.

Signé Borda Président au Sénat et greffier du Bureau de consultation. 1.

Prononcé du Bureau de consulta?
concernant m. Lequin

M.
Lequin
no. 67. (bif)

Du 23 de May 1792 l'an 1^{er} de la liberté.

Le Bureau de consultation après avoir entendu le rapport de ses commissaires sur les travaux et les inventions de M. Lequin, est d'avis que cet artiste mérite par ses talents et en conséquence de ses inventions

45

être recommandé à l'assemblée nationale pour lui obtenir une récompense proportionnée à ses efforts et à ses travaux depuis plus de vingt années, lesquels ont en constamme pour but de simplifier les opérations pratiques en usuelles dans différentes parties, et notamment par rapport à la marine. Les différentes machines qu'il a mises au service du Bureau sont 1^o un globe de verre avec implantaires très propres à faciliter aux jeunes gens la connoissance du système du monde.

2^o un instrument pour trouver promptement dans le ciel les étoiles ou les planètes qu'on cherche. 3^o une espèce de loch propre à mesurer le sillage d'un vaisseau. 4^o Enfin un compas à quatre pointes pour avoir par des opérations graphiques, la longitude à la mer d'après les observations; et ce compas entièrement nouveau dans son espèce et très ingénieusement construit pour son objet a fixé particulièrement l'attention du Bureau par la manière unique dont il servira à avoir la longitude en l'employant dans les opérations dont on vient de parler. J. Signé Borda ~~président et secrétaire~~ ~~français~~ du Bureau de consultation.

*M
Gavoty de Berthie*

Avis motivé concernant M. Gavoty de Berthie
Physicien

N^o 113.

Du 23 may 1792 l'an 4^o de la liberté.

Le Bureau de consultation après avoir entendu le rapport de ses commissaires tendant à accorder à M.

116

Gavoty de Berthe le maximum de la 1^{re} classe des récompenses nationales et la mention honorable; considérant le mérite de l'établissement formé par cet artiste sur les cultures et fabrications du spart appelle improprement Gattin, soin oujouc d'Espagne; la moyenne de perfection; la moyenne de perfection qu'il a ajoutée à cetteuvaille branche de commerce et plusieurs autres découvertes intéressantes qu'il a faites; est d'avoir qu'attendu les dépenses considérables dans lesquelles cet artiste a été successivement entrainé, d'après les ordres du ministère, comme aussi vu les voyages dispensés qu'il a faits et les grêves qu'il a essuyées, M. Gavoty agi de 99 ans mérite la récompense de six mille livres fixée pour le maximum de la 1^{re} classe et la mention honorable du regret que le bureau a que ce citoyen estimable n'ait été éloigné que d'une année de l'âge qui l'aurait rendu susceptible d'addition de 4000^{fr}. vu du minimum de la même classe, déterminé par la même loi. J. Signé Borda président et Seilouy secr. griff.

M. Bachelier Avis motivé concernant M. Bachelier

No. 88

du 23 May 1792 à la 1^{re} classe de la liberté.

Le Bureau de consultation ayant avoient entendu le rapport de ses commissaires tendant à accorder à M.

47

Bachelier le minimum de la seconde classe des récompenses nationales, considérant l'utilité dont peut être la découverte de M. Bachelier consistant en un moyen de faire qu'il applique sur les peintures à l'huile, ce qui préviendrait le funeste effet de ces peintures, est d'avoir conformément à la loi du 12 juillet 1791 qu'il doit être accordé à M. Bachelier le minimum de la seconde classe des récompenses nationales, c'est à dire deux mille livres et le minimum de cette même classe, cet artiste ayant soixante ans passés). Signé Borda
Président et Célong Secrétaire du Bureau de Consultation.

M.
Pelletier

N° 90.

Avis motivé
concernant M. Pelletier ingénieur mécanicien

Du 23 may 1792. Par l'Assemblée

Le Bureau de consultation ayant avoir entendu le rapport des commissaires sur les travaux et inventions de M. Pelletier, considérant qu'à la machine présentée par cet artiste peut être appliquée à divers usages, 1^o à donner une épaisseur égale aux canons de fusil; 2^o à construire et diviser des pignons de toutes grandeurs; 3^o à fendre des têtes de vis. 4^o à perfectionner l'égalité d'épaisseur des ressorts pendulaires; 5^o à faire des règles, des équerres, des assemblages de fer à raminer et à enrouler; et que la serrurerie, à l'aide de cette

machine, peut acquérir un nouveau degré d'perfection; considérant enfin que cet artiste, qui a déjà obtenu le suffrage de l'académie des Sciences a fait depuis, des changements à sa machine qui l'ont rendue d'une plus grande utilité: est d'avis, conformément à la loi du 18 juillet 1791, que M. Belletier mérite le maximum de la seconde classe des récompenses nationales, c'est à dire, trois mille livres et le minimum de cette même classe, c'est à dire, deux mille livres, à raison de son âge, cet artiste étant sexagénaire.

M.
Richer

N° 79.

Avis motivé concernant M^r. Richer
ingénieur mécanicien

Du 23 may 1792 l'an 4^e de la liberté.

Le Bureau de consultation après avoir entendu le rapport de ses commissaires sur les travaux et inventions de M. Richer, ingénieur mécanicien: considérant que les trois machines présentées par cet artiste yas ont obtenu haut degré d'utilité dans la mathématique et la physique, et sous l'usage le plus étendu; qu'elles sont très ingénieuses et nouvelles particulièrement celle qui sert à diviser la ligne en deux cent parties égales; qu'enfin l'attente de M. Richer ou a été renommée depuis longtemps yas -

49

L'académie des sciences; est d'avoir conformément à
l'avis du 12.7.1791, que Monsieur Bicher, comme
artiste inventeur, autant que par les faits qui lui ont
occasionné ses machines, mérite le maximum de
la première classe des récompenses nationales, c'est
à-dire six mille livres et la mention honorable.

Signé Borda président et Bélong secrétaire-greff
du Bureau de consultation.

M.
Beauval

12^o 18.

Avis motivé concernant M. Beauval mécanicien

Du 23 may 1792 L'an 4^o de la liberté

Le Bureau ayant avoir entendu le rapport de ses
commissaires tendant à accorder à M. Beauval
mécanicien, le maximum de la 1^o classe des récompenses
nationales, considérant que cet artiste a rendu les plus
graves services aux villes d'Abbeville et d'Amiens; ce qui
est constaté par un très grand nombre de certificats tout
extrêmement favorable à M. Beauval, lesquels
prouvent que le moulin de son invention propre à
étendre les file, particulièrement la laine, est d'une
utilité majeure et fait à lui seul l'ouvrage de quatre de
anciens moulins, attendu qu'il contient deux cent vingt
deux broches, tandis que les anciens moulins n'en avaient
pas plus quinante; le Bureau considérant
enfin que ce moulin emploie beaucoup moins de personnes

quelle ancienne, est d'avis, conformément à l'avis
du 12.7^{bre} 1791, que M. Beauval mérite le
maximum de la seconde classe des récompenses
nationales c'est à dire trois mille livres.

Signé Borda président et Bélong secrétaire-greff.
du Bureau de Consultation. 1.

M. Mayer.

N° 97.

Avis motivé concernant M. Mayer
graveur

du 30 may 1792 l'an 1^{er} de la liberté

Le Bureau de consultation après avoir entendu
le rapport des commissaires tendant à accorder
à M. Mayer graveur le maximum de la classe des
gratifications, l'objet une délibération, le Bureau
considérant que M. Mayer s'est occupé d'une
manière utile de la perfection de l'art d'lier ensemble
un grand nombre de lettres d'une manière agréable
considérant que cet art adjointe à l'art de faire son
travail s'est rendu chez l'étranger, qu'il peut être
moins d'avantage, et que cet artiste octogénaire est très
infortuné, est d'avis, conformément à l'avis du 12.7^{bre}
1791, que M. Mayer mérite le maximum de la
classe des gratifications c'est à dire trois mille livres
et le minimum de cette même classe c'est à dire
deux mille livres à raison d'un quart. 1. signé Borda
président et Bélong secrétaire-greff. du 6^{me} de Consultation

Avis motivé concernant M. Vera

M. Vera

N° 71.

du 16 may 1792 l'an 11^e de la liberté

58

Le Bureau de consultation après avoir entendu le rapport de ses commissaires tendant à accorder à M. Vera le minimum de la première classe de récompense nationale à raison des travaux qu'il a faits dans l'art de fabriquer des draps, des couvertures, des tapis, des bonnets, des chaussures, des bas &c. &c. jugeant que ses travaux moins perfectionnés que ceux de M. Authebaume a pris une place dans lesquels il a déjà été récompensé peuvent cependant être titulaires à la classe peu fortunée des citoyens français, qu'il y a quelque différence dans les procédés de M. Vera et de M. Authebaume les unes à l'avantage de M. Authebaume les autres à l'avantage de M. Vera. L'objet mis en délibération, le Bureau, dans l'echantillon des étoffes de M. M. Authebaume et M. Vera qui lui ont été présentées est d'avis conformément à l'avis du 16^{me} juillet 1791, que M. Vera mérite le maximum de la seconde classe de récompense n^o 2. C'est à dire trois mille livres. Signé Bouda président et brilang secr. gref.

Avis motivé concernant M. Le Conte chirurgien

M. Le Conte

N° 31

du 23 may 1792 l'an 11^e de la liberté

Le Bureau de consultation après avoir entendu le rapport de ses commissaires sur la invention de M. Le Conte chirurgien, spécialement d'une par son gilet

Hydro-aérostatique inventé par le Toulousain l'homme
au milieu des eaux sans aucun danger de submersion,
de l'autre sur les expériences faites par le même auteur
sur les moyens propres à opérer la neutralisation
des plaies arterielles sans oblitérer le canal d'artère,
expériences réussies avec succès sur plusieurs personnes
d'animaux par des anatomistes célèbres; considérant
l'utilité de l'une et l'autre de ces inventions, et croyant
qu'il est important d'encourager l'art des expériences
faîtes sur les animaux, avant même que les conclusions
qu'on en peut tirer pour l'avantage des hommes aient reçu
la sanction de l'expérience, est d'avis, conformément à la
loi du 12. Juillet 1791, que M. Le Conte mérite le maximum
de la 2^e classe des récompenses nationales c'est à
dire trois mille livres 1^o.

Signé Borda et Foulon Secrétaire.

M. Charpentier

16. Juin

Avis motivé concourant M. Charpentier
mécanicien.

Du 6 Juin 1792 L'an 11^e de la Liberté.

Le Bureau de consultation, après avoir entendu les
rapport des commissaires sur M. Charpentier
mécanicien, considérant que cet artiste laborieux et
presque sexagénaire a employé toute sa vie qu'il a
sacrifié son premier état et consumé sa fortune en
recherches et travaux mécaniques de divers genres
dont l'utilité est attestée par le succès; considérant

53

que de l'année 1762. il a inventé la Gravure imitant le
lavis, considérant que la chirurgie lui doit un nouveau
Davier précieux pour les campagnes; considérant
qu'il est auteur d'un échafaud volant où l'homme
sont à l'abri de tout danger; considérant qu'il a exécuté
la monture de la fameuse lentille du jardin de l'Institut.

considérant que par un moyen aussi simple
qu'expéditif, il peut fournir des planches pour les brûlés
ou réseaux à toutes les manufactures de Dentelles;
considérant enfin quelles inventions et le rôle de cet
Artiste très distingué, sont jusqu'ici demeurées sans
récompense; est décrit, conformément à la loi du 12
Septembre 1791, que M. Charentier mérite le
maximum de la première classe des récompenses
nationales, c'est à dire six mille livres et la plus
lamentable honorable.

Signé Borda président et Siélong secrétaire-greffier
du Bureau de consultation.

No.
Cointeraux

Avis motivé concu au M^r Cointeraux
Professeur d'architecture rurale

N^o 77.

Le 6 Juin 1792 L'an 5^e de la liberté

Le Bureau de consultation ayant avoir entendu le
Rapport de ses commissaires tendant à accorder
provisoirement à M. Cointeraux le maximum de
Gratification, considérant quelles services importants
que cet artiste a rendus à la classe la moins aisée

51

Les habitants de la campagne, en simplifiant et —
perfectionnant les constructions rurales dans la vue
d'y porter une grande économie et de les mettre à l'abri
des incendies, sont de nature à être récompensés
par le Bureau; quelles dépenses que cet artiste a
faites pour publier son procédé et les répandre —
autant par l'exemple que par le principe; l'ont mis dans
l'impossibilité de continuer à en publier la suite et
même de fournir aux besoins d'une famille nombreuse;
Cet avis, conformément à l'art. 7^{me} de l'an 1791, que
M. Cointeraux mérite d'obtenir provisoirement la
somme de trois mille francs, laquelle sera à imputer
sur la récompense qui pourra être accordée à —
cet artiste.

Signé Borda, président et Buzot, secrétaire
du Bureau de consultation.

M. Lardé

Avis motivé concernant M. Lardé.

12^{me} juillet 1792

ménaisier

Du 6 Juin 1792 L'an 11^{me} de la liberté.

Le Bureau de consultation après avoir entendu le
rapport des commissaires tendant à accorder à M^s
Lardé ménaisier, le minimum de la seconde classe des
récompenses nationales, à raison du grand nombre de
combles en planches qu'il a construits, de la difficulté
qu'il a rencontrée dans ces constructions; les projets

55

De construction depuis en planches qu'il a présentées
à la municipalité et du grand avantage qui doit
résulter pour la nation française. J'encourage cette
sorte de construction propre à économiser le bois de
charpente, et particulièrement le gros bois qui
deviennent rares et chers, considérant en outre que
M. Lardé s'est distingué dans son métier par différents
objets qu'il a construits et en particulier par différents
mécaniques qu'il a exécutées. Le Bureau, vu le plan
qui lui ont été communiqués. Est avis, conformément
à l'alinéa du 12 juillet 1791, que M. Lardé mérite le
minimum de la seconde classe des récompenses et
nationales c'est à dire Deux mille Livres.

Signature Bordet président et Boulon Secrétaire-secrétaire
du Bureau de consultation.

M^r
Tabarin
n^o 36.

avis motivé concernant M. Tabarin
Du 20 juillet 1791 L'an 8^e de la liberté.

Le Bureau de consultation après avoir entendu le rapport
des commissaires sur M. Tabarin, ainsi que l'extrait des
certificats des corps administratifs du département de la
Drôme qui tous déclarent et attestent que par sa nouvelle
méthode de tirer les soies cet Artiste infirme et sans
fortune a depuis dix ans bien mérité de la Patrie
est d'avoir conformément à l'alinéa du 12 juillet 1791 que M.

56

Tabarin âgé de plus de soixante ans mérite le minimum
de la seconde classe des récompenses nationales c'est
à dire deux mille livres et le minimum de cette même
classe c'est à dire deux mille livres cet artiste étant
sexaginaire. —

Signé Borda président et Brélong secrétaire-greffier
du Bureau de consultation. —

M.^r
Diot. —
N^o 110

avis motivé concernant M. Diot.

Du 20 juin 1792 l'an 1^{er} de la liberté

Le Bureau de consultation après avoir entendu le
rapport de ses commissaires tendant à accorder —
provisoirement à M. Diot le maximum de —
gratifications pour avoir perfectionné différentes —
manufactures et pour s'être appliqué depuis très —
longtemps avec succès à tout ce qui regarde la filature &c.
l'objet mis en délibération ; le Bureau considérant que —
— cet artiste âgé de soixante dix-sept ans et très indigent —
se trouve dans les plus fâcheuses circonstances, est —
davis, conformément à la loi du 12.7.1792 d'accorder —
provisoirement à M. Diot le maximum de —
gratifications c'est à dire trois mille livres, et le —
minimum de un mûner gratification, c'est à dire —
deux mille livres à raison de son âge, cet artiste étant plus —
que sexaginaire. — Signé Borda président et Brélong —
secrétaire-greffier du Bureau de consultation. —

M.
Grosbeart
12. 119.

Avis motivé concernant M^r Grosbeart

Du 20 juin 1792 l'an 1^e de la liberté. ~

Le Bureau de consultation, après avoir entendu le rapport de ses commissaires au sujet de la demande de M. Grosbeart, considérant que cet Artiste est l'auteur d'un grott flottant dont il a été fait plusieurs rapports auquel prav des commissaires chargés par la municipalité. En faire l'examen est d'avis, soigneusement établi du 12.7^{me} 1791, que cet Artiste mérite un secours provisoire de trois cents livres à inscrire sur la réumpeuse qui pourra lui être adjugée. /

Signé Borda prisdent et Bélong secrétaire du Bureau de consultation. /

M.
Georges
12. 98

Avis motivé concernant M^r Georges

Du 27. Juin 1792 l'an 1^e de la liberté. ~

Le Bureau de Consultation, après avoir entendu le rapport de ses commissaires et avoir soigneusement examiné les modèles des serrures et des serrures de sûreté inventés par M. Georges, considérant que depuis près de vingt années il s'est occupé sans relâche et avec un entier succès de l'perfection d'industrie le plus utile à la société, considérant que l'adoption à peu près générale de ses

55
meilleurs en prouver assez les avantages et l'efficacité; considérant
que l'Académie des sciences a couronné par une médaille
d'or les recherches et les inventions de cet artiste; considérant
que ses travaux sont jusqu'ici demeurés sans récompense; -
considérant enfin que bientôt sexagénaire, chef d'une famille
nombreuse, sans fortune, il servirait enlever pour que tout le
fruit de ses inventions par des plagiaries qui chaque
jour se multiplient. Est d'avis, conformément à la loi
du 12 juillet 1791, que, M. George obtînt le maximum
de la première classe des récompenses nationales, c'est à
dire six mille livres.

*Sigui Borda président et Frélong secrétaire du Bureau
de consultation. -*

M. Claretton.

avis motivé concernant M. Claretton.

Du 27 juillet 1792 à la D^e de la liberté. -

N^o 122.

Le Bureau de Consultation après avoir entendu le
rapport de ses commissaires tendant à accorder à M^r
Claretton un secours provisoire de trois mille livres; -
considérant que cet artiste qui se trouve dans les
circonstances les plus tristes et les plus critiques
a déjà obtenu un grand nombre d'approbations en faveur
de la méthode qui lui est particulière et que, s'il n'obtient
pas une provisoire il sera obligé d'abandonner son
école de Chant dont les commissaires veulent détruire

59

des effets essais avantagieux. Est d'avis que, conformément
à la loi du 12.7^{bre} 1791, M. Clarette est dans le cas
d'obtenir provisoirement une gratification ou secours
de la somme de trois cent livres, à imputer sur la
récompense qui pourra lui être accordée.

Signé Borda président et Briony Secrétaire du
Bureau de Consultation A.

M.
Tremel

11^o 25.

Ovis motivé concernant M. Tremel
ingénieur mécanicien

Du 20 Juin 1792. Sancte de la liberté.

Le Bureau de consultation après avoir entendu le
rapport des commissaires tendant à accorder à
M. Tremel le maximum de la classe de récompense
nationale, l'objet mis en délibération, le Bureau
considérant que M. Tremel a consacré presque quarante
ans toutes ses recherches et ses travaux à l'objectif
d'une utilité générale; qu'il a inventé ou perfectionné
un grand nombre de machines utiles dans plusieurs
ouvrages approuvés par l'Academie des Sciences et
particulièrement la grue double dont on se sert sur le
fossé de Nîmes et qui a été initiée en France dans un
grand nombre d'endroits; Est d'avis que, conformément
à la loi du 12.7^{bre} 1791, M. Tremel mérite la

maximum de la seconde Classe des récompenses nationales c'est à dire trois mille livres, et le minimum de cette même classe, c'est à dire deux mille livres, à raison de son âge, cet artiste étant sexagénaire.

Signé Borda président et Brélong Secrétaire du Bureau de Consultation.

M. Brélong. Lettre motivée concernant le M.
Brélong, Secrétaire Greffier du Bureau.
Du 1^{er} Juillet 1792. l'an 11. à l'abbé.

Le Ministre de l'Intérieur ayant renvoyé au Bureau de Consultation un Mémoire de M. Brélong, Secrétaire Greffier du Bureau, par lequel il demande autre indemnité d'usage et de forme de Deux mille, Deux cent, Cinqvingt livres, qui lui a été fait le 17 juillet dernier, étant une partie de lui appartenait pas, le Ministre désirent connaitre le nom du Bureau, où il se proposoit au Roi de venir au service de M. Brélong, le Bureau Considérant que M. Brélong n'a été le témoin que des honorables ou le rôle, l'intelligence et l'exécution faire lesquels il a reçu les récompenses Considérant aussi que ce malheur ne lui seroit pas arrivé, s'il lui avoit été assigné un Emploi en tout honnorable

On suo gracie le dépôt dont il est chargé,
est d'avis que M. Béilong doit être indemnisé
de la perte qu'il a éprouvée, et que cette
indemnité peut être prise sur les fonds
destinés aux frais du Bureau.

M. Hanig
N° 109

Avis motivé concernant M. Hanig
mécanicien

Du 4 Juillet 1792 l'an 4^e République

Le Bureau de consultation, après avoir entendu le
rapport de ses commissaires, tendant à accorder à M.
Hanig une gratification de trois cent livres; l'objet n'étant
en libération, le bureau considérant qu'la machine
présentée par M. Hanig pour le transport des
fardeaux, pour être aussi parfaite que celle du même
genre qui existent déjà, procure à l'État une dépense
assez étendue de la machine; le bureau considérant en
outre que M. Hanig est venu de Alzau à Paris pour
lui présenter le modèle de cette machine, et que cet
artiste infortuné n'a pas le moyen de retourner dans son
pays, vu son extrême pauvreté, est d'avis qu'il doit
être accordé à M. Hanig, conformément à la loi Du
12 Juillet 1791, une gratification de trois cent livres
Signé Borda, préside. et Béilong secrétaire = griffé
Du Bureau de consultation. 1.

M. Feron

N^o 82.

Ovis motivé concern^t m^r Feron
horloger

Du 1^{er} Juillet 1792 l'an 1^{er} de la liberté.

Le Bureau de consultation après avoir entendu le rapport de ses commissaires tendant à accorder, à M^r. Feron, horloger, le médium de la première classe de récompense orationale, pour différentes machines d'horlogerie et particulièrement pour plusieurs machines destinées à faciliter et à perfectionner la pratique de cet art important, le Bureau vu ces différentes machines l'impostant à tailler la fusee du montre; la seconde, pour en arrondir la couue; la troisième pour tailler la couue de renverse; la quatrième enfin, pour dormir aux dents du ronron des échappements à repos la forme qu'elles doivent avoir de quelque nature que soient ces échappements, et attendu l'utilité et les avantages multiples qui peuvent résulter pour la pratique et la perfection de l'horlogerie, de ces différentes machines aussi ingénieusement imaginées que bien entendue leur construction, est d'avis conformément à l'avis du 12 juillet 1791, que M^r. Feron mérite le médium de la première classe de récompense nationale et cest à dire Cinq mille livres.

Signé Borda président et Frelingz secrétaire
généraux du Bureau de consultation 1.

M. Dutrone
n° 93. —

63

Avis motivé concernant Du Crone
chymiste

Du 15 Juillet 1792 S'ant^e D'elaberté

Le Bureau de Consultation ayant avoir
entendu le rapport de ses commissaires sur les
mureaux moyen de purifier le sucre et sur les
procédés employés par M. Du Crone pour obtenir
une moins grande quantité de mélasse, considérant
que cet artiste a fait beaucoup d'expériences et de
recherches pour un objet, qu'il ~~en~~ ^{but} a été ~~de~~ ^à
utile au commerce des colonies, qu'il a même
composé un ouvrage, qui devrait être imprimé à
l'avenir et dont n'importe il a fait les arans.
considérant aussi que sa méthode est déjà adoptée
dans plusieurs sucreries, et qu'elle rend de
graves avantages, principalement celui d'obtenir
une plus grande quantité de sucre avec moins de
dépense, et que M. Dutrone est muni de certificats
de plusieurs colonies qui rendent justice à ses
principes et les ergo sont dignes d'être universellement
adoptés. D'avis, conformément à la loi du
12 juillet 1791 que M. Dutrone mérite le maximum
de la première classe de récompenses nationales
c'est à dire six mille livres. signé Borda
président et prolongé par greffier du B^e de Consultation

Col
M. Fyot
N° 118.

avis motivé concernant M. Fyot.
mathématicien

DU 11 Juillet 1792. l'an 11^e de la liberté.

Le Bureau de Consultation après avoir entendu le rapport de ses commissaires concernant M. Fyot ancien professeur de mathématiques de l'Académie de Lyon, tendant à accorder à cet Artiste une gratification de trois cent livres, le Bureau — considérant que M. Fyot a déjà obtenu l'approbation de l'Académie des Sciences et qu'il est d'ailleurs âgé de soixante-treize ans, est d'avoir, conformément à la loi du 12.7. br. 1791, d'accorder à cet artiste une gratification de trois cent livres, et la somme de deux cent livres à raison de son âge, c'est à dire cinq cent livres, laquelle somme sera inscrite comme à compte sur la réimbursement que M. Fyot pourra obtenir par la suite s'il y a lieu.

*Signé Borda, prieur et Freling S^{me} quittier —
du Bureau de consultation. 1.*

*No.
John MacLoudie.*

*avis motivé concernant M. John MacLoudie
mécanicien anglaise*

12. 151

DU 11 Juillet 1792 l'an 11^e de la liberté

Le Bureau de Consultation après avoir entendu le rapport de ses commissaires tendant à accorder à

65.

à M. John Macdonald, mécanicien anglais une somme
de quinze cent livres pour construire trois métiers pour
fabriquer la mousseline ; considérant que cet artiste
est sur le point de retourner en Angleterre, et qu'il serait
important de fixer ce propagateur parmi nous, de
moyens de détails inconnus qui donnent un si grand
avantage aux métiers anglais sur ceux de France ;
Considérant que M. John Macdonald est importateur
de la narette vulcane, au moyen de laquelle, on fait à peu près
le double d'ouvrage que par les procédés ordinaires ;
Considérant enfin que l'Esprit de l'ordre est d'encourager tous
ce qui tend à la perfection des arts en France, est d'avise
conformément à l'article 6 de l'ordre du 12.7.1791, d'accorder
à M. John Macdonald la somme de quinze cent livres
qu'il demande et en supposant que le ministre adopte une
conclusion, le Bureau nomme pour ses commissaires
M. M. Vandermonde, Desmarais et Bassompierre à
l'effet de suivre les opérations de M. John Macdonald,
de surveiller l'emploi de la somme qui lui aura été
accordée, et de mettre le Bureau à portée d'prononcer
définitivement sur la récompense, qui pourra être délivrée
à cet artiste à raison du mérite de ses procédés. —
Signé Borda p^{re}z. et gr^{re} d^{re} du 1^{er} de juillet 1792.

M. Deraremen. Avis motivé concern^t M. Justin Deraremen
ingénieur Rec.

N^o.

Du 18 Juillet 1792. L'an 1^{er} de la liberté.

Le Bureau de consultation après avoir entendu
le rapport de son commissaire concern^t M. Justin De

D'varren, ingénieur qui demande une somme de trois mille livres pour construire une machine à feu qui puisse être transportée à très peu de frais et placée sur des travaux d'épuisement instantané et être appliquée à faire mouvoir les machines propres à enfouir les pilotis; le Bureau considérant que l'appréciation qui lui ont été soumis est M. D'varren peut atteindre facilement le but qu'il se propose, est davis, conformément à l'avis du 12.7.1791 que M. Justin-D'varren est dans le cas d'obtenir la somme de trois mille livres qui lui est nécessaire pour construire une machine d'une grande taille quel l'ouvrage en juge et calculer les effets et accorder ensuite à M. D'varren l'assumption qu'il aura pu minier.

Signe Borda président et Brélong, greffier
du Bureau de consultation. /

M. Langier

N^o 39.

avis motivé concernant M. Langier.

Médecin

Du 18 Juillet 1792 à l'an 4^e. De la liberté.

Le Bureau de consultation, après avoir entendu le rapport de ses commissaires sur les travaux de M. Langier Médecin, ausculté des bains de Grasse, qu'il s'est offert de rendre plus commodes

9

et plus utiles que ceux en usage jusqu'à présent ;
le Bureau considérant qu'en moyen de cure à dont
seront M. Langier, les bains d'evapeur peuvent être
employés avantageusement dans diverses circonstances
en davice conformément à la loi du 12.7.1791 que

(1) royez sage M. Langier mérite une gratification de Trois
87. il obtint Ceux livres. (1)
200^e pour le Brinjardage signé Borda présid^t et prolong^s 2^{me} gress. Du
Bureau de consultation 1.

M. Faure
N^o 117.

Avis motivé concern^t M. Faure.
Du 18 Juillet 1792 L'an 1^{er} de la liberté.

Le Bureau de consultation ayant entendu le
rapport de ses commissaires tendant à accorder à M.
Faure une retraite provisoire ; le Bureau considérant
que cet artiste, qui a beaucoup de connaissances, a
remporté à l'académie de Lyon, en 1789, sur les moulinet
à farine, et qu'il a concouru dans plusieurs occasions
aux prix proposés par l'Académie des Sciences ;
considérant en outre que cet artiste estimable est dans
une situation et d'un âge qui sollicite une
trêve permanente, est d'avis, conformément à la loi du 12.
7. 1791 d'accorder à M. Faure une gratification de
trois cent livres et deux douzaines à raison de
Son âge c'est à dire une somme de Cinq cent livres
étant à imputer sur la récompense qui pourra lui

être accordée s'il y a lieu.

Signé Borda président et Brélong secrétaire
du Bureau de consultation. 1.

M. Bourcet

N° 37.

avis motivé concernant M. Bourcet
mécanicien.

Le 18 Juillet 1792 l'an 4^e de la liberté.

Le Bureau de consultation ayant avoir entendu
le rapport de ses commissaires sur les travaux et
inventions de M. Bourcet mécanicien auteur de
moulin pour la filature et les apprêts de la soie,
considérant que cet artiste qui s'est occupé pendant
longue années à construire de nombreux moulin,
dans lesquels non seulement il a changé plusieurs parties
essentielles, mais encore il en a perfectionné beaucoup
d'autres, a trouvé le moyen de rendre les mouvements
plus doux, plus réguliers et plus uniformes dans toutes
les parties, à l'aide d'un système de construction qui
réunit à l'économie de l'usage, la facilité de
service, considérant que M. Bourcet par une
manière simple et ingénieuse a remédié à toutes
difficultés qui se trouvaient dans les moulin de l'Auvergne
et surtout à celles qui provenaient du service de la courroie,
considérant enfin que les moulin de cet artiste
qui réunissent tout à la fois la précision et la vélocité

69

om mérité, le suffrage, et l'approbation des fabricants,
quel essai qui en ont été faits ont été confirmés par un
grand nombre d'expériences, et que tout cet essai n'ont
pu se faire sans faire, est dans, conformément à la
loi du 12.7. ^{brw} 1791, que M. Bourcet mérite le
medium de la 1^{re} classe de récompense nationale,
c'est à dire cinq mille livres et le minimum de cette
même classe, c'est à dire quatre mille livres à raison de
l'âge de M. Bourcet qui est octoginaire. 1.

Signé Borda Président et Pilote Secrétaire du
Bureau de consultation. 1.

avis motivé concernant M. D'offemont tailleur de corps.

Du 29. Juillet 1792. l'an 4. de la liberté.

D'offemont

12^{me} 102.

Le Bureau de consultation, après avoir entendu le
Rapport de ses commissaires, tendant à accorder à M.
D'offemont, tailleur de corps, une gratification provisoire
en attendant le rapport définitif; le Bureau considérant
que M. D'offemont, vieillard peu fortuné presque
octoginaire et très infirme, a déjà obtenu des approbations
honorables de la faculté de médecine, de l'Académie de
chirurgie, de celle des sciences, et en dernier lieu de la
Société de médecine, et que par ce certificat il monstre que
ces artistes a obtenu aux incouragements reproches avec
raison aux moyens employés jusqu'ici dans la construction

Le corps des peintres, est d'avis, conformément à la loi du 18.7. br 1791, que M. Doffemont mérite le maximum des gratifications c'est à dire trois cent livres et le minimum de la même classe à raison de son âge, c'est à dire deux cent livres, laquelle somme — formera celle de cinq cent livres à imputer comme à compte sur celle dont cet artiste pourra être récompensé, s'il y a lieu, d'après un rapport définitif. 1.

Signé Borda président et Brélong Secr. griff. du Bureau de consultation. 1.

avis motivé concernant M. Grosbert
Lieutenant d'infanterie

Grosbert

N° 119.

Plus tard 1792. l'an 4^e de la liberté. —

Le Bureau de consultation après avoir entendu le rapport de ses commissaires tentant à accorder à M. Grosbert le minimum de la 1^e classe des récompenses nationales; le Bureau saurait juger sur les circonstances très rares où il est possible d'employer les fonds flottants et surtout aux îles et beauvons au dessus du niveau d'mer Méditerranée; prenant en considération l'intelligence que M. Grosbert a mise dans le détail du projet de son pont; considérant les dépenses qu'il a nécessitées les expéries de M. Grosbert, l'opinion favorable certifiée par la municipalité de Paris, est d'avis que M. Grosbert mérite le minimum de la première classe des récompenses nationales, c'est

71

adine, quatre mille livres. /
signé Borda préteur et trésorier secrétaire-geffier
du Bureau de consultation. /

avis motivé concernant M. Dubos.
professeur de mathématiques.

Du 1^{er} aout 1792. l'an 4^e de la liberté.

Dubos

n° 127.

Le Bureau de consultation après avoir entendu le rapport provisoire sur le Rétinomètre inventé par M. Dubos, considérant que cet artiste a déjà obtenu les suffrages les plus honorables de la part de plusieurs corps savants, et notamment ceux de l'Académie des sciences, considérant en outre que cet artiste se trouve dans des circonstances très fâcheuses, est d'avis, conformément à l'ordre du 12 juillet 1791, qu'il mérite de l'obtenir une gratification provisoire de trois cent livres et deux cent livres à raison de son âge, cet artiste ayant soixante ans passé. /

signé Borda préteur et trésorier 1^{er} geff. du Bureau de consultation,
avis motivé concernant M. Paufier.
horloger à Brest.

Du 1^{er} aout 1792. l'an 4^e de la liberté.

Graffeo
n° 91.

Le Bureau de consultation après avoir entendu le rapport des commissaires sur les travaux de M. Paufier, horloger à Brest, considérant que cet artiste

93.
a procuré des certificats qui constatent l'utilité de plusieurs de ses inventions; considérant qu'il est auteur de plusieurs propriétés à être employées à bord des vaisseaux, qu'il a perfectionné un affut de canon qui éprouve l'expérience faite à Cherbourg en présence de plusieurs officiers de marine, du génie, et du corps royal d'artillerie; leur a paru mériter la préférence à plusieurs égards sur l'ancien affut; et que le coupe-pont de son invention a également paru aux membres du conseil de la marine à Brux, qui en ont fait l'expérience, mériter d'être substitué aux coupe-ponts ordinaires, qu'ils ont arrêté unanimement devoir être procurés; considérant enfin que tout ce fait est contenu dans trois rapports authentiques, est d'avis, conformément à la loi du 12.7.6^{me} 1791, que M. Paulez mérite le minimum de la seconde classe de récompenses nationales; c'est à dire Deux mille livres.

Signé Borda président et Bélong secrétaire du Bureau de consultation. J.

M. Paulez

Avis motivé concernant M. Paulez

N^o. 104.

Du 8 aout 1792 L'an 1^{er} de la liberté. J.

Le Bureau de consultation, ayant avoué entendu le rapport de ses commissaires, considérant que M. Jean Paulez a employé vingt années à la publication de l'art de fabriquer d'étoffes de soie; considérant qu'il est auteur diverses inventions utiles et répondant, entre autres

83

D'un mécanisme propre à exécuter la tige comme tout
l'œuvre de la main de fer, et d'un métier pour la gache qui
porte le nom de cet artiste, considérant qu'il s'est occupé
avec succès de la perfection du peignier d'acier fondu;
Est dressé, conformément à la loi du 12.7^{bre} 1791 que
M. Jean Paulet mérite d'avoir part aux récompenses
nationales et d'obtenir le maximum de la première classe,
et qu'attendu qu'il est âgé de plus de soixante ans
il est dans le cas de recevoir en outre aux termes de la
même loi, le minimum de cette même classe; ce qui
portera à la somme de Dix mille livres la récompense
nationale que le Bureau croit devoir lui assigner. —
Signé Borda président. Le Relonq secrétaire-greff.
du Bureau de consultation. :)

M. Sandos
Le Gendre

N° 170

avis motivé concernant M. Sandos Le Gendre
horloger mécanicien

Du 8 aout 1792 à l'Assemblée

~~Le Bureau de consultation après avoir entendu~~
~~un rapport provisoire de son commissaire sur la demande~~
~~de M. Sandos Le Gendre et autres travaux de cet artiste,~~
~~considérant qu'il existe un rapport de l'Académie des~~
~~Sciences qui constate le mérite des procédés de M.~~
~~Le Gendre pour parvenir à perfectionner la serrure de~~
~~l'arête, considérant en outre que cet artiste âgé de~~
~~soixante treize ans, est atteint de plusieurs infirmités~~

infirmité. Est l'avis, conformément à l'aloï du 12 juillet 1791, d'accorder à M. Jourain le gendre une gratification provisoire de trois cents livres et deux cents livres à raison de son âge, c'est à dire cinq cents livres, à imputer sur la récompense qui pourra lui être accordée à l'issue.

Sigé Borda président et Prelong secrétaire-greffier du Bureau de consultation. J.

M. Jourain
N° 30. avis motivé concernant M. Jourain
horloger.

Du 8 Août 1792. L'an 4. de la liberté

Le Bureau de consultation après avoir entendu le rapport de ses commissaires sur les travaux de M. Jourain, horloger, considérant que cet artiste a trouvé de la moyenne pour ingénieur pour remédier aux défauts communs des montres à trois parties, qu'il a fallu beaucoup de tentatives et d'essais avant de réussir, et que M. Jourain a réellement contribué au perfectionnement de l'art de l'horlogerie dans une partie assez difficile. Est l'avis, conformément à l'aloï du 12 juillet 1791, d'accorder à cet artiste le médium de la seconde classe (c'est à dire, deux mille cinq cents livres) et la récompense de cette même classe (c'est à dire, deux mille livres) à raison de son âge, M. Jourain étant dans la quarantaine. J.

Sigé Borda président et Prelong secrétaire-greffier du Bureau de consultation. J.

75.

Avril motore concernant à M.
M. Courvant Courvant officiel.

N° 65. Du 8. aout 1792. L'Assemblée de la liberté.

Le Bureau de Consultation, après avoir entendu
le Rapport de M^e Commissaire, tendant à
accorder à M^e. Courvant, artiste breveté et officiel
breveté de l'Académie de Berlin, le Médium
de la 1^{re} Classe de l'Académie Nationale,
relativement à ses diverses inventions dans les
arts, notamment par rapport à son tout nouveau
excellent outil Sorter d'ouvrage profilé et à sa
Nouvelle machine à tailler les verres et les miroirs
d'optique; l'objet mis en l'libération; le Bureau
Considérant le mérite rare de cet artiste qui fait
joindre l'invention à l'optique dans les arts
dont il s'occupe; Considérant à quel point il la
possède; son tout nouveau outil Sorter de
profilé et sa Nouvelle machine à tailler les verres
et
Considérant tous les avantages qui peuvent résulter
dans l'optique de l'usage d'arts, de la machine,
employée depuis longtemps avec le plus grand succès
dans une grande Manufacture qui se l'est approprié
à son usage; Considérant enfin tous ceux qui on-
gut obtenu dans l'optique, cet art si important
de la machine à tailler les verres de M^e. Courvant
qui possède le mérite précieux de donner à ces
verres tout à la fois, et la figure la plus
réglée, et le plus beau profil, ce à quoi on
n'arrive pas encore que parmi jusqu'ici parmi
nous. Le Bureau est d'avis, conformément à
l'avis du 12. y. br. 91, que cet artiste mérite le
Médium de la 1^{re} Classe avec le minimum
de cette Classe, M^e. Courvant ayant compensé,
formant une somme de neuf mille livres.
Signé Borda, prévôt et secrétaire, Jeu. Grappab.

76
Procès-verbal du Bureau de
M. Barthélémy Consultation, concernant M. Barthélémy
et Révolte. Du 15. Août 1792. L'Assemblée de la Liberté.

N° 85.

Le Bureau de Consultation, après
avoir entendu le rapport des commissaires,
sur les procédures nécessaires pour M.
Barthélémy de révolte, pour
fabriquer l'ordonnance à faire, estimant
que ce procédé et l'armement résultant
proposeront une grande sécurité
pour grande attente, et qu'en
s'appliquant à l'article 9. du décret
du 14. Mai 1792, M. Barthélémy
meilleure indemnité, avec le pouvoir
de faire des essais et essais et
des expérimentables qui pourraient mettre
la Nation à même de faire le
travail de cet artiste, les avantages
que les expériences partielles qui ont
été faites jusqu'ici, prouvent amoncos.
Signé Boudo, président, et
Graisong, Secrétaire Greffier.

N° 87.

Acte notarié du Bureau
de Consultation, concernant M.
M. Choppard, Choppard, Carrossier.
Carrossier. Du 22. Août 1792. L'Assemblée de la Liberté
et le 1^{er} de l'égalité.

77

Le Bureau de consultation, ayant avoué
entendu le Rapport de ses Commissaires
sur les travaux de M. Choffrard,
Carrossier du Roi; Considérant l'ingénierie
multipliée de cet artiste pendant l'espace
de quarante années; l'activité constante et
laborieuse dans son art; Considérant que
M. Choffrard a présenté franchement et sans
réserves au Bureau, plusieurs inventions et
notamment un moyen de désemboîtement
facilitant les ferrures ou même de la simplicité
l'ascension des montagnes et aux couples, ainsi
qu'une grille dont le fondau à être ou non
descendre reste stationnaire et sans recul, crie ou
Cliquet mobile sur son axe et variable dans
toutes les directions pour servir à briser —
formant un arnaut train très utilement applicable
aux diverses circonstances; inventions d'ailleurs
qu'il aurait pu ériger ou ne représenter que
succinctement l'une après l'autre; considérant
en outre quel'opéra inventif de M. Choffrard
a été et peut encore être très utile à la
nation pour balancer la poussée de la
volture Angloise; est d'avis, conformément
à la loi du 12. juillet 1791, que M. Choffrard
reçoit le Medium de la 1^{re} Classe de
récompense nationale, c'est à dire,
Cinquante livres en y ajoutant le minimum
de cette Classe, c'est à dire, 8000 francs auquel
soixante ans réservent.

Signé Borda, présid. et Dulong, Secrétaire.

18
Mr. De Croix,
fab. de Bat.
N° 98.

Arrêté motiver du Bureau
de Consultation, concernant à M.
De Croix, fabricant des Bat.
fab. des Bat.
Du 22. about 1792. L'aut. de la
Liberté est le 1^{er} de l'Égalité.

Le Bureau de Consultation,
après avoir entendu le rapport de ses
commissaires sur les travaux de M.
De Croix; considérant que cet artiste est
très intelligent, qu'il possède parfaitement
son métier, qu'il servait en état de faire et
d'exécuter plusieurs perfectionnements
dont il a communiqué le projet, et que,
pour ce rapport, il mérite d'être encouragé;
est d'avis que M. De Croix mérite le
maximum de la classe des Gratifications,
c'est à dire, Croix en livres.

Signé Borda, président Directeur. J.G.

Mr. Roubaud,
maçon.
N° 99.

Arrêté motiver du Bureau de
Consultation, concernant à M. Roubaud,
maçon.

Le Bureau de Consultation, après
avoir entendu le rapport de ses commissaires
sur les travaux de M. Roubaud, maçon;
considérant qu'en matière de cet artiste
qu'il étudie les joindres de maçonnerie

59

pourra être employée utilement dans
beaucoup de circonstances; que son Mastice a
une grande tenacité, et qu'il a l'application très
simple et d'un prix modique. Soit, dans
beaucoup de cas, le faire employé de
préférence; que le double tiers de M.
Roubaud a également l'avantage de la
simplicité, qu'il peut être exécuté par
toutes sortes d'ouvriers, qu'il semblera,
et transporté avec la plus grande facilité,
qu'il sera employé avec succès d'ajouter
les fortifications de plusieurs Départements
de France, et de l'Administration municipale de
la ville de Grignan; que ces trois objets
ont la approbation de l'Académie des
Sciences le 11. J. br. 1790; qu'il ne reste à cet
artiste, âgé de 76 ans, que des douleurs
abdominales qu'il a contractées dans son
travail pour étayer la forme de
Toulon; est d'avis, conformément à la
loi du 12. J. br. 1791, que M. Roubaud
merite les Maximuns de la
Deuxième Classe et le Minimum
de cette même Classe, avec une
somme, c'est à dire, Cinq mille livres.
Sigé, Bourd, Président, et Grélong
Secrétaire Greffier.

60
Avis motivé concernant

M. Sarrazin
tailleur Costumier Mr. Sarrazin, Tailleur Costumier
Due 29. aout 1792. Tous les lois de la liberté et l'obligation

N° 28.

Le Bureau de consultation, après avoir
Entendu le rapport de ses Commissaires sur
les travaux de M. Sarrazin, tailleur Costumier;
Considérant que cet artiste, élève des Meunier
et laissé, pendant trente années de l'arie, par
de grandes dépenses et sacrifices, étudié, recueilli
constamment toutes les connaissances éparpillées
et nécessaires au développement de la science
du Costume, et de l'art du Tailleur jusqu'ici
resté imparfait, et qu'il se propose de compléter
et rendre public incessamment; Considérant qu'il
est rendu recommandable par plusieurs inventions
notamment par celle d'un habit militaire
destiné aux troupes françaises, et celle de
divisez par rapport au classement de
l'irrigation, précision et économie de la soupe
des habits et vêtements; Considérant que
cette méthode est le résultat de bocaine
coups différentes; que cette méthode,
approvée par l'Académie en 1771 avec
éloges, donne à M. Sarrazin le
moyen de faire avec six hommes deux
tiers, ce que les tailleurs ne pourraient faire
qu'avec huit hommes et demie; ce qui procure

81.

à la station une économie générale et infinie,
surtout pour l'habillement des troupeaux ;
Considérant enfin que M. Sarrazin est
un artiste ayant distingué dans son art
qui mérite récompense et encouragement ;
Et d'après, conformément à la loi du 12 juillet
1791, que M. Sarrazin mérite le maximum
de la 1^{re} Classe des récompenses Nationales,
C'est à dire, six mille livres.
Signé Zalle, Présid. Saïouq, S. G. dub.

M. Cointeraux, Pris motrice, concrétant M. Cointeraux,
architecte. architecte.
N° 77. Du 29. août 1792. Pour la liberté et l'égalité.

Le Bureau de consultation ayant arrêté
entendu le rapport de son commissaire, suivi
travaux de M. Cointeraux, architecte ;
Considérant que cet article n'est adonné avec
un fil et un déroulement particuliers à la
réénération d'un art tombé dans l'oubli, mais
infiniment favorable à la classe indigente
du pays, habitant le campagnes, en ce que
par le fil toute l'architecture rurale devient
d'une commodité, d'une économie telle que
chaque paysan pourra faire tout lieu
d'après lui même son habitation ; Considérant
que ce genre de construction appellé fil
a reçu de M. Cointeraux un perfectionnement

59

remarquable. Surtout pour préserver les
Campagnes d'under.扶助 les plus
dérastateurs: le inundation, qui, plus
d'une fois, ont réduit des Bouwys, villages,
récoltes ^{en} ~~en~~ ^{unideable} et leurs habitans à la
Mendicité; Considérant que le
Comte de Conti a fait Granceo, imprimer
à grand frais ses moyens de
Construction; qu'il les a propagés
sans réserve dans quasiment tous
les Départemens, Municipalités, villages &c.
qu'il a fait immigré nombreux à Eliseo;
qu'il les a enseignés gratuitement
dans la province; est d'avis, conformément
à la loi du 12. juillet 1791, que cet
artiste mérite le Maximum de
la Summa Classis des récompenses
Nationales, c'est à dire, 6000.

M. Merget avide motivé concernant
N^o 86. M. Merget chymiste

Le 9. septembre 1792. l'assemblée de la liberté 1^{re} de l'égalité

Le Bureau de consultation après avoir entendu
le rapport de ses commissaires tendant à accorder
une gratification provisoire à M. Merget; considérant

88

l'importance dont est pour la Société et principalement
pour l'optique, l'art de fabriquer le flint glaas; que
les fabriciens qui se sont élevés successivement en France, n'ont
pu rivaliser avec celles d'Angleterre; que ce dernier même
n'opposera pas de procédé constant pour obtenir du
flint glaas propre à faire de grands objectifs de lunettes
enfin l'apprécier le véritable avantageux que les commissaires
ont rendu des morceaux de flint glaas que M. Berger
les a présentés et de ses connaissances dans l'art de fondre
le verre blanc et coloré, le Bureau estime conformément
à l'aloï du 12.7.1791 que cet artiste mérite une gratification
provisoire de trois cent livres à inscrire sur l'aréumyse
à laquelle il pourra avoir droit.

Signé Ballé Président & Brélong Secrétaire-geffier du
Bureau de consultation

M^{me} Masson
N^o 163.

Ovis motivé concernant M^{me} Masson.

du 9^e Septembre 1792 l'An 11. de la Liberté et de l'Égalité le 1^{er}

Le Bureau de Consultation après avoir entendu le rapport
des commissaires tendant à accorder à M^{me} Masson,
le Médium de la 2^{me} Classe des récompenses Nationales, à raison
des procédés qu'il a présentés pour blanchir les papiers imprimés;
l'objet mis en délibération, le Bureau considérant que ces
procédés peuvent être extrêmement utiles dans les imprimeries dans
le cas de révolte de chouans, est d'avis que conformément à la loi
du 12.7.1791, que M^{me} Masson mérite le Médium de la

51:
M^o Broquart
Chyndste
N^o 81.

2^{me} Classe des récompenses Nationales, c'est à dire, Deux
mille cinq cent livres
Signé Halle Prieur et Prolong Secrétaire Greffier

Avis Motivé concernant
M^o Broquart

Du 9^{me} 7^{me} 1792 l'amt^e de la Liberté et de l'Égalité le 1^{er}

Le Bureau de Consultation, après avoir entendu le rapport
des Commissaires devant à accorder à M^o Broquart le
Medium de la 2^e Classe des récompenses Nationales, à raison
d'un procédé qu'il a présenté pour blanchir le Papier, l'objet
mis en délibération, le Bureau considérera qu'un tel procédé
peut être extrêmement utile dans les papeteries dans le cas
de disette de chiffons, est d'Avis, conformément à la loi du
12^{me} 7^{me} 1791 que M^o Broquart mérite le Medium de la
2^e Classe des récompenses Nationales, c'est à dire deux mille
cinq cent livres

Signé Halle Prieur et Prolong Secrétaire greffier

M^o Archambeau Avis motivé concernant
N^o 185. M^o Archambeau fabrig^t de chandelles

Du 12^{me} 7^{me} 1792 l'amt^e de la liberté et de l'égalité.

Le Bureau de Consultation après avoir entendu le
rapport des Commissaires sur les travaux de M^o
Archambeau fabriquant de Chandelles, considérant
que les Chandelles l'anormique que cet artiste a fabriquées
ont une supériorité marquée sur celle qui sont en

85

en usage, tant par leur durée qui est d'une heure plus
longue que celle d'une belle chandelle ordinaire.
que par leur consistance, la beauté de leur lumière et de
leur mèche qui demandent rarement à être remâchées &
qui répondent peu de fumée; considérant que M. archambault
peut donner ces chandelles à 22 sols l'assiette et que
faute de premières avances nécessaires il ne peut satisfaire
aux nombreuses demandes qui lui sont faites, demandes
qui sont consignées par écrit et déposées entre les mains
du commissaire; considérant enfin le grand âge de M.
Archambault qui a plus de 77 ans & qui seul avec une
femme du même âge, son épouse depuis sa jeunesse à des
travaux laborieux & utiles dont un seul lui a fait perdre
tous les fruits. & l'arrache à la plus déplorable indigence,
est d'avis conformément à la loi du 12. juillet 1791 que M.
Archambault mérite d'obtenir le maximum de
gratification provisoire c'est à dire trois cent livres
& le minimum de cette même classe c'est à dire deux cent livres
à raison de son âge équiforme une somme de cinq cent livres
à intégrer sur la réumensse qui pourra lui être accordée.
Signé Bralli j'aurai. N. prilong Secré. griff. sub. ds. son.

M. Doffemont

N° 102.

AVIS MOTIVÉ CONCERNANT M. DOFFEMONT

DU 12. SEPTEMBRE 1792 SAM. 4. DES LIBERTÉS, LES 1^{er} DES GABARDES

Le Bureau de consultation avoir avoir entendu le rapport
du Sec. commissaire; considérant que M. Doffemont âgé de
77 ans infirme & presque entièrement pris de l'arachide. Son
occupe pendant près de 10 ans de perfectionnement l'art de
faire les corps dans les canaux où l'on a l'essai de leur appui
pour maintenir différentes parties dans l'attitude ou la
conformation sont nécessaires; que les Sociétés savantes ont
accueilli plusieurs fois le essai qu'il leur a présenté,
et d'avis conformément à la loi du 12. juillet 1791 que

16
est artiste mérite le minimum de la seconde classe des récompenses nationales c'est à dire deux mille livres avec le supplément auquel souage lui donne droit aux termes de la loi, ce qui fait un total de quatre mille livres. 1.

Signé Zalle, président & Frélong Secrétaire grec
du Bureau de Consultation 1.

Arrêt motivé, concernant à M. Deshayes
des Vallours, ingénieur.
Du 12. juillet 1792. l'assemblée de la liberté, 1^{er} de l'Égalité

M. Deshayes
des Vallours, ingénieur. Le Bureau de Consultation, après avoir
étudié le rapport de ses commissaires sur
l'invention de M. Deshayes des Vallours,
ingénieur de la marine, considérant
que l'utilité de cette invention a été constatée
par les gros travaux exécutés faites
à Cherbourg le 9. juillet 1790. au mouvement
de Cabentan, par un nouvel effet marin et ses deux
nouveaux bateaux; considérant aussi que ce
mouvement a été établi à l'antique date et
qu'il est nécessaire de l'adopter
Conformément à la loi du 12. juillet 1791,
que M. Deshayes des Vallours mérite
d'être placé dans la 1^{re} Classe des
récompenses nationales qu'il a obtenu
le Medium, c'est à dire, Cinq mille livres.
Signé Zalle, président et Frélong, grec.

M. Lenoir

avis motivé concernant M. Lenoir

89

ingénieur en instrument d'astrométrie

N° 139.

Du 12.7. br. 1792. L'an 1. de la liberté et 1. de l'égalité

Le Bureau de consultation après avoir entendu le rapport de ses commissaires tendant à accorder à M. Lenoir le maximum de la 1^{re} classe des récompenses nationales pour l'invention d'un instrument propre à diviser le cercle; l'objet mis en délibération; le Bureau vu que M. Lenoir a pratiqué l'art de diviser le cercle au plus haut degré de perfection connu, & attendu qu'il n'aura à soustraire au besoin que nous aurons de recourir aux anglois, & que cet art s'étendant par ses soins, peut nous ouvrir une franchise de commerce à l'étranger, est d'avis, conformément à la loi du 12.7. br. 1791, que cet artiste mérite le maximum de la 1^{re} classe, c'est à dire six mille livres & la mention honorable.

Signé Balle, président & Bielot, secrétaire-geff.
Du Bureau de consultation. /

avis motivé concernant M.

Langlois, médecin.

M. Langlois.

Du 19.7. br. 1792. L'an 1. de la liberté et 1. de l'égalité

N° 135.

Le Bureau de consultation, & étant assuré que M. Langlois, médecin, est l'inventeur, est d'avis que cet artiste, qui a déjà obtenu le maximum des gratifications provisoires, c'est à dire, trois mille livres, fera égale au moins le minimum de ces mêmes

Gratification, c'est à dire, Deux cent livres,
à raison de souage, conformément à la
loi du 12. juillet 1791.

Siguié Gallié, Presid. Brestong, J. G. Dubau

M.

Bonnefrose. *Avril motiné concernant M.*

N. 59. *Bonnefrose, Sulteneu.*

DU 19. juillet 1792 l'aut. de la liberté et l'égalité

Le Bureau de consultation, ayant arrêté
entendu le rapport de son commissaire pour
l'ensemble de M. Bonnefrose, Sulteneu, et
tendue à obtenir une partie dans les
Réunions Nationales; Considérant que
le fonds de 300,000^{fr} stipulé par la loi du 12. juillet
1791, est spécialement réservé aux partout utiles,
et d'avis que M. Bonnefrose ne pourrait
participer aux dites réunions, et que
les secours qu'il déclare ne pourraient lui être
accordés s'il y a lieu, que pour le fonds
de 100,000^{fr}, destiné par la loi du 17. juillet
1791, aux soutiens des arts de l'industrie,
Sulteneu et Grancey.

Siguié Gallié, Presid. Brestong, J. G. Dubau

M. M.

*Flett et
Wood.*

Avril motiné concernant M. M.

12. 4h. *Flett et Wood, mécaniciens anglois*

DU 19. juillet 1792 l'aut. de la liberté et l'égalité

Le Bureau de consultation, ayant arrêté
entendu le rapport de son commissaire pour
la demande des M. Flett et Wood,
mécaniciens anglais, établis à Louviers pour la

89

filature du filon ; Considérant que cet artiste
ne sont pas les premiers qui aient apporté
en France cette branche d'industrie ; considérant
aussi qu'il a versé bien des frais à l'entrepreneur
qui l'a fait embaucher, et que le succès de cette
manufacture doit prononcer par l'expédition
considérables aux associés, est d'avis, —
Conformément à la loi du 22 juillet 1791, que
M. Herlin fait en l'Assemblée nationale
plaçait dans une classe d'entreprises
nationales.

Sig. Jalle, Secrétaire Guilloche, J. G. Dubau

M. Bastide A M. Motte concernant M. Bastide,
N^o 128. forgeron de Métier à Bar.
19. juillet 1792. L'an 4 de la liberté et d'égalité.

Le Bureau de Consultation, après avoir entendu
le rapport de ses Commissaires sur la demande
de M. Bastide, Considérant que cet artiste a
exécuté avec beaucoup de succès, dès l'année 1745, la
frette à Guilloche, par le moyen desquelles on a
fabriqué depuis dans les chemins, à Suisse et
Surtout à Lyon le Bar double et le tricoté en
dorure, qu'en 1756, M. Bastide a trouvé un moyen
simple d'empêcher le bruit que fait le contre-foide
qui relève la frette, en le remplaçant par un labout
à l'essort qui supprime tout à la fois ce bruit et
la commotion qui résultoit de la chute précipitée

et fréquente du Contrepoids; qu'il a changé d'une manière avantageuse la forme du grand Ressort et qu'il est parvenu à en modérer le effet; qu'il a Supprimé les Roulette et les gorges de loup en faisant mourir le principal Equipage sur deux points d'appui qui en rendent les manœuvres très douces et fort faciles à exécuter par des jeunes gens de 13 à 14 ans; qu'il a fait une réforme importante au moyen de deux Equerres qui forment la Barre mourante, en supprimant les Marmousets et leurs substituts des Ressorts qui relèvent la Bascule; enfin en remplaçant les pièces qui forment la Barre à chevalets par des Supports mourants; en un mot, que tous les mouvements qui complètent la maillerie nouvelle et leur introduction dans les anciennes ont été rendus plus faciles et plus promptes par tous les changements que M. Bastide a faits au métier à bascule; est d'avis, conformément à la loi du 12 juillet 1791, que M. Bastide mérite le Minimum de la première classe des Récompenses Nationales, et le minimum de cette même classe, à Raison de son âge, Cest à dire, huit mille francs, signé Jallé, Présid^t Direct^r, Secré^t G. sub^{an}.

M. Berthoud avis motivé concerné M. Berthoud
horloger.

N^o 116.

Du 19. Septembre 1792, l'an 4. de la liberté 1^{er} de l'égalité

Le Bureau de consultation après avoir entendu le rapport de ses commissaires tendant à accorder à M. Aymar Berthoud horloger le maximum de la 1^{re} classe des récompenses nationales et en outre la mention honorable pour son montre marqué et destiné à donner la longitude à la mer, et le premier qu'il apportera et les dépenses qu'il fera pour parvenir à ces montres toute la perfection nécessaire pour remplir un objet d'une si grande importance pour la navigation. L'objet mis en délibération le Bureau vu ce qui lui a été exposé de la régularité du mouvement de ces montres, et de la précision avec laquelle elles ont été dans les épreuves qu'on en a faites; enfin de la perfection ou elle ont été portées, est dans conformité à l'avis du 18. Septembre 1791 que M. Berthoud mérite le maximum de la première classe, c'est à dire 500 mille livres, et en outre la mention honorable, vu la grande importance de l'objet.

Signé Balli journ. et siélong l.^{me} gaff. du B. de G.

M. yveloguer

à réunir une gratification
supérieure de 300^{fr}

Avis motivé concerné M. yves Loquet

invalidé

Du 19. Septembre 1792 l'an 4. de la liberté 1^{er} de l'égalité

N^o 92.

Le Bureau de consultation après avoir entendu le rapport de ses commissaires sur la demande de M. yves Loquet invalidé; considérant que parmi les différentes machines que cet artiste a présentées celle qui offre une mécanique propre à faire mouvoir plusieurs pistons, en

ingénieuse, nouvelle et d'autre cas d'être employé avec
avantage sur plusieurs occasions, surtout relativement à
la propriété qu'elle a de faire toujours tourner la roue de
quelque sorte que tourne la roue motrice; que la machine
destinée à élire des sceaux d'une manière uniforme nécessitera
peut à aller en usage et qu'elle a de plus la verté de qu'on
peut tourner la manivelle par laquelle on élira ces sceaux
d'un seul mouvement d'autre, sans que cela change rien à leur
marche; que cet auteur en donne l'explication et l'invention,
ce qui prouvera dans une serrure ingénieuse où il y a une petite
mécanique au moyen de laquelle, lorsqu'un clé est enfoncée
dans cette serrure, on ne peut plus retirer cette clé
sans ouvrir la serrure sans en avoir le secret; que M.
Lagut en auteur d'un certain entraînement simple et bien entendu
qui annonce également de l'imagination; considérant enfin
que cet artiste, ancien militaire a su employer son loisir
utillement, que son exemple en sera gracieux deux fils qui
sont actuellement aux frontières, & qu'il doive obtenir des
moyens de s'application avec succès aux machines qu'il se
propose de construire ou de perfectionner, en d'avis
conformément à la loi du 12. juillet 1791 qui déclare que
mérite le minimum de la seconde classe de récompense
nationale c'est à dire deux mille livres.-/.

M. Delffar.
N° 169. Avis motivé
Concours M. de Delffar architecte
Du 19. juillet 1792 à l'Assemblée de l'égalité

Le Bureau de consultation après avoir entendu
un rapport provisoire sur les travaux de M. Delffar
architecte, qui a introduit en France l'usage des routes
superficielles creuser, le Bureau considérant que cet

93

artiste estimable a été honoré du suffrage de l'académie des Sciences, et que il se trouve aujourd'hui dans une situation prévisible, M. Marot, conformément à la loi du 12. juillet 1791, que M. De S. Jaxo mérite d'obtenir une Gratification provisoire de trois ans l'irruption impatiente au larévoisier qui pourra lui être accordée, si il y a lieu.
Signé Balle, physicien. Ch. Greloag,
Physicien-Graveur du Bureau de Consultation.

Avril motiné

du Bureau, Considérant M. Le Noble,
physicien, ^{l'ingénierie}
N^o 76 Du 26. juillet 1792. le 1^{er} de la République.

Le Bureau de Consultation, ayant examiné le rapport de son Commissaire, lequel traite de M. Le Noble, physicien, considérant que l'ordre donne de la Consistance aux fils avoisiné et artiste pendant une longue nombre d'années; que ses Etats ingénieries pour arrêter à augmenter le produit de la finance, ont été établis par l'ordre du gouvernement; qu'il existe un rapport ^{favorable} de M. Le Noble, physicien établi à la Capitale, pour déterminer une Exposition en grand; qui int. 1791, M. Le Noble, l'apport le rapport de M. De S. Jaxo, qui a jugé les travaux dignes d'encouragement, et déjà misé l'attention du ministre d'agriculture et de commerce; que l'originalité des dispositifs tentatives de ce physicien, les avantages qui

5
courut résulteo de sa prouesse, et les
distincions qui jadis lui ont été données
sous des titres pour merites ou encouragements
est d'avis, conformément à la loi du
19. juillet 1791, que M. Le Noble,
merite le Maximum de la 2^e Classe
des Mémoires nationaux, cest-
à-dire, Dugnille cinq cent livres,
signé Galli, juge et Greffier, J. G. Dubau.

5
5
Arts militaires
M. Marey, concernant M. Marey.
Du 26. juillet 1792. l'aut^e de la république.
N^o 79.

Le Bureau de consultation, après
avoir entendu le Rapport de ce
Commissaire sur le travail de
M. Marey; considérant que cet
artiste a formé dans le Département
de l'Aisne, l'établissement très
utile pour les campagnes, l'armée
d'Inde, pour le soutien de laquelle
les corps administratifs réclament
des secours, est d'avis, conformément
à la loi du 19. juillet 1791, que M.
Jacques Pierre Marey, mérite le
Maximum de Gratifications, c. à d., 300^e
signé Galli, juge et Greffier, J. G. Dubau.

M. Dubenca
Coutellier

Concernant M. Dubenca Coutellier
du 10. 8^e 1792. l'an 1^{er} de la République française

N.° 511

Le Bureau de Consultation, après avoir entendu le rapport de ses Commissaires tendant à accorder à M. Dubenca, coutelier, le minimum de la Seconde classe des récompenses Nationales, pour ses travaux en gobelet d'un genre, et notamment pour ses succès dans l'art de la coutellerie, bien prouvé par la perfection de ses instruments de chirurgie et par le prix qu'il a obtenu au concours proposé par les Entrepreneurs de la manufacture d'acier de la ville d'Amboise; Enfin pour son moyen aussi simple qu'ingénieux, sûr de prévenir les accidents, souvent funestes qui arrivent aux voitures qui courent la poste, lorsque leurs essieux se cassent ou que leurs écroux se perdent. L'objet mis en délibération; le Bureau considérant ce qui lui a été exposé sur les travaux de M. Dubenca, sur son habileté dans l'art de la Coutellerie; considérant en outre les avantages qui peuvent résulter dans la Société de son moyen aussi simple qu'ingénieux et sûr, de préserver les voitures qui courent la poste, lorsque leurs essieux se cassent ou que leurs écroux se perdent, des accidents souvent funestes qui en résultent; est d'avis, conformément à la loi du 12. 7. 1791, que M. Dubenca mérite le minimum de la Seconde classe des récompenses N.° 1000^o.

Signdé par le présent: Saillong J. F. du 63^{me}

Avis Motivé
Concernant M. Charles Coquet mécanicien
du 10. 8^{me} 1792. l'an 1^{er} de la République française

N^o 100.

Le Bureau de Consultation, après avoir entendu
le rapport de ses commissaires Soulet et Barroux et M. Charles
Coquet, considérant que cet artiste est auteur de plusieurs
machines à rouages ingénieuses et utiles qui, dès 1766 l'ont
fait connaître d'une manière avantageuse, et depuis lui ont
merité à diverses reprises des certificats honorables et des
approbations de plusieurs corps savants, entre autres de
l'Académie des Sciences, de la Société d'Agriculture et
de celle des Sciences et Arts de Nancy, &c^o considérant
enfin que parmi ces machines celle à forer les canons,
dont le modèle exécuté en petit, ainsi qu'une ferme à secret
et à ressorts caché, ont été sous les yeux de l'Académie,
que M. Coquet n'a tiré aucun profit de ces deux inventions,
que cet artiste a obtenu le prix des Arts, ainsi qu'il
conste par le certificat de la Société des Sciences et
arts de Nancy, pour avoir inventé une pièce de canon
dont la lumière et la couche s'ouvrent et se ferment à
volonté par un secret dont le mécanisme a été trouvé
fort ingénieux et que de plus il est auteur d'un moulin
propre à enlever au blé mouchete le Noir dont il est
vicié; est d'Avril, conformément à la loi du 12. 7^{me} 1791,
que M. Coquet mérite le minimum de la Seconde
classe des récompenses Nationales, c'est à dire, deux
mille livres et le minimum de cette même classe, c'est à
dire, deux mille livres à raison de l'⁸^e de cet artiste,
ce qui formera en total une somme de Quatre mille
livres.

Sous le Salle présid. Trélong J. J. du 3^{me}

M. Le Brun
mechanicien

N° 126.

99

Avis. motivé.
Concernant m. Charles Le Brun mechanicien
du 10. 8^{me} 1791. l'an 1^{er} de la République française

Le Bureau de Consultation, après avoient entendu
le rapport provisoire de ses commissaires sur les travaux de
M. Le Brun, mechanicien; considérant que le procédé
imaginé par cet artiste pour donner un nouveau lustre
aux indiennes en les satinant, exige des expériences
comparatives avec les procédés en usage dans la plupart
des manufactures d'indiennes communes; que ces expériences
pourraient juger du mérite des travaux de M. Le Brun,
demanderait un terme qu'il serait difficile de bien
déterminer; que M. Le Brun est dans ce moment-ci dans
son lit très malade et dans le besoin, et qu'il est
par conséquent instant de lui accorder un secours: est
d'avis, conformément à la loi du 12. 7. 1791, que M.
Le Brun, artiste estimable, mérite un secours
provisoire de trois vingt livres, à imputer à sa
récompense dont il pourra être susceptible, si l'ay a
lieu. au
Signature: Balle. Sénat. Trélong. J. G. du B.^{au}

M. Koch
Serrurier.

N° 69.

Avis. motivé
Concernant M. Koch, serrurier mechanicien.
du 10. 8^{me} 1791. l'an 1^{er} de la République française

Le Bureau de Consultation, après avoient entendu
le rapport de ses commissaires sur les travaux de M.

Koch, serrurier, considérant que cet artiste a inventé un nouveau genre de serrures de sûreté fort ingénieuses et utiles; considérant que par les diverses machines hydrauliques qu'a inventées M. Koch, ainsi que par la fermeture des portes de la Trésorerie Nationale, cet artiste a donné un preuve d'un talent très recommandable; en conséquence, le Bureau, est d'avis, conformément à la loi du 12 juillet 1791, que M. Koch mérite le Minimum de la 1^{re} classe de récompenses N^o. 1, c'est à dire quatre mille livres, cet artiste ayant 60 ans passés, ce qui forme un total de trois mille livres, soit 8000[—]

Mr. Aviacion
Latin. Concours Mr. Latin, agriculteur.
Du 17. aout 1792. l'an 1^{er} de la république.
N° 121

Le Bureau de consultation, agricole, a
entendu le rapport des commissaires le demandant
à accorder à M. Estin, agriculteur, le
Minimum de la seconde classe de
Récompense nationale; considérant que
Cet article a pour but une Coopérative qui
agit puissamment pour la destruction de
insectes, particulièrement sucs d'herbe, et
est très utile, considérant que la propriété
de cette eau est attestée par son rapport
très favorable de M. Peralico, Député
à l'Assemblée nationale Constituante, par son

Rapport aussi avantageux de la société d'agriculture de Paris, qu'il. Pour appuyer de l'attribution authentique d'un grand nombre de cultivateurs, que cette démonstration précise peut être employée à la conservation des arbres fruitiers et de leur fruit, &c. que la composition de cette eau ne faueroit être trop tôt rendue publique; considérons enfin que M. Latim adonné tous ses soins au perfectionnement de l'agriculture dans l'empire avec succès. Et M. ANG, conformément à la loi du 13. juillet 1791, que M. Latim reçoit le minimum de la première classe des Récompenses et. ¹⁰⁰⁰ francs à dire, deux mille livres, à condition que son secret restera déposé, sous serment, au secrétariat du Bureau, pourra être rendue publique, le consentement de ce cultivateur, au mois d'avril prochain. J. signé Balle, trésor. Et trésor. Je me tâche d'ajouter au 3^{me} de consultation.

M. Caubère ^{ANGL. MOTIVÉ}
Oglou. Concernant M. Caubère Oglou.
Du 26. juillet 1792. l'an 1^{er} de la république.

N^o 125.

Le Bureau de consultation ayant arrêté
l'attribution de la récompense de son Commissaire
aux travaux de M. Caubère Oglou;
Considérant qu'il convient que le procédé qui amène
et attire pour extraire l'huile des pépins de
raines, se trouvent soulignés dans des ouvrages,

réantmoins cette méthode économique, qui se pratique avec succès en Siemont, en Italie et dans tout le Levant, n'a point encore été adoptée en France et qu'il est intéressant de l'y accorder pour la voie officielle de l'exemple, est l'avis, conformément à la loi du 12. juillet 1791 qu'il soit accordé à M. Canale Ciglou, et à titre d'encouragement, une somme de deux mille livres pour faire, cette année, des essais en grande. Les Commissaires du Bureau demeurent, toute fois, chargés de suivre avec soin les expériences dont il s'agit, afin que sur le rapport circonstancié qu'ils en feront au Bureau, il soit par lui statué, si cela peut être recommandé que pourra mériter M. Canale Ciglou. f.

Signé dans la préfecture de Toulon le 2^{me} juillet 1792.

AVIS MOTIVÉ

Mr. Fremin, Gymniste.
Gymniste.

Concernant M. Fremin, Gymniste.

DU 31. JUILLET 1792. L'aut. de la république.

N^o. 101.

Le Bureau de Consultation, après avoir entendu le rapport des Commissaires, portant à audience à M. Fremin, Gymniste, le Minimum de la 1^{re} Classe de ^{équipes} réunies aux Nationales, en raison d'un journal qu'il appelle journal à faire du charbon, par distillation, soit avec charbon, ou la tourbe ou du charbon de terre; Considérant que des sues utiles ou usagé à M. Fremin dans ses dépenses très considérables; Considérant en outre que de circonstance

malheureusement ne laisse pas plus avantage
espoir à cet artiste de profiter de la récompense
d'Invention qui lui aurait été accordé, et
que, conséquemment, il le range dans la
classe des artistes non récompensés;
Le Bureau est d'avis, conformément à
la loi du 12. juillet 1791, que de premi-
nière le maximum de la 1^{re} Classe
des récompenses N°. 1, c'est à dire, quatre
mille francs.

Signé Zalle, brisé. Bélong, S. Y. Due B.^{ea}

Mr.
Remy. APRIL MOTIRÉ
Concours de Mr. Remy, mécanicien.
N° 129. Du 7. juillet 1792. Haut. de la République.

Le Bureau de consultation, après
avoir entendu le rapport de son commissaire,
sous le bras de Mr. Remy, mécanicien.
Considérant que cet artiste, dans l'exécution
de son très mécanique, original, avec de
nouveaux avantages, un but utile; et que par
la simplicité de ses moyens, il a mis
son mécanisme à la portée des petits
appareils que de la classe la plus
industrielle des citoyens, et d'arts, conformément
à la loi du 12. juillet 1791, que M. Remy
mérite le maximum de la seconde Classe
de N°. 129. C'est à dire trois mille francs.
Signé Zalle, brisé. Bélong, S. Y. Due.

No. 109
avis motivé
Crachet. Concernant M^{me} Crachet.
du 7. 9. 1792. L'an 1^{er} de la République.

S. 154.

Le Bureau de Consultation, après avoir entendu le rapport des Commissaires concernant M^{me} Crachet, considérant que cet artiste gracile des颤travaux et de mœurs soupçonnables qui s'est dévoué à l'assaut des agriculteurs dans son village de Bessieux, au detriment de sa fortune, se trouve dans une situation prévisible urgente, est d'accord, conformément à la loi du 12. juillet 1791, qu'il est approuvée de lui accorder, comme pension, la somme de trois cent livres.

Signé Zalle, Secrétaire. Rétang. S. Gr.

No.
Le Masson

avis motivé
Concernant M^{me} Le Masson
du 21 octobre 1792. L'an 1^{er} de la République.

N^o 89.

Le Bureau de Consultation, après avoir entendu le rapport des Commissaires tendant à accorder à M^{me} Le Masson le maximum de la 1^{re} classe, reconnaissant M^{me} Le Masson à l'avis 8000, pour les objets ci-après énumérés, l'objet n^o 11 en délibération, le Bureau considérant que M^{me} Le Masson a trouvé un très beau Kolin dans un pays où l'on n'en trouve pas par l'écriture; qu'il en a fait

123

De belle et bonne porcelaine, grises moyenne, plus simple
que ceux qu'on avoit employés jusqu'à présent, qu'en mêlant
son Kaolin avec une argile plus commune, il a fait une
porcelaine moins belle mais d'une très bonne qualité
et qui il pourra donner à un prix médiocre, que pour divers
autres mélanges d'argile, il est parvenu à faire grader
moyenne économiques, des vases de terre cuite fort agréables,
par la forme, par la finesse de l'aspécte et par la couleur,
qu'il a inventé des instruments propres à couvrir en un
instant ces vases d'ornements. Considérant que ces travaux,
qui ont éveillé des dépenses de longue date de l'artiste, tendent
à multiplier tous ces genres de posterie et à en diminuer le
prix, est d'avis que M. Le Marçon mérite le maximum
de la 1^{re} Classe des récompenses. M. le Marçon mérite le maximum
de la 1^{re} Classe des récompenses. M. le Marçon mérite le maximum

Signé Halle, Buisson et Bélong, Secrétaire Gaffier

Art. motrice

M. Dellié. Concernant M. Dellié.
N° 1119. Du 11. juillet 1792. L'aut^{re} de la république.

Le Bureau de Consultation, après avoir
entendu la lecture du rapport relatif à M.
Dellié, Considérant que cet artiste sera ^{évidemment} assigné
à l'ordre du jour pour obtenir une décision du Bureau,
et qu'il est dans une situation pénible ; considérant
enfin que cet artiste a bien mérité de l'art idile
par différentes inventions relatives aux manufactures.
Et d'après, conformément à la loi du 12. juillet 1791,
que M. Dellié mérite d'obtenir une secours provisoire
de trois cent livres, à impôts suscédéances
qui pourra lui être adjugée, s'il y a lieu.

Signé Halle, pr^{es} de Bélong. S. G. du B.
1792

M. Assiseo
Perricat,
ingénieur.

8. 175.

Avise motrice
Concernant M. Assiseo Perricat, ingénieur,
Du 11. Nov. 1792. L'Assemblée de la république.

Le Bureau de Consultation, après
avoir examiné un rapport provisoire suant travaux
de M. Assiseo Perricat, ingénieur en
instruments de physique ; Considérant que cet
artiste a bien mérité des Sciences par un
grand nombre d'instruments qu'il a inventés
ou perfectionnés ; Considérant, en outre, qu'il
a été blessé tout récemment en faisant des
essais de ses nouveaux Boulets d'artifice,
en présence des Commissaires qui doivent être
nommés à l'agence mandatée de l'Assemblée
législative ; EST D'AVIS, conformément
à la loi du 11. Sept. 1791, que cet
artiste mérite d'obtenir un secours provisoire
de Trois cent livres, et le Supplément
de Deux cent livres, à raison de son
âge, cet artiste étant sexagénaire, ce qui
fournit une somme de Cinq cent livres,
à imputer au fonds compensé sous M.
Assiseo Perricat pourra être jugé
susceptible.

Sigis. Halle, Président et Bistouq,
Secrétaire Greffier du Bureau.

105

Avril motrice

M. Brugnon. Concernant M. Brugnon.
N.° 131 Du 17. q. br. 1792. L'aut. de la république

Le Bureau de Consultation, après avoir entendu le rapport des commissaires, sur les travaux de M. Brugnon; Considérant que cet artiste a rendu un service réel aux Campagnes en faisant avec une habileté aux longs bras des moyens qui obtiennent l'approbation des commissaires de l'Académie des Sciences; Considérant qu'il a produit un grand nombre de certificats qui constatent l'utilité de cette partie de ses travaux; Est d'avis, Conformément à l'loi du 19. q. br. 1791, que cet artiste mérite le maximum des Gratifications, c'est à dire, trois cent livres; plus le minimum de ces mêmes Gratifications, à raison de vingt, C'est à dire, deux cent livres; ce qui forme une somme de cinq cent livres.

Signé Zallé, trésor. fréteau. F. G. du Bœuf

M. Berthelot Avril motrice
Concernant M. e Berthelot, ingénieur mécanicien.
N.° 72 Du 14. q. br. 1792. L'aut. de la république

Le Bureau de Consultation, après avoir entendu le rapport des commissaires sur les travaux de M. e Berthelot, ingénieur mécanicien; Considérant que cet artiste, déjà fort âgé, s'est

106
applique la plus grande partie de sa science à
la mécanique, qu'il l'ait distingué paro
plusieurs machines et inventions nouvelles ;
notamment paro un mécanisme ingénieux pour
transformer un mouvement alternatif en un
mouvement continu et circulaire, ce qu'on auroit
pas encore fait avant lui ; considérant qu'il
a appliqué d'autant plus aisement ce mouvement :
1^o à des moulins et autres machines, pour
les faire mouvoir par un pendule, à l'aide
du profit de l'avantage de son action ; 2^o
à des mouvements à l'échelle, pour faire
agir dans différentes machines les hommes
par leur poids, manière la meilleure
d'employer leur action ; considérant que
paro là il a rendu une véritable service
à la mécanique, et que pour faire mieux
connaitre ses machines et inventions, il a
publié à grands frais deux vol. in 4^o
dans lesquels ont été recueillies plusieurs mémoires
intéressans, entre autres un sur la manière
de dresser les meules des moulins ; cest un
quidam et ouvrage qui a pour titre : —
l'américaine appliquée aux arts, &c. a
M. de Sestbelot a grandement renouvelles
que ses différentes parties de son art, de
telle que l'agriculture & la guerre ;
M. de Paris, conformément à l'acte du
12. juillet 1791, que ces articles méritent le
maximum de la première classe des
récompenses nationales, etc. —

107

Minimum de cette même Classe, à raison
de son âge, et M. Berthelot ayant
soixante et quatorze ans passés; ce qui
porte la totalité de l'allocution mise à la
Somme de Dix mille livres.

Signature: Balle, Secrétaire. Prétorius, S. G. du B. au.

M. Riot. *L'ordre motivé*
couvrant M. Riot, mécanicien.
N^o 110 Du 17 juillet 1793. l'an 1^{er} de la république.

Le Bureau de Consultation, après avoir entendu
le rapport des Commissaires du district travaux de
M. Pierre Riot, mécanicien, considérant que cet
artiste, pendant une très grande partie de sa vie,
a fait des efforts pour introduire, dans la capitale
et dans les provinces de l'intérieur de l'empire, les
meilleures méthodes de filature pour le coton
le lin et le coton; considérant les succès qu'il
a obtenus dans plusieurs établissements qu'il
a montés à ce sujet; considérant que d'après
le rapport de la Société d'agriculture et de
plusieurs personnes savantes très renommées
dans cette partie, le citoyen Riot n'a
rien épargné pour faire mieux connaître et
propager, dans la capitale et dans les environs
les meilleures méthodes de filature; considérant
enfin qu'les avantages qui en ont résulté, et vu
le grand âge de cet artiste, qui a 78 ans, et d'après
conformément à la loi du 12 juillet 1791 que M.
Riot mérite le Minimum de la seconde
Classe des récompenses nationales, c'est à dire,

Deux mille livres, et le Minimum de
cette même classe, c'est à dire, Deux mille
livres, à raison de son âge.
Signé Zalle, Présid. Bélong. S. G. du B.
1792.

Avis Motivé

Concernant M^o Dupain Ciel Jugeaume
Géographe du 17^{me} g^{me} 1792 L'an 1^{er} de la République

M^o Dupain Ciel

1792/148.

Le Bureau de Consultation après avoir entendu
le rapport des Commissaires sur les travaux de
M^o Dupain Ciel Jugeaume Géographe, considérant
combien la science de l'Ingénieur géographe est utile
pour le commerce, pour la navigation, pour les
arts, pour le progrès des sciences et combien il
importe d'encourager et de récompenser ceux qui
s'y livrent. Considérant que cet artiste a employé
toute sa vie à l'étude et à la pratique de cette
science, qu'il a contribué au travail ^{comme} de la géologie
de France à celui de l'Atlas minéralogique ;
qu'il a imaginé de nouvelles méthodes pour
déterminer les niveaux, pour représenter sur les
cartes géographiques, les montagnes et le
cours des vallées, qu'il a dressé et publié un
grand nombre de cartes et d'ouvrages utiles,
notamment une carte des rivières et canaux
navigables de France, une sur la hauteur des
plaines et des différences ordinaires des montagnes, l'au
qu'il a atteint l'âge de 70 ans, est d'avoir

109.

conformément à la loi du 12 juillet 1791 que M^o Dupaintier, merite le maximum de la première Classe des récompenses Nationales, c'est à dire 6,000^{fr} et le minimum de cette même classe c'est à dire 4,000^{fr} à raison de son âge.

Signe Halle, Proc^r Pét^r Pét^r S. G. du Bureau

M. Mathis.

N^o 62.

185.

Avril motiné concernant M^o Mathis,
Fabricant de bas.

du 21 Nov. 1792. l'an 1^{er} de la République.

Le Bureau de Consultation, ayant arrois entendu le rapport de ses Commissaires, sur les travaux de M^o Mathis, fabricant de bas, considérant que cet artiste a singulièrement bien employé la première Récompense Nationale qu'el^l ait arroie mérité ses travaux, en se portant avec émulation aux perfectionnements dont les machines à fabriques de bas étoient susceptibles, considérant que jadis il est parvenu à obtenir de nouveaux succès, qu'il ait donc qu'à un grand nombre d'observations heureuses et adorables économiques, et que ces succès tournaient nécessairement à l'avantage des manufactures de bas fourrés qu'il se propose d'établir, est d'avis, conformément à la loi du 12 juillet 1791, que M^o Mathis merite la somme de trois mille francs, en sus de ce qu'il auroit précédemment obtenu.

Le Bureau de Consultation, sur la demande de M^o Halle, dans son application de la récompense de M^o Mathis en plusieurs endroits, fabriquant à ville de France, telles que Troyes, Rouen, &c. a est d'avis, d'ajourner

110

110
cette décision jusqu'à ce que, conformément
à la loi, il puisse donner son avis
sur la demande expresse des corps
administratifs des Départements, & à
l'igne La Grange, Présid. et Secrétaire
Secrétaire Gouverneur du Bureau.

Avril motivé Concernant M. Dellé ^{mécanicien}
du 17. de l'an ^{me} 1792. de la République.

M^o Dellé ^{mécanicien} Le Bureau de Consultation, ayant avoir entendu
N^o 449. le rapport de ses Commissaires sur les travaux
et les Inventions de M. Dellé, considérant que
dans l'année 1791 cet artiste imagina une
machine propre à faire les poignes ou rotis, la
quelle fut amoncelée avec l'oyer dans le mémoire
de l'Académie des sciences et qui a servi à
meubler les fabriques de l'Isle de Roti aussi
solides qu'exacte; considérant qu'il est auteur
d'une machine pour arrêter les draps à
l'appret, d'un Degrassoir pour raser les
petites étoffes de laine, au moyen de la flamme
de l'esprit de vin, d'une fiole pour recueillir
les mènes étoffes d'un modèle de dégraissoir
pour le laine et d'un châssis pour le battage
des laines; considérant qu'il a encore inventé et
exécuté un moulin à rafraîchir les fils de laine
et un métier à rubans approprié d'une manière
nouvelle à la fabrication des cordons de Sommet; considérant que ses machines de ces diverses
machines ont été déposées à l'hôtel de la Montagne; considérant que M. Dellé a fait
d'abiles et heureux changements aux mécaniques
pour la filature de Coton; considérant que

114

Cet Artiste réunit à la connaissance de toutes les manœuvres de la fabrication des étoffes de laine celle des moyens mécaniques; est d'avis conformément à la loi du 12. juillet 1791 que M. le Dellié doit avoir part aux récompenses N. 1. & qu'il mérite le Medium de la 1^{re} Classe, c'est à dire cinq mille livres.

Signé Salles Dufresnoy & Deslongchamps Secr. du Bureau.

Avis Motivé
Concernant M. Dubos Horloger du 28. juil.
1792. l'an 1^{re} de la République

M. Dubos le Bureau de Consultation des Arts & métiers, après avoir entendu le rapport de M. le Commissaire tendant à accorder au Citoyen Dubos Horloger le medium de la 1^{re} classe (à récompenser) nationalisé à raison de plusieurs inventions de cet Artiste et notamment celle d'un Stikkomètre nouveau; l'objet mis en délibération, le Bureau considérant que le Citoyen Dubos Horloger a cultivé l'art avec succès, qu'en d'autres choses, il a exécuté, en style, un métrier à l'âge de 16 ans qui a été depuis vendu à Nîmes où il est en activité; qu'il a inventé une machine à filer la soie et surtout un Stikkomètre nouveau, richement exécuté; considérant le rôle avec lequel le citoyen Dubos a propagé les instructions mathématiques qu'il avait acquises dans les cours et chaussees; considérant encore les malheurs dont cet artiste a été assailli,

115

est d'avis, conformément à la Loi en 12. juill. 1791,
que le citoyen Dubois horloger, mérite l'
premium de la première classe, cest à dire vingt
mille francs qui, avec quatre mille livres à cause
de deux révolts dont le citoyen Dubois a justifié
par son extrait baptiste, fait la somme totale
de neuf mille livres.

Signé de l'érivain président, le Brouillet Secrétaire.

Avix motivé
Concernant M^{me} Fortin, mécanicien
du R^e 1^{er} juill. l'an 1^{er} de la République.

M^{me} Fortin Le Bureau de Consultation de l'art et métier,
mecanicien ayant avoué entendu le rapport de ce commissaire,
tendant à accorder au citoyen Fortin le Maximum
de la première classe, cest à dire six mille livres
avec la mention honorable, l'objet mis en
délibération, le Bureau considérant que les
différents changements aussi ingénieux qu'utilles
faits par le citoyen Fortin dans presque toutes
les machines et instruments de physique, que la
perfection, la précision et l'intelligence qu'il a
portées dans leur exécution, notamment dans les
machines pneumatiques, dans les instruments destinés
à diviser les lignes droites, dans les balances, dans
une nouvelle machine qui mesure les dimensions
des corps au moyen d'un Ronius ou vernier qui
donne les deux millièmes de ligne; le Bureau
portant daillant en considération les dépenses
occasionnées à cet artiste par la révolution qu'il
ne eut pas de faire pour perfectionner son

art, est d'Avril, conformément à la loi du 12
brûlé, que le Citoyen Fortin mérite le
Maximum de la première classe de récompense
nationale, c'est à dire six mille livres, émanation
signé et serviré par le Dr Gouville Secrétaire.

Avril motivé

Concernant l'Av. Dr. Gallouis auteur de plusieurs procédés
de teinture, due au Dr.
du 2. J. 1793. l'an 2. de la République

Le Bureau de Consultation des Arts et
Métiers, après avoir entendu le rapport de
Commissaire sur la Dame veuve Gallouis, auteur
de plusieurs procédés de teinture sur soie et tissant
à lui accorder un secours provisoire, est d'Avril,
conformément à la loi du 12. brûlé, que cette artiste
sexagénaire mérite un secours de trois cents livres
plus deux cents livres à cause plus deux cents
livres à cause de ses 60 ans révolus, laquelle
somme de cinq cents livres sera imputée sur la
récompense qui pourra lui être accordée.
Signé et serviré par le Dr Gouville Secrétaire.

Avril motivé

Concernant Mr. Dodun Ingénieur
du 2. J. 1793. l'an 2. de la République

Le Bureau de Consultation des Arts et Métiers,
après avoir entendu le rapport de ses Commissaires,
sur le citoyen Dodun, ingénieur en chef du
Département du Gard, considérant que

N° 135.

2000

112
artiste a perfectionné la préparation de la
soie filante artificielle et surtout la manière
de l'employer dans les travaux publics, est
d'Etat, conformément à la Loi du 12. juillet 1791,
que le citoyen Dodin mérite le minimum
de la Seconde classe des récompenses N. 10,
c'est à dire deux mille Livres f.

Signé des servitaires préf. de Graville f.

avis motivé

Concernant Mr. Macloude fabriquant
du L. 1793. l'an 2^e de la Républ.

Macloude.

fabriquant aux pâtes

N^o 151.

Le Bureau de consultation des arts et
métiers, après avoir entendu le rapport de son
Commissaire sur John Macloude fabriquant
de Manchester; considérant que cet artiste est
auteur de divers métiers et armures propres à la
fabrication des étoffes de coton et qu'il est utile
pour l'industrie nationale, de fixer en France
ce mécanicien, est d'avis, conformément à la loi
du 12. juillet 1791, que John Macloude, mérite
le medium de la première classe des récompenses
nationales, c'est à dire cinq mille livres, sans
dédaction de la somme de quinze cent
livres précédemment accordée pour la construction
de trois métiers et la fraise de l'expérience
faite pour les yeux du commissaire. Le Bureau
arrête de plus que le citoyen Desmaretz demeurera
dépositaire de cette branche métiers jusqu'à ce que
le Gouvernement en ait disposé.

Signé des servitaires préf. de Graville f.

M. Dellebarre
mechanicien
N^o 193.

Agir motivé
Concernant M^o Dellebarre, mechanicien
du R^g J^g 1793. l'an 2^e de la Répub.

Le Bureau de Consultation des arts
et métiers, après avoir entendu le rapport
de son commissaire sur le citoyen Dellebarre
autour des meilleurs microscope connus, est
d'accord, conformément à la loi du 12 juillet 1791, que
cet artiste sexagénaire mérite un travail d'
trois cents francs & deux cents francs d'araison de
ses 60 ans; lequelle somme de cinq cents
francs sera imputée sur la récompense qui pourra
lui être accordée.

Signé de ferrières 1793. ds Trouville f.

Agir motivé
Concernant M^o J. J. Far, architecte
du 9^{me} juillet 1793. l'an 2^e de la Répub.

M. J. Far. Le Bureau de Consultation des Arts
et métiers, après avoir entendu le rapport
de son commissaire tendant à accorder au
citoyen J. J. Far, ancien architecte des
hôpitaux civils le Maximum de la
première classe Far récompenses nationale
à raison de la découverte, importation &
perfectionnement de l'art de construire des
planchers, voûtes & coupole avec des
poteries qui rendent les bâtiments
incombustibles.

116

L'objet mis en délibération, le Bureau
considérant la valeur distinguée de l'architecte
S. Tard; considérant ses voyages en Italie;
ses travaux utiles pendant plus de 20 années,
en plusieurs circonstances, considérant enfin
que l'art de bâti les planchers, voûtes, coupole
dont cet architecte a été le propagateur
et le perfectionneur, le constructeur avec des
peines et dépenses considérables, considérant
que les nouvelles constructions fictitives sont
solides, économiques, incombustibles, et d'autre-
part épargnent en France le bois qui devient
de plus en plus rare et cher; le Bureau
est d'avis, conformément à la loi en 12. ju-
illet 1791, que le citoyen J. Tard ancien
architecte de l'Hôpital civil, mérite
le Maximum de la première classe
des récompenses nationales, c'est à
dire 50 mille livres et de plus la
mention honorable.

Signé Dr Servier Secrétaire
et Comptable

Extrait

Du procès verbal du Bureau de Consultation

du 23 Janvier

des Arts et Mérites

du 23 Janvier 1793.

Le Bureau de Consultation des Arts et
Mérites, après avoir entendu le rapport de ses
commissaires sur les travaux du citoyen Morel
ancien fabricant de Lyon, considérant qu'il a

N^o 187

4500

117

de l'année 1778, proposé et exécuté pour la réforme de la fabrication des baraques, des deux ingénieurs et utilier, qui ont été adoptés, considérant que l'année suivante 1779, il présente un moyen à gage auquel il avait fait trois changements avantageux qui fixeront l'attention des plus habiles gaziers de Paris, jaloux d'en suivre les effets et de les mettre à profit, est d'avoir conformément à la Loi du 12. juillet 1791, que le citoyen Morel, âgé de 60 ans, ait une rente le medium de la 2^e classe et d'économies N. 1000, c'est à dire deux mille francs et cinq cent livres et de plus à raison de son âge. Le minimum de cette même classe, c'est à dire 2000 francs. Signé Didermeuse Bédd et Trouville secrétaire

Extrait Du procès verbal du Bureau de Consultation des Arts et Métiers du 30 Janvier 1793.
L'an 2^e & 3^e G.O.

Le C. en L. Perrin

verso 157.

Le Bureau de Consultation des Arts et Métiers
apres avoir entendu le rapport des commissaires
sur les travaux du C. Perrin fabricant de toiles
métalliques; considérant qu'il est le seul qui
a force de rechercher et de dépenser soit parvenu
à établir en grand cette sorte de fabrication et
grouve ainsi-dire à créer en France cet art qui
fournit aux besoins de plusieurs autres; considérant
que l'industrie du C. Perrin a été fort utile pour

N. 6

Le 1^{er} Janvier de l'An 2 de la République Française
les Rapporters de l'Assemblée considérant que ce Citoyen se
propose de former dans son atelier le tirage des
filz de la dernière fonderie et pourtant lui en faillir
des moyens afin d'enlever aux étrangers cette
branche de commerce, Le Bureau de consultation
est d'accord, Conformément à la Loi du 1^{er} Janvier 1790.
que le C. Perrin doit être placé dans la 1^{re} classe
pour récompenser N. abet qu'il en mérite le maximum
c'est-à-dire 6,000 f. Signé Servieren Président
et Crouville Secrétaire.

Extrait Du Procès-Verbal du Bureau
N° 195. De Consultation des Arts et Métiers du 30
J. C. R. l'An 2 de la République Française

2000

Le Bureau de Consultation des Arts
et Métiers, après avoir entendu le rapport de
ses Commissaires sur le C. Rostignol, Considérant
qu'il a rempli le but qu'il s'était proposé de
garantir les instruments de fer de la touille,
par l'enduit métallique d'au, adhérent et
inattaquable à l'eau, qu'il leur applique, —
Considérant que ce moyen peut être d'une
véritable utilité pour conserver les armes en
et les ferrures placées dans les lieux humides,
est d'accord, Conformément à la Loi du 1^{er} Janvier 1790. —
que le C. Rostignol mérite le minimum de la 2^{me}

119.

Classe des Récompenses Nationales, test indien,
Deux mille livres.
Signé: Savierer, Présid. Trouville, Secrétaire

N^o 196.

M. Fourmies.

5000

Extrait
Du procès verbal du Bureau de Consultation
des Arts et Métiers
Du 20 juillet 1793. Par l'^e de la République.

Le Bureau de Consultation des Arts et Métiers,
après avoir entendu le rapport de son commissaire
quodamzine à l'usage du dit Fourmies: Considérant
que cette machine est d'un grand produit, oblique
pour servir à faire une qualité considérable
de foton, sans l'inconvénient d'un passage forcé; que
d'ailleurs elle est simple tant que rapport à son
cylindre que par rapport à ses rouages; que
qu'elle est d'autre grand volume et d'importance
modeste; enfin que l'auteur a promis de rendre
cette machine publique dans l'espace de quatorze
mois, est d'avis, conformément à la loi du 12.
juillet 1791, que le dit Fourmies mérite le
Médaillon de la première classe des Récompenses
Nationales, Cinq mille livres.

Signé Savierer, Présid. Trouville, Secrétaire.

N^o 29.

M. Hessen,
Horloger.

2000

Extrait
Du procès verbal du Bureau de
Consultation des Arts et Métiers
Du 23. juillet 1793. Par l'^e de la République.

Le Bureau de Consultation ayant

entendu le rapport que lui ont fait le
 Commissaire qu'il avoit chargé d'examiner
 les titres de M. Zesen, Horloger, aux
 Récompenses Nationales, tendant à
 accorder à cet artiste le Minimum
 de la seconde classe pour les étagements
 qu'il a fait dans la construction des
 montees plates, simples ou à répétition
 pour leur donner une justesse que leur
 construction ordinaire ne comporte pas,
 et les efforts qu'il a faits pour simplifier
 la quadrature des montees à répétition,
 l'objet mis en délibération, le Bureau
 considérant combien il est nécessaire
 de perfectionner les différentes espèces
 de montees, et les effets avantageux
 qui résultent d'auers montees plates,
 simples ou à répétition, des
 étagements que M. Zesen y a faits,
 et qui leur donne une justesse que ne
 comporte pas la construction ordinaire
 de ces sortes de montees ; considérant
 les efforts qu'il a faits pour simplifier
 la quadrature des montees à répétition,
 le Bureau est d'avis, conformément
 à l'avis du 22. juillet, que le citoyen
 Zesen mérite le Minimum de la 2^e
 Classe de montant à Deux mille livres.
 Signé Servier, grevot. Trouille,
 Secrétaire. J.

121

Extrait

du procès-verbal du Bureau de
Consultation des arts et métiers.

N^o 1119
M. Grobœuf,
ingénieur

Le Samedi 19 janvier 1793. l'an 2^e de la République.

1500^t

Le Bureau de Consultation des arts et métiers, après avoir entendu le Rapport de son Commissaire sur l'affut-fardier du Cit. Grobœuf, ingénieur, tendant à lui accorder la somme de quinze Cent livres pour la construction d'un affut-fardier, pour y conduire avec facilité la pièce de bataille depuis le dévoué; avec lequel il propose d'iser le canon sous un plan à Grand angle, en élevant l'arrière à volonté: le Bureau considérant les avantages que pourraient résulter de cette construction obligeant dans les circonstances actuelles, à l'édifier, Conformément à la loi du 12. Septembre 1791, d'accorder la somme de quinze Cent livres pour faire ces affut-fardiers, pour la construction sera surveillée par le Commissaire, lesquels en rendront Compte au Bureau.

Sigéé à l'Orangerie, Présid. Courville secrétaire

199.
Extrait

du procès verbal

du Bureau de consultation
des Arts & Métiers
du lundi 9. Janvier 1793.
L'an deux^e de la République française

N° 201.

Le J. Grafe
autour d'une n^e comp. de cire

2000

Le Bureau de consultation considérant
que le Citoyen Grafe est parvenu par
des recherches suivies pendant plusieurs années
à faire une cire à cirettes qui égale en conté
la cire d'holande et qui a le degré de durété
que l'on désire, qu'il a trouvé le moyen de lui
donner les différentes odeurs et couleurs que
l'on désire et que ces perfectionnemens sont
utiles à un objet de Commerce, est avisé
de lui accorder le Minimum de la seconde
classe c'est à dire deux mille livres.

Signé des serviteurs brevet, de Trouville J^e.

N° 169

Archambeau
6000

Extrait du procès verbal

du Bureau de consultation des
arts et métiers du 16 Janvier
1793. Par M. de la Bigne J^e

Le Bureau de consultation a pour
entendu le Rappel de ses premières
sujets différents magasins du Gaspard,

horloge de Lyon, à l'égale de plusieurs
 horloges et quinze ans, et pourra égaler
 ce qu'il lui vaut expressé à propos
 de différentes machines et particulièrement
 et particulièrement au moyen de
 l'astigues approfondies par
 l'Académie des Sciences en
 1761, et d'autres nouvelles
 horloges de l'Académie également
 simples et ingénierie aussi faciles
 à faire qu'à reconstruire par
 la nature de leur construction
 Considérant que l'avarie et les
 avantages de ce genre espèce
 de horloges et l'utilité dont
 elles pourront être dans la société,
 ainsi que le rôle et l'estrange
 de la Guise dans d'autres
 magasins. Considérant le grand
 usage; enfin toutes les dépenses
 qu'il a faites pour ces différentes
 Le Bureau de consultation à Paris
 lui auroit donné le minimum
 de la première classe de quatre
 mille livres, qui, avec les quatre
 mille livres, minimum de cette classe
 qui lui reviennent aux termes de
 la loi, attendu pour l'égale de 60.000.
 en ayant même horloges quinze
 pour une somme de huit mille livres
 figure de perpétuas et de trouvées

113
Coste Annobat
9000"

Extrait Du Procès verbal
du Bureau de Consultation des arts et
métiers du 16 Janvier 1793 l'an 2 de
la République française.

Le Bureau de Consultation ayant arrêté
l'adoubement de l'opportunité de la Commission
sur quel il résulte que
C. Coste est l'ingénieur qui
a importé en France une quantité
de l'Acier basé sur l'Acier
Salinatum Suffisante pour en
établir la Culture en grand,
est d'avis que cet objet pourraient
former une branche nouvelle
d'agriculture et de commerce
et que le C. Coste en ayant fait
son et établissement intéressant
des sommes considérables ainsi
qu' des projets et d'expériences
Cet artiste est du nombre
de ceux qui sous l'ouverture
de la loi dans la première
classe des Récompenses
nationales; En conséquence le
Bureau estime qu'il doit lui
être accordé le Médium de
cette classe, c'est à dire, la somme
de cinq mille francs en

125.

ajoutant le Minimum ou
quatre mille livres qui est
accordé par la même loi pour
le bénéfice d'âge, le Coste
étant dans la même somme ;
n'attenda que cet artiste se trouve
possesseur d'une grande quantité
de graines de Knoblauch à
l'aide desquelles il seroit possible
de rétablir en grand une plantation
dans la Culverie suisse avec
soin et exactitude pourroit
épargner à la France les frais
d'importation de cette plante
utile, Le Bureau de Paris
de renvoyer à cet égard le
Coste à la prudence et la
sagesse du Ministre de
l'Intérieur, tant pour les
indemnités que cet artiste
croit devoir réclamer, que
pour pourvoir aux moyens
courtaulables pour assurer le
succès de cet établissement.
Signé De ferrière. Préc. et
Trousseau, Secrétaire

N^o 118

Syot

4000^{fr}

Extrait du Procès
Verbal du Bureau de
Consultation des Arts et Métiers
Du 6. Février 1793. N^o au 20.
De la République F. F.

Le Bureau de consultation
des Arts et Métiers, a
appris avec étonnement le
rapport des Commissaires
sous-étrangers sur Syot,
ancien Professeur de
mathématique de l'Académie
de Lyon; considérant
qu'il a employé pour
la confection de sa vie
à l'enseignement de plusieurs
choses utiles à la Société,
considérant qu'il est au fait,
entre autres choses, d'une
goulic mécanique approuvée
il y a déjà 19 ans, par les
Académies d'Architecture et des
Beaux, comme ingénieuse et dont

127

Il a été fait plusieurs
applications utiles, et
d'avis, conformément à la
Loi du 12. Septembre 1791,
que le C. Goyot, âgé de 74 ans,
Né le 11. Juin 1717 à la
2^e classe, est à dire, Deux
mille livres, et de plus, à raison
de son âge, le Minimum
de cette même classe, est à dire,
Deux mille livres.

Signé De Ferrieres, Président
et De Tocourville, Secrétaire.

1791.

Extrait

De la Cour de cassation du Bureau
de consultation des astres et métiers
du 13. Février 1793. L'an 2^e de
la République française.

Le Bureau de consultation
des astres et métiers, après
avoir entendu le rapport
proposé de ses commissaires
Gentz, Genty, auteurs d'une barre

118
nouvelle; Considérant que cet
instrument agricole, approuvé
plusieurs Cultivateurs,
annoncé des connaissances
agricoles et mécaniques;
à Paris, conformément à la
loi du 12. juillet 1791, que le
Gentz mérite une récompense
proportionnée de l'avis des Législateurs,
que les Récompenses Nationales,
sauf à imputer cette somme sur
la récompense ultérieure, qui
pourra lui être annoncée par
la suite signé Desfriches, Buisson et De
Courcier Secrétaire.

N° 207
Bordure
300!!

Extrait du Procès-
Verbal du Bureau de
Consultation des arts et métiers
Du 16. juillet 1793. 1^{er} au 2^{me}
de la République française.

Le Bureau de consultation
considérant que les expériences
nécessaires au jugement des
découvertes annoncées par le

129

Salvatore Bertezon exigeant
un tems considérable ; —
Considérant que ce citoyen
roué à des barbares utilles ;
est dans ce moment malade
et peu fortuné ; Considérant
que ses aggrégations ont été
encouragées par l'approbation
de la Société d'agriculture
de Paris, et d'Arts, conformément
à l'article 4. du Titre 4^{me} de
la loi du 12. juillet 1791,
que les Récompenses
nationales, l'accordent au
Salvatore Bertezon,
le maximum de la classe
de Seconde, cest à dire,
trois cent livres, à imputer
à la Récompense
ultérieure pour il pourrait
être jugé susceptible
signé de Sorriès,
Président de l'Académie, Paris.

Extrait

Ex. 198. Du Procès-Verbal du
Bureau de Consultation des Arts
et Métiers. Du 16. Janvier
1793. Par le Secrétaire.

Le Bureau de Consultation, après avoir
entendu le Rapport de ses Commissaires
sur la construction d'un fanouillet
de salibie de 11. pieds de hauteur,
aussi large et aussi épaisse à la
quelle un canon, beaucoup trop
faible, n'aurait résisté; considérant
que le C. auray a employé
beaucoup de temps et de travail
pour exécuter sa pièce et qu'il a
fait une dépense considérable
qui excède ses facultés; considérant
encore qu'autant il soit en politique
de prêter aux artistes la totalité
des dépenses qui ils pourraient
faire entièrement imprudentes,
autant il est juste et humain de
leur accorder une légère indemnité
pour ces dépenses lors même que
les justes ne répondront pas à leur dépense

de leur travaux, le Bureau de
Consultation est d'avis d'accorder
au G. de L'Arzay, à titre d'indemnité
et de secours, une somme de
Cinqmille livres, cest à dire, la
Gratification de la première classe.

N° 159 *Extrait*
Du Procès-verbal du Bureau de
Consultation des arts exécutifs,
Le Havre, 5000. Du 16. février 1793. à la sécession.

Le Bureau de Consultation, après
avoir entendu le G. de L'Arzay, de son
commission tendant à accorder au
G. de L'Arzay, opté au le
Medium de la 1^{re} classe des
Péiromètres Nationaux, le montant
à Cinqmille livres, pour ses travaux
et ses succès dans l'optique,
particulièrement dans les Lunettes
achromatiques; l'objet mis en délibération,
le Bureau de Consultation, considérant le
point de prez fiction auquel le G. de L'Arzay
aporte les lunettes achromatiques; la
perfection attestée par ses commissaires
et prouvé par les certificats des plus

Célébres astronomes de l'académie
des sciences annexés à ce lettres;
Considérant combien il est de souveraine
de perfectionne ce que nous et art
important et d'encourager à ce sujet
le M. Le Rebours, est d'avis,
Conformément à la loi du 12. juillet 1793,
que est artiste mérite le Medium
de la première Classe des
récompenses Nationales, c'est à
dire, Cinqmille livres
signé Desserrières, Président
et De Courcier secrétaire.

et. 197
Richard.
1000.

Extrait du procès
verbal du Bureau de consultation
des arts et métiers du 10. février
1793. l'au de la République

Le Bureau de consultation des
arts et métiers, après avoir entendu
le rapport des Commissaires suo
les. Crayaux du C. Benoit Richard,
Mineur d'étoffes de soie à Lyon,
Considérant que cet artiste par
la grande perfection qu'il a su donner
aux procédés de son art au moyen

133

de diverses mécaniques de son invention,
a contribué à une exportation
considérable des produits de notre
industrie et que c'est à lui que l'on
doit la beauté et la régularité des
étoffes fines depuis les Tricots jusqu'aux
velours qui ont circulé dans l'intérieur
de l'Arts, conformément à la loi du
12 juillet 1791, que le C. Benoît
Ricard merite en Récompense
la première classe des Récompenses
N. 1, un à dire, quatre mille
livres.
Signé De Sevres, Bresiot et De
Courville, Secrétaire.

N. 166. 162. Extrait du procès verbal
Garnet. Du Bureau de consultation des
arts et métiers, Du 20 février
1793. L'an 2. de la République française.

Le Bureau de consultation des
arts et métiers, ayant entendu
le rapport des commissaires
qu'il avait demandé à l'ordre
rendre prompte d'un mémoire du
Garnet, mécanicien anglais, relativement
au Traité qu'il a fait avec le

155

Gouvernement en 1787. par une filiale de la laine perquise au moyen de méthodes qu'il proposait ainsi qu'il résulte d'un écrit déposé dans le Bureau du Gouvernement intendant de Commerce à Lorient, et considérant que l'appréciation de M. Garnet est actuellement au contraire et écrit, en ce moment, avec le Gouvernement et que le Bureau n'est pas dans le cas de prononcer sur ce point, les articles 9 et 11 de la loi du 12 juillet 1771, sur les récompenses, ne lui permettant pas de rien proposer, par rapport à la rétribution à la vente de marchandises entre des artistes et l'administration de Commerce ; il se borne à déclarer d'après les rapport des commissaires et les laines, filées par les marchandes de M. Garnet qui lui ont été présentées, que les marchandes de cet artiste sont fort ingénieres ; qu'elles peuvent être fort utiles en France ; que par là elles méritent d'être employées et mises en activité dans la

République.

Signe De Ferrieres, Secrétaire
et De Cuverville, Secrétaire.

N.° 138

BILL.

2,000^{fr.}

Extrait

du Procès verbal du Bureau de
Consultation des arts et métiers
Du 27. février 1793. Plan 2. de la République

Le Bureau considérant que le C.
Brum est au contraire 1^o d'une machine
qui doit faciliter le travail aux
Enfants l'étude de la lecture. 2^o un
procédé pour chauffer les four-ordinaires
des Boulangeries avec des charbons de
terre Natis; considérant que par la
première invention le C. Brum a rendu
un service essentiel à cet âge qui
mérite nos soins par sa faiblesse; et que
par la seconde, il a détruit le
préjugé qui laissait croire que
l'usage du charbon de terre était
communiquée au gain d'la tapissierie
et qu'il adouci un moyen d'appliquer
le combustible à cet usage; et d'après
conformément à la loi du 12. juillet 1791
sur les récompenses nationales,
que le C. Brum, d'ailleurs connu par

sougèle pour les Siennes et les autres
 et pour amondu le bien public, mérite
 le Minimum de la Seconde
 Classe des Récompenses Nationales
 destinées aux artistes, c'est à dire
 Deux mille livres.

signé Des serrières, Présid. de
 De Courville, Secrétaire.

Extrait

N° 116. Du procès verbal du Bureau
 Consultation des arts, châtelain,
 Du 6 Mars 1793. l'an 2. de
 Les Amis. de la République française.
 300⁰

Le Bureau de consultation a chargé
 les G. Silvestre et Le Roy d'examiner
 les moyens proposés par le G. Le Roy
 pour empêcher les propriétaires privés
 d'ouvrir dans les artères. D'être
 bâclés dans des immeubles; mais comme il
 y a plusieurs rapports à faire
 avant qu'on puisse passer au sujet
 les membres Silvestre et Le Roy
 vous demandent en attendant un
 provisionnaire de cette émeute pour le
 G. Le Roy, vu les circonstances dans les
 quelles il se trouve. ils se croient d'autant

133

plus fondés dans cette demande que
par les expériences faites déjà en
présence des Commissaires les
moyens paroissent très propres à
remplir leur objet.

Signature des fermières Brissiot
et de Courville, Secrétaire.

Extrait

N. 255. Du procès verbal du Bureau
ARNARD Consultation des arts et métiers,
Du 20e Mars 1793. l'an 2e de la
2000th République française.

~~les bonnes étoiles~~
que l'empereur de la République
lui auroit aviso entendu le rapport de ses Commissaires,
et appris aviso fait faire dans sa
Séance l'expérience de la fusée à bombe
invisible la mit quoiqu'allumée et
brûlante primitivement par le C. ARNARD.
Considérant que les expériences faites à
Douay par ordre du Ministre de
la Guerre, certifiées par les officiers
d'artillerie qui y ont priside sont
en faveur du C. ARNARD; Considérant que
les fusées à Bombe peuvent être utiles dans
plusieurs circonstances même imprévues jusqu'à

158

cejouo; Considerant que le G. Arnould a
fait, par ordre du Ministre, voyage
et sejour dans la ville de Douai,
est d'avis que le Ministre de la Guerre
peut accorder au G. Arnould la somme de
Dix mille livres pour son invitation, en
non compris les frais de voyage, lejouo,
indemnité que peut prétendre le G. Arnould
qui au surplus le G. Arnould, tant par
les connaissances utiles que par le Zèle
prothotique qu'il annonce peut être
employé très avantageusement dans nos
armées ainsi qu'il le désire.

figé Des serrières, puisot
et De Trouviller, secrétaire

N° 160
Haupvoix
5000

6^e
Extrait du Procès verbal
du Bureau de consultation des arts et
métiers, Du 20. Février 1793. S'au D.
de la République française.

Le Bureau de consultation des arts
et métiers, après avoir entendu le
Rapport fait par son Commissaire
sur l'instrument équatorial présenté
par le G. Haupvoix, considérant que cet
artiste a fait preuve de beaucoup de

139

talent et d'habileté¹ , tant dans la disposition de toutes les parties de son instrument que dans leur exécution , et qu'il l'a rendu susceptible de plusieurs usages d'observation en substituant au cercle d'écclataison un cercle astronomique à lunettes mobiles ;
Considérant en outre que les travaux qui ont pour objet l'perfectionnement des instruments d'astronomie exigent l'emploi de tems assez étendu et de dépenses , est l'avis ,
Conformément à la loi du 12 juillet 1791 , que le C. Baudouin membre , quant à présent , de l'Académie et l'agréé à la classe des Récompenses Nationales , est
admis à la somme de 1500 francs . Le réservant le Bureau de l'Institution à ce jeune artiste le maximum de la première classe ,
lorsque l'instrument du C. Baudouin ayant été fourni à l'observation , il en sera rendu compte au Bureau .

Signé De Serrières , —
Président et De Trouille , —
Secrétaire .

Extrait

110 x
N^o 203.

Extrait

DU Procès verbal du Bureau de consultation
Secteur-électoral du 20. Février 1793. Sur
M. de la République française.

Barthélémy
Gouyot

Le Bureau de consultation, Secr^{te}taire
électoral, considérant que le C^{te} Barthélémy
de Révolue a imaginé un appareil
simple, communiqué, facile à établir et à
transporter pour fabriquer la pouvreté
tiree dans une graine de leur sol sur
Court que dans le moulin dont on fait
usage et que cette bûche est d'une
très belle qualité; Considérant que
les personnes qu'il a faites devant les
Commissaires qui lui ont été
donnés à deux reprises, l'ont
engagé à demander à ses amis
une preste dette considérable;
le Bureau est d'avis, —
Conformément à la loi du 12^e br^e
1791, qu'il mérite à titre
d'indemnité et à titre de récompense
le Maximum de la 1^{re} classe
des Récompenses Nationales
attribuées aux artistes, c'est à dire,
fixe mille livres.

Sig^{ne} Desserrières, Secr^{te}taire et D^r Courville, Secr^{te}

161.

Extrait

N.° 215 Du procès verbal du Bureau du Marchand. Consultation des arts et métiers du 27. Mars 1793. L'an 2. de la République

Le Bureau de consultation des arts et métiers, après avoir entendu le rapport des commissaires sur les procédés proposés de faire avec des peaux d'huile et de cire de la bougie qui ne reviendrait qu'au modique prix de 19.^e et auquel emploi de la farine grasse pour en extraire l'amidon; considérant que ces procédés sont connus depuis longtems en France; en applaudissant au éle de l'autour, est d'avis que les moyens de l'autour ne présentent rien qui puisse mériter récompense, à moins que par la suite de ces travaux le C. Marchand ne parvienne à mettre dans le commerce des bougies de feu d'huile à 12.^e volants comme il s'en flatte.

Signé Des serres, Bricot, Da Crouelle, Secrétaire. 1.

N.° 221 Extrait du procès verbal
Boillot du Bureau de consultation des arts et métiers du 3. Avril 1793. L'an 2. de la République française.

Le Bureau de consultation des

arts et métiers, après avoir entendu le
Rapport des Commissaires, Suivant
mémoire du G. Boillot, tendant à
établir, par un projet de règlement, des
signaux depuis Bâle jusqu'à Belfort,
Blâmont, jusqu'à Besançon, pour faire
connaître aux personnes tentant de
que pourrait faire quelques points
de nos frontières, l'ennemi, est d'avis
que le règlement d'ordre et de police
proposé par le G. Boillot ne peut
être admis qu'autant qu'il pourra
s'adapter au plan général de
défense de l'officier qui commande sur
cette frontière, qu'en conséquence le
projet du G. Boillot n'a aucun rapport
à ces objets Suivons quels le G. a de
consultation puise son avis.

Signé de son nom le 1^{er} Juillet 1793.
De
Courville, Secrétaire.

8^{me} 267

Extrait du rapport

Dimanche 267 Verbal du Bureau de Consultation
1793. Des arts et métiers, du 10. avril 1793.

Nous 267. et la République.

Le Bureau de Consultation, après
avoir entendu le rapport des
Commissaires tendant à accorder
au G. Dimancheopoly, le Minimum

de la première classe des Récompenses et
 Nationales, à raison de l'importation
 qu'il a faite en France en 1777 de la
 plante vermifuge appellée l'unitoxanthon
 autrement dite corailine de Corse; l'objection
 en délibération, le Roi, considérant que le
 G. D. M. Steffanopoly a le premier qui a
 renouvelé la connaissance de ce Remède, qu'il
 a trouvé le moyen de le faire si peu
 coûteux et transportable; considérant que pour
 importer cette plante en France, le G. D. M.
 Steffanopoly a sacrifié son état en Corse,
 empêché beaucoup de temps et de dépenses;
 considérant en outre que l'efficacité de ce
 remède généralement reconnue a fait de
 l'unitoxanthon un objet de commerce assez
 considérable pour la France, est à Paris,
 Conformément à la loi du 27 juillet 1791, que
 le G. D. M. Steffanopoly mérite le minimum
 de la première classe, c'est à dire,
 Quatre mille livres qui, avec
 laquelle somme de Quatremille livres,
 à cause des soixante six ans résolue
 du G. Steffanopoly pour la somme de 8,000^{fr}
 l'extrait Baptiste du G. Steffanopoly a constaté
 lors de la perte Récompense oblige du Bureau
 l'année passée qu'il était né en 1727.
 Signé du Secrétaire et de l'Écrouelle.

Ex. 11

Ms. 173 *Extrait du Procès Verbal du Bureau
de consultation des arts etmetiers
Géardin Du 17. Avril 1793. Par le Dr de la République
2000 francs.*

La Bureaucratie consultation des arts et
métiers, après avoir entendu le rapport des
commissionnaires M. le straxay ouf. Gérardin;
considérant que cet artiste a perfectionné
la règle mécanique propre à la
Guérure pour faire les fourres et l'arçature
plus ou moins à l'oreille; considérant que
cette règle mécanique peut être très-
utile dans les arts, pour faire des
parallèles à des distanes égales ou
inégales et abréviées, par là beaucoup
d'opérations dans différents arts estmettant
est d'avis, en conséquence de la loi du 12.
juillet 1791, que l'artiste Gérardin
merite le ^{meilleur} Méritum de la 2^e Classe
des Récompenses Nationales, c'est-
à-dire, Deux mille livres.
Signé ~~de~~ Berthollet ~~et~~ Detrouille.

Ex. 176.

176. Extrait du procès verbal
du Bureau de consultation des arts
et métiers du 17. avril 1793. à l'an 2.
de la République française.

Le Bureau de consultation des

145

arts exécutifs, apprécier arrois entendu le
Rapport deses Commissaires sur les
perfectionnemens ajoutés aux faveurs à
l'otlon de l'incitation du C. Baize, cardin
a Souries; Considerant que les
perfectionnemens tendant à faciliter
les progrès de l'art, doivent être
encouragés et récompensés; Considerant que
le C. Baize a d'ailleurs porté dans l'art
de la Cardesie beaucoup d'intelligence
et d'activité, est à Paris, conformément à
la loi du 12. juillet 1791, que cet artiste
merite le Maximum de la 2^e classe
des Récompenses Mls, soit à dire,
Cinq mille livres.
Signé Bostfollot, Detrouillet.

N° 180

Extrait

Mouthu 17. avril 1793 l'an 2. de la République
D'après un verbal du Bureau de
consultation des arts exécutifs, du
2000^e

Le Bureau de consultation des arts
exécutifs, apprécier arrois entendu le rapport
deses Commissaires sur le Violon Harmonique
du C. Mouthu; Considerant que cet instrument
de l'incitation et de l'exécution de ces artistes,
réunit en lui seul, les facultés et avantages
que possèdent particulièrement les autres
instruments comme Cinq octaves d'étendue,

Continuité, renflement subit, Diminution,
 augmentation progressive du son; ce
 qui le rend propre à toutes les
 expressions musicales; Considerant que
 cet instrument - si longtemps désiré, si
 longtemps recherché, a été ~~enfin~~ exécuté par le Sr. Mouton avec
 une habileté rare tant dans la science
 musicale que mécanique, et une
 constance des plus dégoulinantes
 années de travail et de dépense,
 et considérant enfin que cet
 instrument, apprécieré violon
harmonique, est la réunion de
 l'harmonie à la mélodie et
 qu'il est par là même
 un sujet remarquable dans
 l'art de la lutherie, est l'avis,
 conformément à l'avis du
 12. juillet 1791, que le Sr.
 Mouton mérite le maximum
 la première classe des Remp. N.les
 C'est à dire, Six mille livres,
 signé Bouthoules De Courville

147

Extrait

N^o 123. Du Procès verbal du Bureau de
Martin Consultation des arts et métiers,
Boc. Du 21. avril 1793. l'an 2. de la République
2,500^{fr} française.

Le Bureau de consultation des arts et métiers, après avoir entendu le rapport de son Commissaire Suolent-travaux mécaniques du 1^{er} Martin Boc, considérant que cet artiste a imaginé, construit et proposé une machine simple, laquelle est propre à nettoyer les toitures et les rivières, que l'adoption de cette machine dans plusieurs manufactures en prouvera toute l'utilité, est d'avis, conformément à l'loi du 12. juillet 1791, que le Martin Boc mérite le Medium de la 2^e classe des Récompenses Nationales, c'est à dire, Drs^{fr} Mille cinq cent livres.

Sig^é Bertholles et de
Courville

Extrait

N^o 209 Du Procès Verbal du Bureau
 Robillard De Consultation des Arts et Métiers.
 Du 28 avril 1793. Par M. de la S^e p.
 3000.
 françoise.

Le Bureau de consultation des
 arts et métiers, après avoir entendu
 le rapport de ses commissaires
 sur l'amazinge à filinde, inventée
 par le C^l Robillard pour faire
 à deux couleurs en même temps
 les étoffes, Cuiller, &c.
 Considérant que cette machine
 ingénieuse par sa simplicité peut
 être fort utile à des vanniers
 fabricans peu fortunés et les mettre
 à portée de commerce et de
 faire un service accessoire au
 Commerce ; Considérant en outre que pour
 la fabrication des citindres de cette machine
 le C^l Robillard a imaginé un mouvement
 alternatif d'un sabot à coulisse pour
 rendre ces citindres parfaitement ronds,
 est d'avis, conformément à l'alon du 12. juillet 1791, que
 le C^l Robillard possède le Minimum de la 2^e
 classe, cest à dire, Deux mille livres.
 signé Bertezot et De Bourville.

149

Extrait Du Procès verbal
N° 1220 du Bureau de consultation des arts et métiers
Claretou Du 24. avril 1793. Nau 2. de la République
française.
2500^{fr}

Procès de consultation des arts
et métiers, après avoir étudié le rapport
de son commissaire Solomon méthode et
moyens mécaniques d'enseigner la Musique,
employés par le Claretou; considérant que
cette méthode de répandre l'instruction
musicale à grand nombre d'êtres à la
fois, est ingénieuse et d'une utilité reconnue
par les grands maîtres de l'art, le Gretry,
Gossec, Sauvageon, &c. tel qu'il a
été justifié par le certificat honorable
de un citoyen, M. N'ari, conformément
à la loi du 12. juillet 1791, que le C.
Claretou mérite le Medium de la
2^e classe des Récompenses
nationales, c'est à dire, Douze mille
Cinq cent livres.

Sigé Barthollet, Président
Trouille, secrétaire f.

C
Extrait

92° 172. Du Procès-Verbal du Bureau
de Consultation des Arts et Métiers,
De Grare Du 1. Mai 1793. 1^e An Du Sième
2500th de la République française.

Le Bureau de Consultation des
arts et métiers, après avoir entendu le
rapport de son Commissaire Sculier
Travaux du J. De Grare, auteur de
Moules entières pour toutes les Statues
en Bronze; considérant que ceux qui
s'ouvrent à un art aussi difficile,
à un art pour ainsi dire National,
puisque c'est aux Nations Sculier
qu'il appartient de faire de grandes
Statues de bronze, ne peuvent pas
espérer d'y être employés toute
leur vie, puisque les occasions d'exercer
ce genre de talent sont rares; est
d'avis que le J. De Grare adroit
aux Récompenses Nationales et
qu'il mérite d'obtenir le Médium
de la Seconde classe, c'est à dire,
Deux mille cinq cent livres.

Signature Bortholler, De Grare

Extrait

Du Procès verbal du Bureau
de consultation des arts et métiers, le
N^o 256 du 11. de Mai 1793. l'an 2^e de la
République française.

Q. 113000^{fr}

Le Bureau de consultation des arts et
métiers, après avoir entendu le rapport
des commissaires, sur l'exécution d'un
pistolet à sept coups, depuis et sans
interruption, inventé par le C^o Gass, considérant
que cette arme est simple et ingénieuse n'a
la combinaison et quelle peut être fort utile
dans plusieurs circonstances, est d'avis,
conformément à la loi du 12. juillet 1791,
que le C^o Gass mérite le MAXIMUM
de la troisième classe de

Récompense nationale,
C'est à dire, trois mille livres.

Signe Beatholler, président et de
l'ordre, secrétaire. J.

Extrait

Du Procès verbal du Bureau de
N° 202 Consultation des arts et métiers,
Du 1. Mai 1793. Par le déla
Grobert République française.

1500 francs

Le Bureau de consultation des arts et métiers, après avoir entendu le rapport des commissaires relativement à l'affut fabriqué intitulé par le C. Grobert, ancien officier d'infanterie, membre de l'académie de Florence et de l'institut de Bologne, et exécuté aux frais de cet artiste, considérant que cet affut procure l'avantage de tirer avec facilité en campagne et de manœuvrer en bataille les pièces de 16. avec même agilité que les pièces ordinaires d'un moindre calibre, considérant que cette voiture peut remplir la double function d'affût et de tirer à balle et que la construction de l'affût peut être appliquée avec une économie sensible aux transports des forges et ferrons, et d'ars, conformément à la loi du 12. Juin 1791, que le C. Grobert mérite le maximum de la 1^{re} classe des Récompenses N° 3, c'est à dire, 5000 francs, de laquelle somme il sera défafquée celle de quinze cent livres que

C. Robert a déjà une grande facilité de
construction.

Signe Berthollet, Secrétaire de
l'Académie, Secrétaire.

Extrait

Du procès verbal du Bureau de
la Consultation des arts et métiers,
N° 218. Du 8 de Mai 1793 l'an II de la
République française.

~~Robert~~
~~Laplaiguière~~
4000^{fr}

Le Bureau de Consultation des
arts et métiers, ayant avoir entendu
le rapport de son Commissaire, Mme
elle mécanique Jef. Robert Laplaiguière,
considérant que cette ^{et} celle réunit au mérite
de la solidité et de la simplicité, l'avantage
de donner aux salariés une position plus commode
et d'augmenter leur paume, aussi qu'eût été les
progrès des établissements; considérant que
l'utilité de celle ^{et} celle est constatée par un
grand nombre de certificats, dont plusieurs
ont été dressés par les hommes reconnus les
plus habiles dans l'art de monter à cheval;
considérant que depuis l'année 1765 le
Laplaiguière a dirigé avec les plus grands succès

334

l'Ecole d'équitation de Saumur et qu'après
l'année 1740. il a commencé à l'empêcher
de l'approfondissement de son art,
est d'avis, au commencement à l'âge de
dix-huit ans en 1791, que le Philippe
Gérard Lapreignier, mérite le
Minimum de la Seconde classe
des Récompenses N°s, est à dire,
Dix-mille livres, et de plus
Dix-mille livres, à raison de son
âge de 71 ans, ce qui forme la
somme de Quatre mille livres.
Signé Berthotet, De Courville

Extrait

N° 257. Du second verbal du Bureau
de consultation des arts et métiers,
Dijon le 11. Nov. 1793 l'an 2. de la
République française.

Le Bureau de consultation
ayant entendu le rapport des
commissaires sur les travaux et les
inventions du Dijon, horloger,
et considérant ses efforts pour
l'approfondissement de l'horlogerie;

88

l'expérimentation qu'il a ajoutée
à l'essai appartenant des Virgules l'in des
plus propres à démontrer la justesse
aux Montres; Ses montres à secondes
le battant d'un coup. Ses est d'une manière
précise; Ses montres montres à cadran demi
circulaire pour éviter la confusion des aiguilles;
Montres qui ont obtenu l'approbation de
l'Académie des Sciences; enfin l'approbation
à laquelle il a porté l'exécution des
pièces d'horlogerie, ayant fait des
montres à secondes et à répétition de
plus petit volume. Ses montres n'ayant
que le diamètre d'une pièce de 6 sols,
et qu'elles allait avec une justesse singulière.
Le Bureau est d'avis, conformément
à l'avis du 12. juillet 1791, que cet artiste
ingénieur mérite le Maximum des
Récompenses Nationales de la seconde
classe, le montant à trois mille
livres lesquelles avec le Minimum de
la même classe, auquel il a droit aux
termes de la loi, ayant 60 ans passés,
formeront une somme de cinq mille livres.
Signé Bertyolles de Trouville.

Extrait

N° 215. Du Procès-verbal du
Bureau de consultation des
Boisbardiaux et métiers. Du 15. Mai
300^e S. S. L'an 2^e de la République.

Le Bureau de consultation des
arts et métiers, après avoir entendu
le Rappoport de son Commissaire
Lendam à auverdo au p. Boisbard,
Saulx-leuc, au secours provisoire
en attendant qu'un examen fourreable
puisse permettre aux Commissaires
de faire un Rappoport définitif
pour la présentation à la réunion
provisoire ; Considérant que
le p. Boisbard a travaillé depuis
longtemps avec un zèle dignes d'un
homme de bien et surtout digne
d'un meilleur sort ; Considérant que
le fait tout à fait à prodigieusement
et sans faillir mérite une attention
particulière ; est d'avis, conformément
à la loi du 12. juillet 1791, d'autoriser
au p. Boisbard un secours provisoire de 300^e à
imputer sur l'arriéance que il pourra obtenir
d'après la consultation.

Signé Berthollet et Detourville

Extrait

DU BUREAU VERBAL DU BUREAU DE
CONSULTATION DES ARTS ET MÉTIERS
N° 190
RÉGION DE
RAOUL
DU 15. MAI 1793. L'AN 2^e DE LA
REPUBLIQUE FRANÇAISE.

3000^e

1000

Le Bureau de Consultation des Arts et
Métiers ayant avis entendu le rapport de
ses Commissaires, Savolet et Marais du C. Raoul;
Considérant qu'il est intéressant pour la République
d'encourager la fabrication des limes en France
pour établir la concurrence avec les Allemands
et les Anglais pour les fourrures qu'ils font
en limes; Considérant que Raoul a perfectionné
la machine propre à tailler les limes demandée
à ce service d'une manière efficace de cette
machine qui avait été abandonnée jusqu'à présent
dans toutes les fabriques; Considérant que
Raoul travaille les limes à la main ~~à la machine~~
manière à les faire préférer aux meilleures
limes anglaises; Considérant enfin que plusieurs
artistes attestent que les limes fabriquées
par Raoul sont préférables aux
limes anglaises; et d'après conformément à la
loi du 12. juillet 1791, quelles Raoul mérite
les Maximis de la 2^e Classe des
Récompenses N^o 2, c'est à dire, trois mille livres.

Sigⁿé: Berthot De Trouille

158
N° 116.

Le Roux.

Foot

Extrait du Procès verbal
du Bureau de consultation départ-émissaire,
Du ~~15~~ Mai 1793. Nau 2^e de la République

Le Bureau de consultation départ-émissaire, considérant que le Mr. Le Roux a inventé depuis longtemps tous ses mouvements à son objet d'utilité publique; que
grâce à ses travaux, les cantons incinérables,
dont il a fait des expériences suprême,
de plusieurs savants et artistes, ainsi
que les taffetas, gommés, impénétrables
s'auquel il est l'auteur, ont obtenu
de justes récompenses, est Paris, conformément
à la loi du 12 juillet 1792, d'encourager
les efforts et le génie de cet artiste
en lui accordant une somme de cinq cent
livres à titre d'indemnité des frais
d'expérience.

Sigⁿ: Béitzotter, Detrouille.

N° 111

Charanow

1000^{fr}

Extrait du Procès verbal
du Bureau de consultation départ-émissaire,
Du 22 Mai 1793. Nau 2^e de la République

Le Bureau de consultation considérant que les
fontaines épuratrices du Mr. Charanow sont d'une
construction nouvelle et ingénieuse, plus avantageuse
que celle des machines semblables antérieurement
exécutées et qu'elles ont rempli dans les villes de
Paris et de Toulouse, en grand objet d'utilité publique, est
Paris que ce projet mérite d'être admis aux récompenses
de la 2^e classe, et d'obtenir le minimum, cest à dire,
deux mille livres, ainsi que les suppléments et que la loi
accorde aux artistes âgés de plus de 50 ans qui ont de
deux mille livres.

Sigⁿ: Béitzotter et Meillier

N.° 179

Désarmod

5,000^{fr}

Extrait

DU BREVET DES BUREAUX DE CONSULTATION
DES ARTS ET MÉTIERS, DU 22 MAI 1793.
PARIS. DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE.

Le Bureau de Consultation des Arts et Métiers, après avoir entendu le rapport de son Commissaire, sur le foys économique inventé par le f. Désarmod, architecte et membre de la Société physologique des Sciences et Arts utiles de Lyon, considérant que cet artiste est parvenu à économiser à la Nation toutes les combustibles qui épargne son foys, qui est un objet d'économie considérable; considérant que le f. Désarmod, par des recherches longues, courtes et judicieuses, est également parvenu à mouvoir en toute les forges de Franklin et avec des additions importantes qui constituent celui qui porte son nom et l'arie, conformément à la loi du 12 juillet 1791, que le f. Désarmod mérite d'être placé dans la première classe des Mécanopâces Nationales, et que le Medium de cette classe, c'est à dire, Cinq mille livres, doit lui être accordé.

Signature: Bertzoller, et Millin

Extrait

Du Procès-Verbal du
N^o 215 Bureau de consultation ex ante
Cleret de Mézières, du 2^{me} Mai
1793 l'an 2^e de la République
300^{fr} Gratification

Le Bureau de consultation ayant
accordé entière satisfaction à son
Commissaire, Paul G. Cleret, auteur
d'un ouvrage prompt et économique
de faire des prévisions, considérant
que cet auteur a fait un voyage à
Paris pour renouveler sa connaissance
utile à la République, est
d'avis qu'il mérite une Gratification
de trois cent livres que ses pièces
doivent être renvoyées au
Ministre de l'Intérieur, en
l'invitant à les transmettre à la
Commission des armes, comme un
objet qui est essentiellement de
sa compétence et non de celle
du Bureau de consultation.

Signature de Buzotter, Président
et ~~Wilhelm~~, Secrétaire

Extrait.

N^o 244 Du Procès verbal du Bureau
Consultation des arts et métiers
Dixmard Du 22 Mai 1793. Par le Dr la Ch^e p^e f^e se
S. S.

300th

Le Bureau de consultation des arts et métiers ayant arrêté entre le rapport provisoire de son commissaire élu le Marquis de C. Dixmard, tendant à accorder à cet artiste la somme de trois cent livres de francs en attendant que les commissaires puissent faire le rapport définitif de cet artiste; considérant que cet artiste n'est tenu à des dépenses assez considérables pour la construction du modèle de sa machine de guerre appellée Mousqueterie à jeu d'orange et autre invention présentée par le Dr. Dixmard, est d'avis, conformément à l'avis du 12 juillet 1791, d'accorder aux Dr. Dixmard, à titre de secours provisoire, la somme de trois cent livres, laquelle somme sera imputée sur celle que pourra mériter et obtenir, lors du jugement définitif, le Dr. C. Dixmard.

Signé: Bertzotter, Millin

Extrait

N° 117. Du procès verbal du Bureau
de consultation des arts et métiers,
Boucres. du 29. Mai 1793 à l'assemblée
République française.

deux

Le Bureau considérant que le déléguément
de nombreux qui occupent une partie
considérable du sol de la France, en un des
objets d'utilité publique qui mérite le
plus l'attention du Gouvernement son
rapport sur la culture, de la salubrité
de la Navigation intérieure; que parmi
les hommes éclairés qui ont le plus travaillé
à former l'opinion publique à cet
égard, le G. Boucres s'a, sans contredit,
le mieux servi l'agriculture française par
ses écrits et par ses exemples; que le
déléguément qu'il a opéré, particulairement
celui de la Vallée d'Auge, et celui auquel
il travaille en ce moment dans celle de la Seine,
sont de ses loges et les encouragements du
Gouvernement; regrettaient de ne pouvoir récompenser
le G. Boucres ses bons fonds dont la distribution
lui est dévolue par la loi du 12. Juin 1791,
l'Assemblée législative ayant attribué un
fonds annuel de 100000 francs pour encourager
les travaux agricoles, a été d'avoir d'envoyer
au Ministre le rapport des lettres du G.
Boucres aux Récompenses Nationales afin
de lui faire connoître son opinion sur l'importance

des opérations pour le perfectionnement
de l'agriculture et du commerce, en
l'autant à lui faire obtenir une
récompense qui répondra à la grandeur
 Nationale et aux importans travaux
de cet estimable Citoyen.

Sigé: Beethotter, et Meillier J.

Extrait du Procès

Verbal du Bureau de consultation devant
N° 175 de Metz, le 29 Mai 1793. Par
Assise
Léonard

Le Bureau de consultation ayant
1000^{fr} reçu le rapport de son Commissaire
sur les travaux sur l'assise de l'école
pour perfectionner les baromètres, les
thermomètres et autres instruments de physique,
et considérant les efforts et le pain
qu'il a fait pour l'arrangement, a jugé
qu'il était convenable de lui accorder
suivant fonds des Récompenses Nationales
une somme de Mille livres qui, avec les
cinq cents livres précédentes, qu'il a déjà
reçues, formeront une somme de quinze
cent livres en indemnité pour le
Dépenseur qu'il a fait.

Sigé: Beethotter, et Meillier J.

Extrait

N° 179. Du procès verbal du Bureau de consultation
Désarmé. Son extrait ci-dessous, du 5 Juin 1793.
6000^e mention l'an 2^e de la République française.
Honorable

Le Bureau de consultation, ayant
eu avis d'entendre la déclamation de
M. Désarmé et la lettre d'envoy du
Ministre de l'intérieur suivant
moté du Bureau, en date du 22. Mai
1793. concernant le projet économique
d'uf. Désarmé; l'objet laissons de l'libération;
le Bureau, sans avoir regard aux
motifs allégués par le Ministre
l'intérieur; mais considérant de nouveau
les moyens d'exécution en force éprouvée les
projets d'uf. Désarmé, moyens difficiles
et inutiles jusqu'à ce jour dans les
forges et auxquels l'artiste Désarmé
n'est parvenu qu'à force de nécessité
de dépenses et de constance pendant
plus de 4 ans d'assiduité. Considérant
que le projet économique d'uf. Désarmé a bien,
à la vérité, le même but que celui de
franklin appellé projet de puissance;
qui a reçu aussi dans son main des
perfectionnements très sensibles; mais que par
les différences très bien établies dans le
mémoire en déclamation d'uf. Désarmé,
il résulte incontestablement que le projet
d'uf. Désarmé est intérieur à tous les
avantages d'économie et de salubrité

169

qui caractériseue l'originalité de l'invention
et l'utilité publique dont il est
pour l'économie que il procure
plusieurs Combustibles ; est d'après,
conformément à la loi du 12. juillet
1791, que le cit. Desarnod mérite le
Maximum de la 1^{re} classe des
récompenses Nationales, c'est à dire,
six mille livres, et la mention honorable
signé : Berthollet et ~~Millot~~
Jumelin

N° 2211 *Extrait du procès*
Dumotiez *Verbal du Bureau de Consultation des*
Groot *arts et métiers, du 3. juillet 1793. l'an 2^e de*
la République française.

Le Bureau de Consultation, considérant que
le cit. Dumotiez est auteur d'une machine
de compression dont l'usage important dans les
expériences de physiologie n'a été encore aussi
bien employé que dans une machine comme ;
que il a apporté dans la construction de beaucoup
d'autres machines de perfection tout en leur
simplifiant qu'en rendant les résultats plus
sûrs ; qu'il a trouvé des moyens de faire toutes
ces machines à la portée des physiciens peu favorisés
de la fortune et diminuant les dépenses de leur
fabrication sans faire à l'opinion de leur effet ;
que il a contribué à balancer la concurrence de
l'Angleterre dans ce genre de commerce chez les
nations étrangères ; et à Paris, conformément à la
loi du 12. juillet 1791, que ce citoyen mérite le
maximum des récompenses. N. d. l. de la 1^{re} classe, c'est à dire
six mille livres, signé Berthollet, ~~Millot~~
~~Jumelin~~

N. 225

Ribauvau.

Avril

Extrait du procès-verbal

Verbal du Bureau de consultation
des arts et de l'industrie, du 12. juill.1793. L'an 2^e de la République

Le Bureau de consultation ayant arrêté d'adopter le
Rapport des Commissaires sur les travaux d'art de Ribauvau, l'Académie, considérant que ces artistes, qui appartiennent à la province avec beaucoup de celle de l'Académie de l'Industrie, et de distinction —
fondant sur l'assurance amicale à Abbeville, a dirigé
uniquement les leçons vers l'instruction des artistes ;
qui sont des circonstances qui l'ont forcée à abandonner
l'établissement qu'il avait dans cette ville,
pour les dépenses auxquelles les pouvoirs qu'il a donné
l'avaient entraîné ; que les cours que M. Ribauvau
avait donné publics sont très nombreux ; que le travail
fait, pour l'industrie avec le Doiral, a été
juge digne pour l'Académie de partagé le
prix en 1777 ; que M. Ribauvau s'est aussi
occupé de l'art du joly, à trois chevaux
plusieurs autres artifices, tels que une
station, de l'agriculture &c. qu'il a
fait un peu de la lenteur, tant pour
son histoire naturelle, son analyse, son exposé
de toutes les forces domestiques et dans les arts
et manufactures, &c. Considérant enfin que la
Province de l'Académie d'Amiens a été usagée
des expéditions, Essaillages et affinages, —
imprimées chez Guisson, à Paris, en 1786, —
qui n'ont pas été publiées, le non-emploi
ou facilité aux artistes, qui travaillent dans les
matières d'or et d'argent, l'intelligence de
différents procédés particuliers dont la connaissance
était alors généralement ignorée ; est l'avis,
Conformément à l'avis du R. J. le 1^{er} juill. 1791, que
M. Ribauvau, pour tous les cours que il a publiés
dans qu'il se propose de publier, et surtout pour
les lumieres qu'il a répandues dans les arts, vers
lesquels il a dirigé ses occupations, mérite le
Minimum de la 1^{re} classe des Récompenses. Il est à dire,
quatre mille livres.

Signé Basset et Gamelin.

Extrait

N° 105. Duprojet verbal du Bureau de consultation
versant et mises du 19. Juin 1793. Plan 2.
Campmas de la République française.

5000.

Le Bureau de consultation des arts et métiers,
 opéré par le rapport des commissaires
 sur les inventions et trésors de la Campma
 entrepris sur la Loire pour la campagne
 des armes d'Amboise ; considérant que cet
 ingénieur a vantagéusement connu nos usages
 opérations ingénieries, a développé
 l'art d'établissement des moulins à marins
 l'ain qui a soufflé les forges pour
 cet objet, beaucoup de talents, et de
 connaissances de son art ; considérant que le
 nouveau et établissement n'a pas dépendu
 de cet artiste ; mais de circonstances particulières
 et étrangères qui sont peines le contraire
 ainsi qu'il résulte du rapport verbal de
 M. N. les officiers du district, de la
 Municipalité, des juges du tribunal de justice
 ensemble, des administrateurs et juges de
 paix de la même ville, au département
 de l'Indre et Loire, est d'avis, conformément
 à l'ordre du 12. juillet 1791, que le Campmas
 mérite le Médaille de la 1^{re} Classe
 des Récompenses N.les, c'est à dire, la somme
 de Cinq mille livres.

Siglé : Bontzoller et Mellinghoven

Extrait

N° 2011 Du Livre verbal Du Bureau de
Consultation des arts et métiers,
Jeanne
Zoë Du 19 Juin 1793. Par le 2^e et la Rép. 1^{re}

Le Bureau de consultation des
arts et métiers, après avoir entendu le
Rapport de ses commissaires sujets,
Jeanne. Considérant que cet artiste est
auteur de plusieurs inventions relatives
à l'art militaire et notamment d'un
Chao de Guerre, en qui il s'est présenté
au Bureau de consultation dans le
mois de Juin 1792. c'est à dire, avant
l'époque où le Bureau s'est
interdit l'examen des inventions de
ce genre; est d'avis, conformément
à la loi du 12. juillet 1791, que
les. Jeanne, en qui il a reconnu
de bonnes ruses et beaucoup de
gile pour la pose publique,
moitié des maximum de gratification,
C'est à dire, trois cent livres, ce qui,
en ajoutant Deux cent livres, +
son bénéfice de l'âge, les.
Jeanne ayant soixante trois ans,
fera la somme de cinq cent livres.
Signé: Barthotte. ~~Audierin Jaudin~~

169

Extrait

N° 164 Du procès verbal du
Bureau de consultation des arts et métiers,
Éocque Du 19 Juin 1793. (du 2^e de la
République française.)

300.th

Le Bureau de consultation des
arts et métiers, après avoir entendu
le Rapport de son Commissaire
Julie C. Eocque, ; Considérant que
Cet artiste est auteur d'une verrue
de fermeté. Simple et grande pudeur;
est d'airin, conformément à la loi
du 12. ybre 1791, que le C.
Eocque mérite le Maximum
de Gratification, c'est à dire,
Trois cent livres.

Signé : Béthollet, Secrétaire
et ~~Guérin~~, Secrétaire

Extrait

N° 178
Hugaud
4,000^f

DU Procès verbal du Bureau de
Consultation des arts et Métiers, du
26 juillet 1793 l'an 2^e de la République française.

Le Bureau de Consultation des arts et Métiers ayant entendu le rapport des six commissaires sur les travaux du cit. Hugaud de Lyon, considérant que cet artiste est auteur d'une machine nouvelle propre à creper les gazes voiles, laquelle réunit dans sa simplicité la perfection de l'ouvrage à la célérité; que la publicité de ce mécanisme est sincèrement désirée à Lyon et que l'inventeur lui-même l'offre, afin d'affranchir notre industrie de l'ancien tribut qu'elle paye à la ville de Bologne; Est d'avis Conformément à la loi du 12 juillet 1791, que le citoyen Hugaud Merite le Minimum de la première classe de l'Écompenze de la Nationale, c'est à dire Quatre mille francs.

Signé: Berthollet ^{général}
Secrétaire

Extrait

N° 243.

V. Pichon

300⁴
S. P.

Du Procès verbal du Bureau de Consultation
des arts et Métiers, du 26 juin 1793. Par
l'Assemblée de la République française.

Le Bureau de Consultation des arts
et Métiers après avoir entendu le rapport
provisoire de ses Commissaires tendant à accorder
à la V^e Pichon la somme de trois cent livres
à imputer sur la récompense que cet artiste
pourra obtenir lors de son rapport, définitif,
considérant que la nécessité où se trouve cette
œuvre est très urgente; et que le rapport de l'
objet qu'elle a présentée ne pourra être fait
au Bureau qu'à sa date, qui est encore éloigné
est dans l'accordé provisoirement à la V^e Pichon
la somme de trois cent livres à imputer sur la
récompense que pourra obtenir par la suite
cet artiste, fait au Bureau de Consultation
des arts et Métiers à Paris le 26 juin 1793.
Par l'Assemblée de la République française

Signé, Berthollet, président
et quelq^us Secrétaires

Extrait

N.º 182
De l'orthé

Du Procès verbal du Bureau de Consultation
des Arts et Métiers du 26 juin 1793. L'an
2^e de la République française.

Le Bureau de Consultation après avoir entendu le Rapport de son Commissaire sur les travaux et la demande du C. de l'orthé relativement au tempérament nouveau ou intercalation d'une note qu'il propose d'introduire dans la Gammme à cet effet; après avoir maturement délibéré sur la nature de la proposition et demande du C. de l'orthé, quoique cet artiste, à la vérité, propose d'exécuter un instrument à clavier sur lequel seroient tendues des cordes de trait d'or pour une plus grande justesse et perfection de son système; le Bureau malgré ses désirs exprimés par l'illustre Musicien Célébre qui en ont donné leur Certificat à l'auteur qu'il a joint aux pièces par lui produites; est d'avis que l'objet présenté par le C. de l'orthé est un système purement théorique, et par cela même qu'il n'est pas de la compétence du Bureau de Consultation des Arts et Métiers, et qu'en conséquence il doit être renvoyé au Ministre de l'Intérieur.

Sigé, Berthollet. C. Jumelin Secrétaire

173

E. W. Tracy

N. 1115. *Sur mon avis pour verbaliser la partie
de la consultation des anciens criminels
du 10 juillet 1793. à l'ordre du R. G. de
la police.*

60000.

Le Bureau de consultation, ayant arrêté
entendu le rapport de son Commissaire sur
l'initiation et l'exécution de l'animosonde par
les C. C. Seznell et Eiziki, auteur de
l'instrument; Considérant qu'il animosonde,
pro la Grotte, la tempe et le ruisseau
des fous, est un nouveau succès dans les
arts mécaniques et particulièrement
de la Lutherie. Dont il augmente les
relations et le commerce; Considérant
encoutre lestratagies Suivies préable
et dispendieuses des C. C. Seznell et Eiziki,
qui ont emploie plusieurs ramées
et beaucoup d'argent à la réussite de
leur entreprise; est d'avis, conformément
à l'avis du 12. d'août 1791, que les C. C.
Seznell et Eiziki méritent le
Maximum de la première classe
des Récompenses Nationales, c'est à
dire, six mille francs.

Signé filtre, frisot. et
Lumelin secrétaire

174

N° 2119

Ruby.

300⁰

Extrait Du poème
verbal Du Bureau de consultation
des arts et métiers, du 21 juillet
1793. L'an 2ème de la République.

Le Bureau de consultation des
arts et métiers, a bien arrêté entendu
un rapport prioritaire suivi de
Ruby. Rapport demandé à faire
accordéo à amélioration un
feuille prioritaire de trois ans.
Considérant que cet artiste est autant
d'un person en tant que tout la
construction est très ingénieuse et
qu'il a, en outre, présenté au
le plan d'une machine et celle
d'un fabriquant qu'il n'espérait
exécuter si le Bureau ne lui
accorde un prioritaire; est
d'avis, conformément à la loi
du 12. juillet 1791, que le C.
Ruby mérite un feuille prioritaire
de trois ans à équiper
suivi d'indemnité pour il
sera jugé digne.

Siglé L'Institut, Président
et Secrétaire.

N° 192

Laine

300.^t

173

*Extrait du procès verbal
du Bureau de consultation des arts
et métiers, Du 24 Juillet 1773. l'an 2 de
l'Indépendance de la France.*

Le Bureau de consultation des arts et métiers ayant entendu un rapport prévisionnel de M. Laine, mécanicien du génie; — Rapport tendant à demander la somme de 300.^t ; — Considérant que cet artiste est auteur de plusieurs inventions dans lesquelles il n'a pas encore été possible de faire un rapport définitif; Considérant que M. Laine a plusieurs enfaux sous le nom au service de la Nation et qui s'est trouvé réduit à l'état le plus malheureux et ayant perdu la vue et ne peut subsister que par la miséricorde de sa famille, est à Paris, conformément à l'avis daté du 24 juillet, d'accord avec M. Laine un devis de 300.^t à imputer à la récompense dont il pourra être jugé digne.
Signé Sarrastre; Jumelin.

Extrait du procès verbal

du Bureau de consultation des arts et métiers, le 17 juillet 1792 à la veille de la République française.

Le Bureau de consultation des arts et métiers, après avoir entendu le rapport des ses commissaires au sujet des armoires de M. Meigneron, considérant que cet artisan a trouvé, pour l'amélioration des bois de toute espèce, des procédés dont la plus grande partie a été connue jusqu'ici, a été constatée par un grand nombre d'expériences, qu'il est heureusement parvenu à soumettre des pièces de portes dimensions à la fourbure, qui jusqu'à lors n'aurait été employée, depuis les Grecs jusqu'aux Anglais, qu'à des objets; Considérant qu'en la réunion de ces deux moyens il a su tirer un nouveau système de construction applicable à tous les genres d'architecture en bois, système qui présente à la fois économie, élévation, solidité, légèreté et facilité de réparation pièce à pièce les divers voûtements, système dont les avantages ont été prouvés par l'import d'une seule arceau de bois dans l'ouverture exécuté à Bordeaux en 1787, lorsque l'autre, dans un projet qui a obtenu la préférence par 15 autres, au jugement d'une commission d'artistes, offerte faire servir au remplacement d'un portail rouge par une seule arceau de 192. pieds d'ouverture; Considérant enfin que les recherches, les expériences

pendant cinq années et les voyages de cet artiste, ont exigé de nombreux sacrifices, est Paris, conformément à la loi du 12 juillet 1791, quelle Migneron mérite le Maximum de la 1^{re} classe des Récompenses. Mes C'est à dire, Six mille francs
signé : Filrestre et Jamelin. J.

11^o 126.

Le. Extrait

Canaléoglo. D'après le verbal du Bureau de consultation des arts et métiers, ayant arivoi entendu le rapport des deux commissaires concernant le C. Canaléoglo, Considerant que les expériences répétées faites par ce citoyen n'ont pas été le succès qu'il avait annoncé, estime qu'il n'y a pas lieu de lui accorder, quant à présent les nouveaux encouragements qu'il sollicite, et qu'en conséquence les pièces servent, jointes au présent rapport, et renvoyées au Ministre de l'intérieur.

Le Bureau de consultation des arts et métiers, ayant arivoi entendu le rapport des deux commissaires concernant le C. Canaléoglo, Considerant que les expériences répétées faites par ce citoyen n'ont pas été le succès qu'il avait annoncé, estime qu'il n'y a pas lieu de lui accorder, quant à présent les nouveaux encouragements qu'il sollicite, et qu'en conséquence les pièces servent, jointes au présent rapport, et renvoyées au Ministre de l'intérieur.

signé : Filrestre et Jamelin
secrétaire —

N° III

Adrien de
Larize

5000!

Extrait

Duprojet verbal du Baraude
Consultation des arts-créatifs
Du 21 Juillet 1793 l'acte de la
Société des amis indissoluble

Le Baraude consultation des arts-créatifs
apres avoir entendu le rapport de ses
commissaires pour la fabrication d'un ordre de
Rêve, j'en, Condorcet, l'amiens; Considérant
que cet artiste, dès l'année 1781, a établi une
mécanique propre à tendre les drapés
les plis et autres étoffes étrangées; que l'adoption
de cette machine en appuie toute l'utilité;
qu' depuis, l'auteur l'est occupé à l'adoucissement
plus d'extension et qu'il a exécuté le modèle
en grand d'une machine appropriée à la tente
des Draps et autres étoffes larges; que cette
machine accorde les suffrages des fabriques;
Considérant aussi qu'il est nécessaire de
projeter ce mécanisme en France autant que
ceux de même genre à l'ouest en Angleterre;
Considérant enfin quelle école, les Jacobins
et l'Honorable indigence, l'uf. adrien
De Larize lui demanda d'ajuster droit
aux Récompenses Nationales, est l'amiens,
Conformément à l'acte du 12 juillet 1791,
que cet artiste mérite le médium de
la 1^{re} Classe, c'est à dire, cinq mille francs.

Le Baraude en outre que le ministre
de l'intérieur sera invité à faire transporter,
le plus tôt possible au dépôt national des
machines, une de ces machines, le modèle construit
à amiens aux frais d'engouement et d'ordre
du directeur du dépôt de la somme est
jusqu'ici demeuré ordien.

Signe Silvain et jumelin

N° 174

Gouault de
Monchaux

3000^{fr}

Extrait du procès

179

Verbal du Bureau de Consultation
des arts et métiers du 31 juillet
1793. l'an 2^e de la République
Française, une et indissoluble.

Le Bureau de Consultation des arts
et métiers, ayant arrois entendu le rapport
de ses commissaires, su les travaux du
C. Gouault de Monchaux, fils; —
Considérant que dès l'année 1783, cet
artiste, proposoit à l'Académie les suivants
funestes qui résultent de la rupture
d'une des Essieux, des grosses
voitures, a proposé un moyen simple
dont l'efficacité a été constatée par de
expérience en grand faites sous les yeux
de l'Académie des Sciences; que
depuis il a imaginé de remplacer
la Citerelle surrècre par un genou
qui diminue l'effet des chocs; —
Considérant enfin, que le rôle de ce
jeune artiste est digne d'eloges et
d'encouragement; essentiel, conformément
à la loi du 12^e fr^{bre} 1791, que le
C. Gouault de Monchaux, fils, doit
être placé dans la seconde Classe
des Récompenses M^{es}, et qu'il en
merite le Maximum, c'est à dire,
Cinq mille livres.

Sigéé fit restre et jumelin

N° 185.

Mathis

3000,00

Extrait du procès-verbal du Bureau de Consultation des arts et métiers, pour l'arbitrage Mathis, du 31 juillet 1793. L'an 2ème de la République française une et indivisible.

Le Bureau de Consultation des arts et métiers, ayant arivoi estendue le rapport de son Commissaire suol, établissement du métier à la cot fourré, du C. Mathis dans les villes de Troyes et de Rouen. L'établissement consiste à un grand nombre de certificats tant des corps administratifs de ces villes, que de plusieurs fabricans domiciliés; considérant que le C. Mathis, pour établir son métier dans ces villes, a été obligé de faire plusieurs voyages et des dépenses assez considérables, est d'avis qu'il mérite une somme de trois mille livres pour frais d'expédition, les voyages et l'établissement de manière.

Sigéé jurostre et jumelin

Extrait

N° 117. *Recueil*
 *Le 6 juillet 1793. L'an 2. de la République
 française une et indivisible.*

Le Bureau de consultation des arts et métiers, ayant reçu en date du 1^{er} juillet 1802, les rapports de ses commissaires devant la concurrence au Concours, a été décidé d'envoyer au Bureau des mathématiques et d'astronomie à l'Académie des sciences d'Amiens de Lyon, le Maximum de la Seconde Classe des Recherches nationales, se montant à trois mille livres tant pour ses différentes machines et inventions que pour les bestiaires pour armes les plus médiocres, les artistes, le citoyen ayant fait même à ce sujet plusieurs vues et autres plans complets de machines pratiques en 12 livres à l'usage de ces artistes ; l'objet mis en délibération, le Bureau a considéré tout ce qui fait corps avec la partie de l'Académie de Lyon pour son service public ; considérant ses différentes inventions et autres bon moyen à lunette,

Hollande, et souvoit de l'application de la
 machine à feu pour faire tourner des
 meules, pour moulin d'apain, projet
 Couronne en 1769 par l'Académie. Pour
 Nous nous veulions, considérant en
 outre tout ce qu'il a fait, pour éclairer
 les artistes en songeant plusieurs
 ouvrages pour leur facilité
 l'intelligence des parties des matériaux
 nécessaires à la pratique de
 leur art, ouvrages qui seraient imprimés
 si ces fautes le lui avaient permis;
 le Bureau d'aris, conformément
 à l'aloï du 12. juillet 1791, que le
 ci-joint mérite le maximum
 de la seconde classe qui avec le
 minimum de cette classe, atteint
 son âge de 60 ans, passés lui
 formeront une somme de cinq-
 mille livres.

signé Jérôme Buisot et Javelin,
 secrétaire.

N° 2118

Verbal du Bureau de consultation de
 l'Académie
 avec les Métiers, du 7. aôut 1793.
 S. S. 500. l'an 2. de la République française
 une et indivisible.

Le Bureau de consultation de
 arts et métiers, a pris aviso entendu

la demande faite par le Commissaire
d'un Seigneur, pour visiter en farouc du
La Lande, au bout d'un sujet demandé au
Cabestan qui a déjà obtenu le s'loger
de l'Académie des Sciences, est d'arriver
d'autre part à ce fitoyer une somme de
Trois cent livres qui, avec le supplément
de deux cent livres, au bout d'artie
du Négligement pour le bénéfice de
l'âge, l'autre ayant 67 ans formera
la somme de Cinq cent livres laquelle
somme sera imputée au lauréat à l'ouverture
que le G. La Lande pourra obtenir
dans la suite sous l'intercession de son
nouveau Cabestan.
Signé filestre Jumelin.

N° 953

Wallet
Maximum
des Gratifications
300⁰⁰

Extrait

D'après un verbal du Bureau de consultation
des arts et métiers du 7. juillet 1792. Il a été
dit de la M. p. se une éminente

Le Bureau de consultation des arts
et métiers, approuve la somme d'au moins que le G.
Wallet est un artiste estimable auquel les
circonstances ont fait éprouver de grandes
pertes, et que son intérêt pour le touffet
en un instant le pousse à demander est
utile et d'un emploi facile, et parait être
d'un effet plus sûr et plus prompt que
les autres inventions semblables; il décrira
qu'il mérite le maximum des gratifications.
C'est à dire, Trois cent livres.

Signé filestre, Jumelin

No. 005

Campinas 6000!

Extrait

Dupowier resbal du Bureau
Consultation des arts et métiers du
7. avr. 1793 l'an 2^e de la République
française une cindisible.

Le Bureau de consultation des arts et
métiers, après avoir entendu le rapport de
ses commissaires sur les inventions,
travaux, que toutes demandes, projets
et réclamations du Cammas, ingénieur
électro-mécanique ; considérant que l'artiste
s'est illustré pendant trente ans avec autant
de zèle, d'intelligence, que d'activité à
l'étude électro-mécanique, d'un art difficile,
qui il est de l'intérêt national d'encourager
plusquejamais ; considérant que
l'ingénieur Cammas a vécu chevauché
avec succès la partie mécanique de
l'établissement des aires d'Amboise,
ce qui lui a mérité les témoignages
honorables qu'il a obtenu, et qui
sont gravés dans des journaux
verbaux signés des administrateurs,
officiers municipaux de la ville
d'Amboise qu'il a visité, avec
expériences et constaté l'excellence et
la réussite des machines de cet
ingénieur ; et l'avis, conformément à
l'avis du 12. juillet 1871, que le
M. Cammas, ingénieur électro-mécanique,
mérite le maximum de la première classe
des Récompenses Nationales, c'est à dire,
soixante mille francs.

N° 194.

Extrait

Monnet.

Du Procès Verbal

185

2500⁰⁰ Du Bureau de consultation des arts et
métiers, Du 28. octobre 1793. Pour la
République française une et indivisible.

Le Bureau de consultation des arts et métiers,
après avoir examiné le rapport de son
Commissaire sur une nouvelle méthode
de Blanchissage proposé par le G.
Monnet; Considérant quelques avantages
de cette méthode pour attestés par deux
expériences faites en grand, l'une en Mar-
silly. Tous les deux de commissaires de la
l'Académie des Sciences, l'autre
en Bretagne. Des deux le rapport
Ministre aux administrateurs des hôpitaux;
Considérant en outre quelques malices
qui composaient la Blanchisserie
de Berry, peuvent être beaucoup perfectionnées
tant pour la facilité que pour l'économie
et la promptitude du Blanchissage;
Ce que le G. Monnet; est d'avis, conformément
à la loi en 1791, que le G. Monnet
mérite le médium de la 2^e classe
des récompenses n^os, c'est à dire, Deux
mille cinq cent livres.

Sigⁿé Jules-^{re} Fréd^{er} Jumelin juge

N° 156.

Bobillie

Sp. 300.

Extrait du Procès

Verbal Du Bureau de Consultation
des Arts et Métiers, du 4 juillet 1793.
l'an 2^e de la République française
une et indivisible

Le Bureau de Consultation des
Arts et Métiers, après avoir entendu le
rapport de ses Commissaires tendant
à accord de M. Bobillie horloger un
Secours provisoire de trois cent livres,
considérant que cette somme pourra
aider l'artiste à mettre à perfectionnement
certaines pièces soumises au jugement
du Bureau, est dans l'accord au
Citoyen Bobillie horloger la somme
de trois cent livres à titre de provisoire,
à imprimer sur la somme qu'il pourra
obtenir lors de son rapport définitif,
des objets qu'il a présenté au Bureau.

Sigé Silvestre, Présid^t Jumelin, Secré

Extrait du Procès-Verbal

N^o 126.

Le Bruu.

2,500^{fr}

du Bureau de consultation des Arts et Métiers, du 12. juillet 1793. l'an 2^e de la République françoise une et iné divisible.

Le Bureau de Consultation des Arts et Métiers, après avoir entendu le Rapport de son Commissaire tendant à accorder au Citoyen Le Bruu, Mécanicien, le Medium de la 2^e Classe des récompenses nationales, se montant à deux mille Cinq Cent livres, pour la Machine à Satinier les Toiles peintes qu'il a imaginée. L'objet mis en délibération, le Bureau considérait la nouveauté de cette Machine, propre à Satinier en long ces Toiles peintes, la manière ingénieuse dont elle est construite pour Satinier & tourner l'effet qu'elle doit produire pour ce Satinage. Considérait les avantages qui peuvent en résulter, cette opération se faisant beaucoup plus facilement avec cette Machine que quand on la fait à bras, considérait enfin que le Satinage en long qu'elle produit donne aux Toiles peintes un plus bel oeil et un plus beau lustre et que différents Mécaniciens ont échoué dans le projet d'en faire qui eussent le même avantage de Satinier en long; le Bureau en avis, conformément à la loi du 12. juillet 1791, que le Cit. Le Bruu mérite le Medium de la 2^e Classe des récompenses nationales de montant à deux mille Cinq Cent livres. Et comme le malheureux a voulu que la maladie dont il étoit déjà attaqué, lorsqu'il a présenté cette machine au Bureau de

Consultation, l'ait entendu pendant l'examen
et les recherches nécessaires pour prononcer
avec connoissance de cause sur sa nature
et ses avantages, cette somme de Deux
mille Cinq Cent livres est due à ses
héritiers, comme cela a été déjà reconnu
et pratiqué dans des occasions semblables.
Signé Silvestre Président; Jumelin Secrétaire.

N° 226.

Merklin laine.

5,000.

Extrait du Procès-Verbal
du Bureau de Consultation des Arts
et Métiers, du 4. juillet 1793, l'an 2^e
de la République française une et indissoluble.

Le Bureau de Consultation des Arts et
Métiers, après avoir entendu le Rapport de
ses Commissaires sur les objets présentés
par le Cit. Merklin, l'aîné; et considérant
que cet Artiste, riche depuis long-tems
au nombre des mécaniciens distingués, est
auteur de plusieurs machines ingénieuses
et utiles, qu'il a bien servi individuellement
l'humanité dans la personne du Malotot
Sortet auquel il a remplacé la maxilloire
naturelle emportée par un Coup de canon,
par une maxilloire artificielle qui a obtenu
l'approbation de l'Académie de Chirurgie,
qu'enfin il a rendu à la Société un service
d'une utilité générale, en inventant et
proposant de nouvelles trappes qui mettent
le public à l'abri des accidents fâcheux
qu'occasionnent souvent les trappes
anciennement usitées pour fermer.

188

l'ouverture des Egouts, et des Conduites d'Eau
répondue dans Paris est d'Avoir que le Cts.
Merklin mérite le Maximum de la 2^e Classe,
des récompenses nationales, c'est à dire,
Trois mille livres, ce qui joint au Minimum
de cette même Classe, c'est à dire, Deux mille
livres, en faveur de son âge, et Artiste étant
exagérément, formera une somme de Cinq
mille livres.

Sigé Silvestre, Président; Jumelin,
Secrétaire.

N^o. 229.

Mathieu

3000^{fr.}

Extrait
Du Procès verbal du Bureau
de Consultation des arts et métiers,
Du 11-7-1793 l'an 2^e de la République
Française une extréme.

Le Bureau de Consultation des
arts et métiers, considérant que les ouvrages
du Mr Mathieu amontent un mécanisme
ingénieux; que les trois lettres mécaniques, dont
un a été exécuté en grand avec succès, et les
autres ne peuvent manquer de répondre aux
besoins de l'auteur, et tout des inventions utiles,
pour prêter à soulager les malades, à faciliter
l'administration des Secours dont il a le
besoin, et pour courroier aux infirmes et
succourir d'autant plus généreusement que leur
vie est plus précaire et leur existence plus
douloureuse; et d'après, conformément à l'avis du
19-7-1791, que ces artiste mérite le maximum
des Récompenses de la 2^e Classe, testam.
Signé Silvestre, Secrétaire.

N^o 170. *Extrait*
 Du Procès Verbal du Bureau
 Sandosle de Consultation des artistes
 Gendre. Du 28. Août 1793. à l'Assemblée
 9,000^{fr.} République française une et indivisible.

Le Bureau de Consultation des artistes, ayant entendu le Rapport de son Commissaire tendant à audience au C^{te} Sandos Le Gendre, horloger, le Medium de la 1^{re} classe des Récompenses N^o 1. Se montant à Cinq mille livres pour ses différentes machines qu'il a imaginées tant en horlogerie qu'en d'autre partie; L'objet mis en délibération; Le Bureau considérant que les efforts que cet artiste a faits pendant une longue carrière pour perfectionner une partie importante de l'horlogerie. Savoir: celle qui est ouverte du mécanisme et des fabrications des montres à trois parties. Souvent et régulièrement les heures et les quartiers, et des montres à l'égérition et autres dérogences; Considérant qu'il a imaginé des constructions de ces montres à trois parties qui, outre les heures, soumet et régularise les minutes de 5 en 5. Ce qui n'avait pour avantage été fait jusqu'ici: Qu'il a également

196^a

imaginé des Cadreatures. De mouvoir à répétition
qui répétent non seulement l'heure, mais
enore les minutes. De Cinq en Cinq; qu'il
a fait de même des Cadreatures très-
bien entendue pour mouvoir. Dont
la complication rendait leur mécanisme
très difficile à imaginer; mais qui tout
exécutent leurs effets avec beaucoup de sûreté.
Considérant que ces diverses machines
et inventions ne peuvent être qu'utiles
et vantageuses au commerce de l'horlogerie
de la République; Enfin, Considérant
que l'invention plusieurs autres machines
dans d'autres genres notamment une serrure
à Compteur d'une espèce tout à fait
nouvelle, approuvée par la Cidérance
de l'Académie des Sciences, et une horloge
sans fin. Dont l'application peut
être vantageuse dans plusieurs
occasions. Le Bureau et l'art
Conformément à la loi du 12 juillet 1771,
que le C. e. Sandos mérite le Médiun
de la 1^{re} classe des Récompenses
des Semontants à Cinq mille livres
qui, avec le Médiun de cette classe,
de Quatre mille livres, que la loi lui
auroit au vertu de son âge, au dessus
de trente ans, cet artiste en ayant
73, formeront une somme de
Huit mille livres.

Signature de l'artiste

J. J. Jumelin

Félicité. f.

Extrait

N^o 269. Du Procès-Verbal du Bureau de
Consultation des Arts et Métiers du 11. ybre
Séelong 1793 au 22 de la République française
une et inéssible.

1000. Bureau de Consultation des Arts et Métiers après avoir entendu le rapport des seurs Commissaires concernant le s. Séelong, considérant que ce citoyen, indépendamment des distinctions qu'il a faites à l'Hôpital de Gorée et relativement à la salubrité de l'eau, de l'air, de la nourriture des malades et des nombreuses observations météorologiques et d'histoire naturelle qu'il a faites avec assiduité et intelligence pendant un séjour de 30 mois dans l'île de Gorée et au Sénégal, a dévoué dans la première de ces îles, l'existence de la pouzzolane qui y était ignorée, qui il a employée dans la pouzzolane au rétablissement et à la réparation des citernes de l'île qui couvraient une eau potable et salubre ; que par là les habitants, qui sont au nombre de 1500 et la garnison de l'île, ainsi que les équipages des bâtiments mouillés dans la rade, ne sont plus dans l'indépendance des Nègres de la côte qui pouvoient prouver des coups légères, interrompues toute communication avec l'île, ce qui est arrivé à l'époque où le s. Séelong venait de rétablir les citernes, cest à dire, conformément à l'alloi du 12. ybre 1791, d'accordéo au s. Séelong le Minimum de la première classe des Récompenses Nationales, Cest à dire, quatre mille livres.

Signature du secrétaire du Bureau de Consultation des Arts et Métiers

Secrétaire

Extrait

Du Procès Verbal

N° 259 Du Bureau de consultation des entr
et de M. le Ministre du 18 juillet 1779
Plan de la Mise en place d'un filtre
Montpetit.

8000

Le Bureau de consultation, considérant que
le p. M. le Ministre, dans le cours d'une très
longue carrière, s'est occupé de beaucoup
de choses utiles; considérant que son voile
éthnique pourra avoir des avantages; qu'il
a fait le récit en France, une machine
à domino aux deux extrémités d'arrondir
la forme bise que elles doivent avoir; ce qu'on
appelle arrondis, machine qui a servi de
modèle à l'autre dernière machine dont
on fait continuellement usage; que le
sous de p. qu'il a proposé longtemps,
avant celui de M. l'abbé, approuvé
par l'Académie des sciences, est une
construction ingénieuse, est d'après
Conformément à la loi du 12 juillet
1741, qu'il sera donné aux Moulins
petit le minimum de la 1^{re}
Classe, c'est à dire, quatre mille lîres.
N'attendant que l'avis de la C. des postes,
il voit lui être accordé le minimum
de cette même classe, c'est à dire, —
4000^t ce qui formera la somme de 8000^t.

Signe filtre Jumelin

EXTRAIT

No. 183. Du Procès Verbal du Bureau
et 268. de consultation des arts et métiers,
Bruce
Bakko
et Comp^e
1800. République française une inégalité.

Le Bureau de consultation présidé par
M. le Marquis de la Marck, qui a été fait par l'assemblée
de l'ordre des horlogers, a été introduit dans la République française
faire du fil de poignard pour les horlogers,
qui abrige considérablement le travail
de moulins; Considérant que les Messrs. Bruce
Bakko et Compagnie ayant importé
ces outils en France et ayant fait un
établissement en ce genre qui a été depuis
plus de 18 mois un sujet de querelle
Confirmé par l'approbation des
horlogers, Considérant
que l'assassinat de ces établissements peut
être utile à l'assassinat de l'horlogerie
dans ce moment où il y a un
assez de fil de poignard pour faire
que le Bureau
est dans le rang des autres branches
d'industrie que les Messrs. Bruce & Bakko
et Compagnie ont introduit, l'accordé
à ce fil de poignard le maximum de la
première classe des Récompenses
qui se montent à quatre mille
livres.

Sigⁿé J. J. Jumelin

193

Extrait

N^o 281. Rapport verbal du Bureau
de consultation des arts et métiers
du 18. du 1^{er} mois de l'an II. de la
République française une évidable
S. p. 300. do 80000

Le Bureau de consultation des arts
et métiers, ayant été entendu le rapport
provisoire des Commissaires, sur les travaux du
C. Beaufort, Horloger. Considérant que
l'artiste a présenté au Bureau une
montre avec un échappement à verge,
qui, par la disposition qu'il lui a donné,
est à repos et mérite par conséquent
l'attention des horlogers. Considérant
que cet artiste se trouve dans des
circonstances difficiles et que son
rappel ne peut être fait de quelque
temps, parce que la montre qu'il a
remise à ses Commissaires doit
être observée avec soin avant qu'on
puisse prononcer définitivement
Quo son mérite, est d'avis
Conformément à la loi du 12^{me}
1791, que le C. Beaufort mérite
un secours provisoire de trois
Cents livres.

Signé: Jarrois, Prieur, Gamelin
Portaine

Extrait

Du Procès Verbal Du Bureau de Consultation
 N° 193, des arts et métiers Du 24^e Jour de
 Janvier mois de l'an 2^e de la République
C. Dellebarre française une et inégalable
 10,000 F

Le Bureau de Consultation a pris
 paroù entendu le rapport de Son Commissaire
 Suu le C. Dellebarre; Considerant les grands
 avantages du Microscope de Dellebarre et
 ses effets qui en résultent et qu'il est
 le premier dans ce genre d'instrument à utiliser
 pour démontrer tout ce qu'on ne peut pas
 appercer à la vue simple; Considerant
 que ce Microscope a été adopté par tout
 les physiciens de l'Europe, est d'aré,
 conformément à la loi du 12. juillet 1791,
 que le C. Dellebarre mérite le Maximum
 de la première classe des Récompenses
 Nationales, c'est à dire six mille livres,
 avec la mention honorable; et comme cet
 artiste a soixante ans révolus, il doit
 aux termes de la même loi recevoir le
 Minimum de la même classe c'est à dire,
 quatre mille livres, ce qui fait une somme
 de Dix mille livres.

Sigé Laroisié, Presid, et Jumelin
 Secrétaire

197
N° 244

Extrait

Du procès verbal du Bureau de
Dixmard Consultation des arts et métiers ;
Du 24^e jour du 1^{er} mois de l'an 2^e de
la République française et indépendante ;
L'an 2500.

Le Bureau de Consultation devant
et métiers, après avoir entendu le rapport des
Commissaires sur les travaux du C. Dixmard ; —
Considérant que les travaux de cet artiste se
sont portés toujours vers des objets d'utilité
publique ; que notamment la machine
militaire dont il a construit le modèle et
les perfectionnements qu'il a imaginés pour
la jonction des tuyaux employés dans la
Conduite des eaux à Paris, présentent des
avantages réels et ont exigé de lui des
longs sacrifices de soutien et de sa
fortune ; Considérant enfin qu'il est le
premier et le seul fabriquant des meules
polies en bois, dont l'usage, le bon
marché et l'exactitude, ont atteint le plus
haut degré de perfection dans cette espèce
de fabrication, et qu'il a appliquées
aux nouvelles mesures décimales ; est
d'avis, conformément à la loi du 12 juillet
1791, que le C. Dixmard mérite le
Medium de la 2^e classe des
Récompenses nationales, c'est à dire
Deux mille cinq cent livres.
Signé à Paris le 24 juillet

N° 250 *Extrait du procès*
Verbal du Bureau de consultation
des arts et métiers du 21. du 1^{er}
Mois de Jan^r de la République
française, une et indivisible

Le Bureau de consultation des arts et métiers, après avoir entendu le rapport des commissaires pour les travaux du G. Major. Considérant que ce citoyen a imaginé et fait exécuter à ses frais à Bao-Sue-Druin, où il emploie depuis longtemps à l'instruction publique une sphère mouvrante très propre à donner aux jeunes gens une idée nette du vrai système de l'enseignement, et qu'il en a fait hommage à l'Assemblée Nationale, qui l'a accepté, en lui témoignant sa satisfaction; Considérant qu'il a paroît à la mérite la reconnaissance de la Nation, et que d'autres travaux relatifs à l'instruction publique, augmentent encore les droits aux récompenses nationales, est d'avis, conformément à la loi du 12. Juin 1791, que le G. Major mérite le Medium de la 2^e classe des récompenses nationales, c'est à dire, deux mille cinq cent livres, signé G. Rojat, Jumelin

199
N° 263.

Cosse

1000^{fr}

800^{fr}

Extrait
D'un avis verbal du Bureau
de consultation des arts et métiers.
Du 11^e juillet 1791.
de la République française insérée.

Le Bureau de consultation des arts
et métiers, après avoir entendu le rapport
des commissaires sur la découverte du
C. Cosse, Considérant que cet artiste a fait
grand nombre d'expériences pour prouver
l'utilité du mélange de marc de vaison et
de charbon de terre; Considérant que
ce mélange peut être employé
avantageusement et qu'il assure tout la
propriété de menager la souplesse des
potteries que l'on forge par
son moyen, et qu'il donne un emploi
nouveau de marc de vaison, et l'art,
Conformément à la loi du 12 juillet 1791,
que le C. Cosse mérite le maximum
des gratifications N^o 1. C'est à dire,
trois cent livres qui pror le bénéfice
attribué à son âge, seront portés à
cinq cent livres et de plus cinq cent livres
à titre d'indemnité et de frais d'expériences
et tout faisant la somme de mille livres
figuré par écrit, par le G. J. Gamelin
secrétaire.

Extrait

N^o 278 Du Procès Verbal
du Bureau de Consultation des
arts et métiers,
Charbonniers *du 14. Brumaire l'an 2^e de la*
République française une et indivisible.

Le Bureau de Consultation des arts et métiers, après avoir entendu le Rapport de ses Commissaires, a voté le modèle d'un Moulin à Choclo le plâtre, qui a été jugé très bon par le C. Charbonniers. Cest l'avis, conformément à la loi du 12 juillet 1791, que je vous défends de la République, pour la maximum des Gratifications, Cest à dire trois milliers.

Signé Larivière, Jumelin.

Extrait

N^o 279 Du Procès Verbal
Chamay Du Bureau de Consultation
800^e Des arts et métiers Du 14. Brumaire
l'an 2^e de la République française
une et indivisible.

Le Bureau de Consultation des arts et métiers, après avoir entendu

204

Le rapport de ~~le~~ Commissaire sur les
Ouvrages en Bijouterie présente
par le S. Chauvet, Considérant que
Cet artiste a porté cette industrie
à un très haut degré de
perfection, que cette perfection
lui a donné une grande influence
sur la concurrence qui il est très instant
de pousser vers la France dans un genre
de fabrication qui forme une branche
intéressante de commerce avec plusieurs
puissances qui nous fournissent une quantité
d'objets de première nécessité ; —
Considérant enfin qu'il est plus
essentiel que jamais de soutenir par
des encouragement et sagement dépensé,
le génie et le courage des artistes
pour les talents se trouvent
enjambés et comme paralysés par
les circonstances actuelles ; le Bureau
et l'Académie, conformément à la
Loi du 1^{er} juillet 1791, que le S. Chauvet
mérite le maximum des gratifications,
est ordonné à 500^{fr}. qui ajoutées à une
somme de 500^{fr} pour frais et indemnité
des dépenses faites par le S. Chauvet
pour établir les échantillons qu'il
présentes, formeront entour une somme
de 800^{fr}.
Signé Surveiller jumelin

N. 189

Extrait
du Procès verbal

du Bureau de Consultation
 des arts et métiers ;
 à Venise, le 21^e jour du mois de l'an
 1800, à la République française
 une et indissoluble.

Le Bureau de Consultation des arts et métiers, après avoir entendu le rapport de ses commissaires sur les inventions du S. Doge ; considérant que un artiste est parvenu à produire aujour aussi simples dans l'exécution que sûrs dans leurs effets à telles d'un seul Coup de main, et à l'aide d'un seul Cordon, les deux roues d'une voiture en quelques nombre qu'il souira ; ce qu'aurait tenté de faire avant lui les C. G. La gire le fils, — Odalmes et Arnould, milanais, mais dont le père maraîcher a été déporté ; considérant que le S. Doge a inventé d'envoyer et de déverser subitement les roues d'une voiture qui par remouvement immobile sur le plan incliné d'une montagne même assez rapide,

ainsi qu'en lez égrouvés à la montagne
du zeeg et à celle des bons hommes de
pally; Considerant que tous les moyens
réunis peuvent parer aux différents dangers
qui s'approvent les voyageurs et que
leur construction, estais parfaitement
entraîné leurs auteurs dans plusieurs
dépenses; et l'arrêter, conformément à la
Loi du 12. J. br. 1791, concernant les
Récompenses des destins aux paro-
vites, que le G. Boze mérite le
Minimum de la 1^{re} Classe, est
à dire, quatre mille lire
signé l'arbitre jumelin

N° 216. Extrait du Procès-Verbal du Bureau de consultation
Merklein. (jusq' à l'Assemblée) le 14. Brumaire,
à laquelle la République françoise une et indissoluble.

Le Bureau de Consultation, après avoir entendu
le Rapport de ses Commissaires sur les Travaux
du cit. de Merklein, considérant que cet Artiste,
indépendamment de son talent pour la Méchanique,
dont il a fait preuve dans la Construction de plusieurs
Machines, a misé dans ses Ouvrages une grande
Beauté et perfection d'Exécution, et que cette Dernière
qualité mérite d'autant plus d'être encouragée

qu'elle contribue principalement à donner aux Arts
d'un pays une grande prépondérance dans le
Commerce; est d'^{re} M. R. L. conformément
à la loi du 12. juillet 1791, que le Citoyen
Merklein mérite le Maximum de la première
Classe des Récompenses Nationales, C'est à
dire, Six mille livres.

Signé: Lavoisier, Jumelin.

N^o. 275. Extrait du Procès-Verbal du Bureau
Présille. De consultation des Arts et Métiers.
Du 14. Brumaire, l'an 2^e de la République française
une et indissoluble.

Le Bureau de Consultation des Arts et Métiers,
après avoir entendu le Rapport de ses Commissaires
sur un nouvel Instrument de trigonométrie inventé,
exécuté et mis en usage par le Citoyen Présille,
professeur de Mathématiques à Abbeville, qui
lui a donné le nom d'Agriographes; Considérant
que cet Instrument réunit en partie les avantages
de la Planchette et du Graphomètre, est d'^{re} M. R. L.,
conformément à la loi du 12. juillet 1791, que le
Citoyen Présille a des Droits aux Récom-
penses Nationales, en qu'il mérite le
Maximum de la Seconde Classe, —
C'est à dire, Cinq mille Livres.

Signé: Lavoisier, Jumelin.

N°

Bruin.

209

Extrait du procès verbal du
Bureau de consultation des arts et métiers
du 29 de Février l'an 2. de la république
française une et indépendante.

Le Bureau de consultation des arts et métiers, après avoir entendu le rapport de M. le commissaire du moulin maiziner à battre le blé de l'invention de M. Bruin, M. d'Arès que le blé au ordinaire dirigé par l'intelligence du battage qui porte ses soins sur les endroits qui paroissent en arrière Besoin, et qui modifie la force suivant les effets qu'il renferme, est le meilleur instrument dont on puisse servir dans le battage des blés, quand on veut employer la force de l'homme. Ce qui conforme le Bureau auroit avis c'est que de plus qu'il ait beaucoup de maiziner, il n'y a point en l'année où l'on en ait procuré quelque un peu battre le blé lesquelles dans la pratique n'ont jamais été adoptées.

Le lendemain comme dans un objet précédent il est nécessaire d'arrois les résultats d'une expérience de l'ordre Bureau dans le de la réaies arrivé qu'il a adossé au Ministre à ce sujet a été d'arès qu'on voulait faire l'essai de la maiziner du C. Frédon, et il croit que l'ordre doit s'entendre là arans de prouver à l'examen d'autre maiziner, du même genre, mais par la force des hommes.

Mais comme il pourroit y arrois

quelques avantages à ses serres de ces magasins en employant la force des animaux, le Bureau est d'avis pour lors de faire l'essai de celle-ci à Paris. Comparativement à une machine qui n'est pas du genre de celle-là, laquelle paraît avoir été dans le voisinage de Londres, et qu'on peut exécuter suivant le modèle qu'il est facile de se procurer.

Sigé La Roise. Jumelin.

N° 305. Extrait du Livre
Verbal du Bureau de consultation
Bordou. Extrait. d'après du 19. Brumaire
1800. Janv. de la République inéminable.

Le Bureau de consultation a reçu aviso d'envoyer un rapport provisoire de ses commissaires sur les travaux des f. Jardon, laboureur de Trouau le Grand, District d'Arre, département de l'Aube. Considérant que ce cultivateur a construit pour le transport des moûts à miel une voiture pour qu'il s'assèrre pendant 7 années d'après l'attestation de plusieurs cultivateurs et de leurs administrateurs; que suivant les mêmes rapports il a fait aussi plusieurs d'ouvrages ingénieux, pour tailler, nettoyer et traire les abeilles; Considérant que les expéditions nécessaires pour constater le degré d'utilité de ces dépourvues ne pourront être faites en communiqué, mais que celles qui l'ont été

207

pprécédent et qui our vale à l'artiste le
attestation des cultivateurs et des corps
administratifs lui ont occasionné des dépenses
assez considérables; est d'avis, conformément
à la loi du 12. juillet 1791, de lui accorder
une somme de Ville l'Île à titre d'indemnité
et d'assistance pour des expéditions nouvelles
et pour remettre à même de donner ses toiles
aux abbayes des cultivateurs de son département,
le G. Bardon s'est engagé à verser au
commencement du printemps prochain pour
continuer ses travaux sous les yeux de
commissaire du Bureau de consultation.
Signé La Roivière Jamelin.

Extrait

N° 296. Du procès verbal du Bureau
de consultation des arts et métiers
Mizel Du 21. Brumaire An 9. de la République
Terres française une et indissoluble.
4000.

Le Bureau de consultation des arts et
métiers ayant à son entende le rapport de son
commissaire, sur les travaux de Mizel Terres,
considérant que j'une artiste a fait un tableau à base
des pierres dangereuses et préférablement qui
réunissent la simplicité, la légèreté et la
solidité, et qu'il est utile que cette artiste soit
joint au département des mines, de la République,
est d'avis, conformément à la loi du 12. juillet 1791,
que le G. Terres, à la charge de remettre son métier,
merite le minimum de la première classe des récompenses
nationales, c'est à dire, quatre mille livres.

Signé La Roivière Jamelin

Extrait

N° 210 Du Procès verbal
 Rivey Du Bureau de consultation
 11000 Des arts et métiers,
 Du 21 Brumaire l'an 2 de
 La République, une évidente

Le Bureau de consultation s'étant
 fait rendre compte par le commissaire
 des motifs sur lesquels l'exp. Rivey,
 artiste mécanicien, fonde sa réclamation
 tendant à demander une récompense
 pour son métier à tricoter à fleur de
 Cela qu'il ait déjà reçu plusieurs sommes
 du Gouvernement et des commissaires ayant
 observé dans leur rapport qu'à l'arrête
 cet artiste avait obtenu en d'assez bons tems
 des récompenses de l'état, mais quelle
 étais l'une pour son métier à étoffes brodées
 l'autre pour son métier à étoffes à fond,
 et suivantes et que quant aux sommes
 qu'il ait reçu pour son métier à tricoter
 à fleur, il paraissait qu'elles n'étaient
 pas toutes établies pour la réparation
 qu'à titre de secours. Ils ont conclué dès
 que la réclamation de l'exp. Rivey était
 fondée et qu'ils estimaient inconvenante
 que sur la mécanique ingénieuse de ce
 métier et les grands avantages qu'il
 apportait au commerce de la laine

en France, cet artiste étais dans le cas
 de mériter le Minimum de la
1^{re} Classe des Récompenses
 N^o 1^{re} l'objet mis en délibération;
 Le Bureau ayant égard à la
 Réclamation du M^{me} Rixey et
 Considérant les grands avantages
 de son ouvrage à tricot à fleur
 Et l'invention qui y régne, est
 D'avis, Conformément à la loi
 Du 12 juillet 1791, qu'il mérite
 le Minimum de la première classe
 Des Récompenses N^o 1^{re} remontant à
 Quatre mille livres, mais il dédie
 en même temps que par les sommes que
 cet artiste a déjà reçues pour son mérite
 à toiles brodées et pour lui à
 fond facturé et enfin par celle qu'il
 reçoit encore aujourd'hui pour son
 droit à tricot à fleur, il est
 suffisamment et de justement
 récompensé pour ce tricot à fleur
 inventé.

Signé Larivière et
 Gamelin.

XIV

N° 280 Du Procès Verbal
 Du Bureau de consultation
 Des arts et métiers
 Buzelieu Du 29 Brumaire L'an 9^e
 1790^e De la République française
 une imprimable.

Le Bureau de consultation de
 l'art et métier, ayant ardois entendu
 le rapport de ce commissaire,
 sur un instrument qui renverse, dan
 son sens, les objets à la sue, inventé
 par le C^o Buzelieu, pour ferrier
 dans certains cas, aux Gravures en
 taille d'ouïe ; Considérant que cet
 instrument peut être utile aux
 Gravures, aux Dessinateurs,
 qui sont obligés de faire des copies,
 à l'contre sens de l'original ; Considérant
 en outre que l'effet qu'il produit,
 quoique connu depuis long tems,
 n'a jamais été, au moins à ce qu'il paraît,
 appliqué pour servir comme à
 l'usage où l'asmis le C^o Buzelieu.
 Et d'après, Conformément à la loi du 27^{me} juillet
 que le C^o Buzelieu mérite le Méritum
 de la 2^e Classe des Récompenses à M^{me}
 C. à D. 2500^{fr} qui jointera la somme de
 20000^{fr} à l'usage de son ag^e de plus de
 50 ans, dont celle de 2500^{fr}

Signature

Extrait

N° 271 Du procès verbal du Bureau de
Consultation des Arts et métiers.
Orenecque Du 1^{er} juillet 1791. De la République
française une éminable.

Le Bureau de Consultation de sart et
métiers, ayant aravoit entendu le rapport des
Commissaires sur la nouvelle méthode du C.
Orenecque pour appliquer le feu, fondue suole
principale des foudreurs de l'Académie. Considerant
que cette méthode est une application ingénieuse
des découvertes modernes touchant les plus
utiles; que ses avantages indiquent plusieurs
d'essais rapprochés qui ont été faits
en France, à Londres et à Berlin en
fondant sur les plus lourds sucs;
qu'elles réunissent à la simplicité l'économie
des appareils et du combustible, et que
l'adoption de ce nouveau mode peut
être très importante, que l'atome
l'autre en a développé les principes avec
beaucoup de précision et de sagacité;
M. d'Ariss, Conformément à la loi du 12.
juin 1791, que le C. Orenecque mérite
quant à présent le médium de la 1^{re} classe
des récompenses N° 1, cest à dire, Cinq mille francs
je réservant le Bau de lui assigner une plus
grande récompense lorsque des expériences ultérieures
seront faites en grand pour la méthode comparée à
l'ancienne au moyen mis le Bau a été décrété
définitivement sur cet objet.

Signé Lavoisier fallé.

Extrait

N° 231 Du Procès verbal du Bureau
de Consultation des Arts et métiers.
Gratetouy Du 11 brumaire l'an 9 de la
République française une et indivisible.
6000.
Mention honorable

Le Bureau de Consultation des
Arts et métiers, ayant examiné entièrement
le rapport de ses Commissaires sur
les Projet de M. Gratetouy aux
récompenses nationales. Considérant les
avantages qui résultent pour l'optique du
collage des objectifs au chromatique avec
le mastic en larmes tant pour l'origine
que l'effacement des surfaces intérieures que
pour détruire les réflexions de ces
surfaces et pour réduire le travail des
objets au chromatique à celui des
deux surfaces extérieures; est
d'avis, Conformément à la loi du
12 juillet 97 que le C. Gratetouy
merite le maximum des récompenses
nationales, c'est à dire, six mille
livres, et la mention honorable.

*Sig. Larroisier, Présid
et Jumelin Zallé juré*

Extrait

Du Procès Verbal

N° 310 Du Bureau de Consultation
Des Marées Du 19. Janvier l'an 2. de la
République française une et indivisible.
10,000.

Le Bureau de Consultation Des Marées et métiers,
ayant avu et entendu le rapport de ses commissaires ;
Considérant que le P. D. Desmarest a importé en
France, l'art de fabriquer les beaux papoiers de
Hollande. Si ce papier pouvoit écrire, le dessin et
le paris, qu'il a ajouté de nouveaux degrés de
perfection à une destinée pour l'impression ;
que il amis la République française en état de
partager un commerce important dont la
Hollande étais presque uniment en possession ;
qu'il a fait pour cet objet son voyage long ;
pénible et qui n'étais point exempt de
danger ; qu'il a fait cet objet avec une
constance rare à laquelle pour principalement
sur les Sables qu'il a obtenu ; enfin
qu'il ne s'est point contenté d'éclairer et d'instruire
ses descendants ; qu'il n'a regardé sa tâche
comme remplie quel que les nouveaux
établissement qu'il a dirigé ont été maintenue
et mis en pleine activité et que le succès en a
été parfaitement assuré, l'AD'XII,

Conformément à la loi du 12.7.1791
que le C. Desmarez fixe le maximum
de la 6^e Classe des Récompenses
N^o 1, Canada, 15 mille livres
qui, jointes au Minimum de cette même
Classe que la loi lui accorde à cause
de son âge de plus de 60 ans, le
quel est de quatre mille livres,
forment la somme de 19 mille livres.
Signé Borda, pour le Comité de l'Algérie.

N^o 244. Extrait du procès
Verbal du Bureau de consultation des
S. 300^e art et métiers. Du 21^e primaire. L'an
République française inévidible.

Le Bureau de consultation des art et
métiers appris auroit entendu le rapport
provisoire deses commissaires, par le
C. Giat, ingénieur établi à Bourg, —
Tendant à accorder à ces artistes un
sejour provisoire pour l'aide à rétablir
ses progrès et terminer ses expériences
qui doivent servir de base au rapport
des commissaires. Considérant que le
C. Giat, s'est, depuis longtems, —
présenté au Bureau, mais qu'ayant été
appelé à la Vendée pour la défense de

Loyatric il ya consacré tous ses soins
à Saint-Mars; est d'ari, Conformément à la
Loi du 12 ybre 1791, que les artistes méritent
un secours pourrisoire de trois cent livres,
à mesme duquel il décomposera tout ce
qu'aura été jugé digne.

Signé Dordet Secrétaire à l'Académie
de l'Institut.

Extrait
N^o 186 du Procès verbal
Du Bureau de consultation des artistes
Larrosel Du 29. Du 1^{er} Mois l'an 2^e de la
République française une exindisible.
500.

Le Bureau de consultation, Considérant que
le J. Larrosel s'occupa des travaux des
Mines; travaux qui en général sont peu courus
en France. Considérant que le J. Larrosel
est malade et dans le besoin, est d'ari,
Conformément à la loi du 12 ybre 1791, qu'il
merite le Maximum de Gratification,
c'est à dire, trois cent livres; et comme cet
artiste à Coeur résolu, il doit aux
termes de la même loi, recevoir en même
tems le Minimum de ce même Gratification
C'est à dire, deux cent livres, ce qui fait une
somme de cinq cent livres.

Signé Larivière Secrétaire à l'Institut

Extrait
 N^o 99. Du Procès verbal
 Du Bureau de consultation
 Marchant ^{Des arts et Mestiers}
 Du ~~17 juillet~~ l'an 2^e de la
 République française
 et indépendante

Le Bureau de consultation, après
 avoir entendu le rapport de ses commissaires
 sur un bandage inventé par le J. Maupant,
 qui est destiné à contenir les hernies
 inguinales des chevaux; considérant que
 cette invention a été regardée comme
 ingénieuse par les artistes; les plus
 instruits usque que lque doute quelconque
 puisse exister sur son utilité dans
 la pratique; les soins; les premiers
 que s'est donné le citoyen méritant
 des dédommagement; est par
 celui-ci accordé, conformément à la
 loi du 12 juillet 1791, le maximum
 de la gratification, c'est à dire,
200 francs.

Signé Lavoisier, Jumelin

217

Extrait

N° 216. Du Procès Verbal

Du Bureau de Consultation

Renaults. Des arts et de l'Industrie

2500. Du 11 brumaire Ann. de la

République française une

et indissoluble.

Le Bureau de Consultation, ayant
 examiné le rapport de ses commissaires sur
 les travaux du, alexandre Renault, considérant que
 cette machine dépasse de très longue durée
 relative aux travaux des mines, qu'il a fait pour
 cela plusieurs ouvrages dispendieux, qu'il a
 inventé pour le lavage des fonds un machine
 à la fois ingénieuse et simple, qui occupe peu d'espace,
 qui n'exige point l'usage d'humidité, et qui peut
 être par cette raison, très utile dans les
 circonstances actuelles, vu que ce métal est
 devenu fort rare, considérant enfin que cette
 machine est employée avec succès à la monnaie
 de paris, comme l'atteste un certificat du
 Directeur des monnaies, et qu'elle sera
 également utile au lavage des autres métaux
 que le cuivre, l'étain, le plomb, le
 métal des cloches &c. et les plaques dorées
 des bijoux; Et d'après, conformément à
 la loi du 12 juillet 1791, que le
 alexandre Renault mérite le médium

De la Seconde classe de
l'Académie Nationale, c'est à dire, Deux
Mille Quatre Cent Littérés.

Signe Laplante à la fin
Général Secrétaire

N° 190. Extrait
Du Procès verbal
ordiné du Bureau de consultation pour éléction.
1000. Du Dr. Nodet Plan D. de la République
française une et inévisible.

Le Bureau de consultation ayant avoir
entendu le rapport de ses commissaires M. le
Cabestan qui lui a été présenté par le Dr.
Maruel Cardinale et suivi le succès de l'épreuve
qui en a été faite ; considérant qu'en supposant
même que cet artiste eut pris l'idée première de son
Cabestan dans l'opéra fait qui a partagé
un prix de l'Académie des Sciences en 1742.
Il a le mérite de l'avoir considérablement
amélioré en supprimant les gorges des
tambours et les roues d'entre en les ayant
les premiers inventés, et en supposant une invention
qui est une grande simplification et facilité beaucoup
l'usage de cette machine ; qu'en envisageant
même sous un seul point de vue il
travaillait au Dr. Cardinale, cet artiste
avait vaincu ainsi l'ire, importé de la
théorie à soprattique, une invention
longtemps ensevelie dans les recueils

219

D'ouvrages Sarrau et qui restau furent accordé par la Société ; Ensuite, le Bureau considéra qu'il était nécessaire de la marquer des arts que les deux effectivement étaient en mouvement, par qu'autant que les intérieurs ; L'Assemblée, conformément à la loi du 12. juillet 1791, que le G. Maréchal Cardinet obtiennet le Minimum de la 1^{re} classe des Récompenses Nationales, C'est à dire, Quatre mille livres, bien entendu que la Somme de Trois mille livres, réellement accordée pour la construction de son tableau d'épreuve et dont l'objet était l'éclairage du Bureau, furent les avantages pratiqués de cette machine, ne sera point imputée sur ladite somme de Quatre mille livres.

Sigéé L'assemblée
Bonne et certaine

Extrait

N^o 1110 Du Procès verbal
Du Bureau de consultation
Le Jour de, le 20 et matur
Horloge, Du 9. Novembre l'an 2^e de la République
1000th François une et indissoluble

Le Bureau de consultation, ayant arrêté entendu le rapport des commissaires
des travaux du G. Maréchal, Horloge ;

Considérons que cet artiste appartenant
 à plusieurs parties d'horlogerie telle que
 Cadranure, de pendules et pendules marquant
 l'heure descendante jusqu'à l'an incliné ;
 qu'il est parvenu à introduire d'une
 manière habile l'art de l'horlogerie
 dans les Montagnes du Jura ; ce qui est
 reconnu par le Certificat de la
 Municipalité de St Claude et du
 Directoire du District de cette
 Municipalité qui font l'éloge de ses
 talents, de sa conduite régulière et de
 ses qualités dont il a été l'auteur
 Montagnes par son exemple ;
 ce qui a facilité non seulement
 l'établissement de l'horlogerie,
 mais même d'une grande manufacture
 d'armes ; est d'avoir, conformément
 à la loi du 12 juillet 1791
 l'accordé au l. Janvier le Maximum
 de Gratification, C'est à dire,
 trois cent livres, plus le Minimum
 de cette même classe, C'est à dire,
 deux cent livres, à raison de
 son âge régulier et sa conduite,
 l'en outre une somme de cinq cent livres,
 à titre d'indemnité, ce qui formera en
 tout une somme de 700 francs
 signé Laplace vice-présid.
 Zalle, juge

Extrait

N° 258 D'un rapport verbal
du Bureau de consultation
Le 6. Janvier devant le Ministre;
du 9. Janvier l'an 2d. de la
République française une évidente

Le Bureau de consultation, ayant
 arivoit entendu le rapport des commissaires
 qu'il avait nommés pour examiner l'objet
 qui lui ont été présentés par le C.
 Cardou; Considerant que l'objet
 dont s'est occupé cet artiste tendant tout
 directement à servir l'humanité et
 que ses recherches l'ont constitué d'un
 des personnes assez considérables
 à Marly, conformément à la loi
 du 12. juillet 1791, qu'il mérite
 un dommagement qu'il estime
 devoir être de la somme de
 Cinq cent livres.

Signé Laplau, du Bureau
 d'art, Secrétaire

N° 141.

Lef. René
Leroux,
1000.

Extrait

De l'avis verbal du Bureau de
Consultation Departemental
du 21 Nivose l'an 2^e de la
République française une et inédit.

Le Bureau de Consultation des arts et Métiers,
après avoir entendu le rapport de son commissaire,
que les travaux de René Leroux, l'orfèvre,
qui il estime d'une belle propreté et astique
qui réunit solidité, légèreté, commodité et
tous les avantages de l'œuvre constatés, tenu
par l'adoption que plusieurs régimes
de la Galerie en ont faite, que par
les certificats de homme le plus
habile dans l'Équitation ; est d'avis,
conformément à la loi du 12 juillet
1791, que le Lef. René Leroux,
bénéfice du minimum de la seconde
Classe des Récompenses Nationales,
c'est à dire, Deux mille livres, qui
joindra à pareille somme pour le
bénéfice de l'âge, somme celle
de quatre mille livres ; et attendu
que un vieillard octogénaire est mort
deux mois après avoir pris cette
récompense au Bureau, la dite récompense
doit être payée à ses deux fils, Bertrand
Leroux et compagnon et ses utiles
travaux signé l'aplat de la récompense
L'allié de l'art

Extrait

N° 307.

Le C.
férant

500.
000

Du procès verbal du Bureau
de consultation des arts et métiers
du 24 Novembre de l'An II de la République
française une et indissoluble.

Le Bureau de consultation des arts
et métiers, après avoir étudié le rapport
de ses commissaires sur les travaux du C.
férant, considérant que cet artiste s'est
occupé avec succès de l'emploi d'une
plante très commune qui pouvait dans le
Bois des curieux de Paris égualer en
tire en fil qu'il a employé à plusieurs
usages économiques; que cette plante
qui est l'asclépias ~~racinaria~~ ^{racinaria} n'aurait
pas dû être roulée et déposée,
que d'ailleurs le C. férant a laissé lui
deux métiers à bas qui pourraient à cause
de l'honorabilité praurer à l'artiste; —
Désirant encourager les succès et le mettre
à même de déprendre des travaux dûs
à la République; et à Paris, conformément
à la loi du 12 Juillet 1791, d'accord avec
le C. férant le maximum de gratification,
celle-ci est à dire, 3000 francs somme de
200.^{tt} à titre d'indemnité pour les faire
que ses expériences lui ont occasionnées
Signature Laplace, du trésorier
Zalle, secrétaire

Extrait

N^o 319 D'après un verbal du Bureau
de consultation des arts et métiers,
Lef. Guillois Du 24. Novembre l'an 2^e de la
300^e S. S. République française une indiscutable.

Le Bureau de consultation des arts
et métiers, après avoir entendu un rapport
provisoire du le trésorier Lef. Guillois ; —
Considérant que cet artiste, auteur de nouveaux
Mamelques très utiles pour tous les
génres d'imitation, a obtenu des attestations
favorables de plusieurs artistes distingués,
ce qu'il manque de moyen pour exercer ce
Mamelque, n'empêche que d'autres maginier
de son invention, est d'avis, conformément
à la loi du 12 juillet 1791, qu'il mérite
un brevet provisoire de trois ans à renouveler,
Signé Laplace vicq révisor
Zalle secrétaire.

N^o 284

Extrait d'un procès

Le Bureau Verbal du Bureau de consultation
des arts et métiers du 29. Novembre
l'an 2^e de la République française
une indiscutable !

Le Bureau de consultation des arts
et métiers, après avoir entendu le
rapport du commissaire qui l'aurait

223

nommé pour examiner un modèle de manufacture
de tole émaillée blanche présentée par le C.
Bérissou; considérant que le laminage donne
un feutrage plus beau et durable et que
le Gros manteau et que l'usage de cette première
machine est plus usité en France et même point
d'autre - pourriez faire blanche quoiqu'il existe
une Manufacture où l'on lamine la tole;
Considérant que le C. Bérissou appose
de laminer le feutrage comme on le fait en
Angleterre, et que cette seule proposition,
en attirant l'attention sur ce sujet est de
quelque importance, et comme le C. Bérissou
a fait une dépense pour établir le modèle
de manufacture qu'il appose; et d'autre,
Conformément à la loi du 42. juillet 1791
qu'il mérite une Gratification de deux mille francs
Signé Laplace vice Président
Secrétaire. /

N° 2941.

Wallot,

200^{fr}

verso

Extrait.

De la séance ordinaire du Bureau
de consultation des arts et métiers;
Du 24. juillet l'an 2^e de la
République française, une évidente

Le Bureau de consultation des arts et métiers,
ayant arrêté entre le rapport de ses commissaires,

Concerneant la fesse élastique présentée
par le Dr Waller; Considérons que cette
fesse, d'après le certificat du Dr
L'Ecuyer l'appleignier, pourra dans
quelques circonstances, être utile aux
Malades, est d'avis, Conformément à
la loi du 12. juillet 1791, que le Dr
Waller meute une gratification de
vingt livres.

Signe Laplace, Directeur
Balle, Secrétaire.

N° 80

Extrait

Le J. B.
Salzar,
Cailleau,
G. - 200.

du procès verbal du Bureau
de Consultation des arts émettant;
Du 9. Novembre l'an II. de la
République française une évidemment.

Le Bureau de Consultation des arts
émettant, ayant examiné le
rappor de ses Commissaires sur l'application
d'une coupe nouvelle et économique
des étoffes pour les habits et surtout
pour celles des troupes présentée par
les J. B. Salzar, Cailleau, fait
approuvée l'usagere fait par le Dr

de rétention employé pour empêcher; mais
considérant que l'artiste a fait de
recherches nécessaires qui prouvent
l'authenticité et l'intention qu'il a de parvenir
à être utile à son pays; l'Etat d'Art,
Conformément à la loi du 12. juillet 1791,
que le S. l'Académie mérite le maximum de
Gratification Nationale, c'est à dire, la
Somme de trois cent livres.

Sigé Laplace, Secrétaire
Général, Secrétaire d.

N^o 329.
Lef. Henry.
P. 500^{fr}.

Extrait

du rapport verbal du Bureau de
Consultation devant l'Académie
du 19 juillet 1791 au Dr. de la Harpe, député
française une considérable.

Le Bureau de Consultation devant l'Académie
ayant avoué entendu un rapport fourni par le Dr. de la
Harpe, Secrétaire du Bureau de l'Académie de l'Art,
Considérant que le fusil qu'il a présenté et
avec lequel on peut tirer au moins 100 coups
en une minute, est une arme ingénierie, qui mérite,
telle qu'elle est, une attention particulière;
Considérant en outre, quel butero de cette arme
se propose d'y faire plusieurs perfectionnemens;
et qu'il desire que le Bureau ne porte un
jugement définitif sur son instrument qu'après

qu'il y auramin la dernière main,
est l'arir, l'auordoo ouf Henry,
Conformément à la loi du 12 juillet 1791,
une somme provisoire de 5000 francs,
qui sera à date scolaré comprise
qui pourra être adjugée par
la suite.
Signé Laplace, Directeur
d'alle Secrétaire.

N° 328.

Kaysow
2000.
.....

Extrait

Du procès-verbal
du Bureau de Consultation des
arts et métiers,
Du 19- Juin 1800. à la
République française une et indivisible.

Le Bureau de Consultation des arts
et métiers, après avoir entendu le
rapport de ses Commissaires sur
le perfectionnement à apporter dans la
Machine anglaise pour la filature de
Coton, présenté par Sébastien-Kaisey,
mécanicien; Considérant que
ce perfectionnement sortant
 principalement d'une économie
 dont le résultat grasse toute industrie au
Bénéfice d'une industrie populaire
 qui épargne les bras d'hommes pour
N'employer que ceux des femmes et des

229

Ensuite dans les Campagnes industrie qui
ne faisaient étre trop encouragée et multipliée,
Considérons, enfin, quel'artise Kaisco a le
double avantage de réunir la grise fraction
de l'armée d'active au service d'Amespruit
inutile; des Commissaires exercent dans
l'Américaine, Le Bureau est établi
Conformément à la loi du 12 Juillet 1791,
que le Citoyen arbitre le Minimum de
la Deuxième classe des récompenses
nationales, c'est à dire, la somme de
Deux mille livres. //

Signé Laplace, Directeur,
Zulli, Secrétaire.

N° 270

Detortze

80000

Extrait

De la sécession du Bureau
de Consultation des arts et métiers
Du 19 Juin 1792 de la République
française une et indissoluble.

Le Bureau de Consultation des arts et
Métiers, ~~après avoir examiné~~ Considérant
qu'il lui avait déjà été fait, suéprajet
duf Detortze pour faire à l'empereur
dans la Musique, deux rapports d'après
lesquels le Bureau avait jugé qu'il ne
poussait être accordé fonds pour ces objets;
Considérant que plusieurs clamation du C.
Detortze, adressée par le ministre de
l'Intérieur au Bureau, il a été nommé de
Nouveaux Commissaires qui lui en ont fait un
Troisième rapport; Considérant enfin que

La réexplication donnée par le G. Delortze
tant aux Commissaires qu'au Bureau lui
même dans plusieurs de ses séances,
ne nous paraît pas suffisante pour le mettre
en état de vérifier les avantages de la
possibilité du projet de G. Delortze;
Conformément à l'art. C. de la
Loi du 12 juillet 1791, le Bureau est
d'avis qu'il ne peut être accordé aucun
sous au G. Delortze pour l'exécution de
l'instrument harmonique qu'il propose.
Signé par le Secrétaire
Secrétaire.

N° 260.
Le 1^{er} juillet
S. 500.^{fr}

Extrait du procès-verbal
du Bureau de consultation
des arts avec M. le Secrétaire, du 21.
plurième l'an 2^e de la République
France une et indivisible.

Le Bureau de consultation des arts
et M. le Secrétaire, après avoir entendu un rapport
provisoire de ses commissaires pour les
travaux du G. Jourdain, horloger,
travaux tendant à détourner l'art
de l'horlogerie et principalement les
cadranures à sonnerie; Considérant
que cet artiste est d'une santé faible
Et qu'il est instant, pour le mettre à portée
de remédier à l'avit de ses infections,
de lui accorder un secours provisoire,
sans lequel il ne pourrait exercer l'exécution

291

Les Cadastres chauter objet qu'il
a entrepris de son pionneur; est d'ans
Conformément à la loi du 12 juillet 1791,
accordé au C. Jouanin un secours
provisoire de cinq cent livres,
à imprimer sur la récompense qui
doit lui être accordée par la suite.
(Signé) Laplace, Vice-président
de la Commission.

Extraits

N° 160. 1. Du procès verbal
2. Du Bureau de consultation
Boulogne 1800.

Le Bureau de consultation des arts et métiers,
ayant entendu le rapport de son commissaire
M. du l'Equatorial qui lui a été présenté l'année
dernière par le G. Boulogne ingénieur en instrumen
ts de mathématique et l'étant fait représentant son
arrête du 20 février 1793, par lequel il a
accordé à ses artistes le Médium de la
gare flottante Récompense Nationale
sauf la complète le Maximum lorsque
l'instrument entièrement acharné et fourni à
un nouvel examen aurait mérité cette
addition de Récompense; est d'ans
que les Boulogne ayant rempli à la

satisfaction du Bureau les conditions
 exigées, obtiendra la somme de 2000.
 livres avec celle de 5000 livres
 qui lui a déjà été accordée, complètera
 le maximum de la 1ère classe
 des récompenses nationales qui est d'à
 ce tableau distingué rôle un artiste et à
 l'exécution d'un instrument remarquable
 pour son usage et dont il est
 susceptible. Signé. Laplace, Présid.
 Gillette Secrétaire.

N. 311

Bruxelles

500.

do

Extrait du Procès-Verbal
 Du Bureau de Consultation des Arts
 et Métiers.

Du 29. Novembre, An 2. de la République,
 une et indissoluble.

Le Bureau de Consultation des Arts et
 Métiers, après avoir entendu le Rapport
 de son Commissaire du sac à nager
 présenté par le Citoyen Bruxelles; considérant
 que ce sac procure à ceux qui ne savent
 point nager la facilité de traverser
 les Rivieres sans péril, qu'imperméable
 à l'Eau, il tient à sec les vêtemens
 qu'on y renferme; que sa construction
 est simple et peu dispendieuse;
 enfin que ce sac pourroit être substitué

233.

au avantage aux bavresack de l'Infanterie,
est de l'Avis, conformément à la loi
du 12. juillet 1791, que le C^{on} Pecheron
merite tant la libré de Gratification que
d'indemnité, une somme de L^e 1500 Cent^s
Livre. D. Signé

16. 3091.

Extrait
du Procès Verbal
du Bureau de consultation des arts
et Métiers, du 9. Germinal an 2^e de la
République française indépendante.

Comteaux

3000^{fr}

soo

Le Bureau de consultation des arts et
métiers, après avoir entendu lez appors de se-
comptablez pour lez travaux du Comteaux,
considérant que la construction des poyers
de cet artiste, l'antres ont précisément
me invention nouvelle, est remarquable par sa
simplicité, l'utilité est l'étendue de ces effets,
que un artiste estime de ceux qui par une perséverance
opiniâtre, et un travail infatigable, a le plus
contribué à propager les moyens d'économie
domestique, à armes utilement l'industrie
contre l'indigence, en Paris, conformément à la loi
du 12. juillet 1791, que le Comteaux, mérite le maximum
de la 2^e classe des Mémoires. Ne l'est à dire,
Trois mille livres.

signé

29/1

Attais

Document verbal du Bureau

De Consultation Des Arts Ormetiers;

DU 27 Mars 1793. An 2^e de

La République

Blanc.

N° 167.

Le Bureau de Consultation Considerant
que l'informément au parquet, il ne peut s'occupera
ni de l'exercice de la médecine, ni d'autre remède
soint, est d'avis que le s. Blanc n'est
point admissible au récom. des Arts Nationales.
Signé parricier s. s. T. Trouville, secréte.

Extrait du document verbal

DU Bureau de Consultation Des Arts Ormetiers;
DU 29 Septembre an 2^e. De la République française
me indissoluble.

N° 173.

Grandjean.

Le Bureau de Consultation ayant examiné
le rapport des commissaires sur les moulins à
farine à bras, présentés par le s. Grandjean;
Considérant que les moulins à bras pour le grain
sont inférieurs aux moulins à eau, et que le
desavantage des derniers est beaucoup plus
considérable dans les moulins à eau, qui,
exigeant une force de 12. à 15000 r. sont
plus propres à la farine, qu'il est indispensable
de faire de 24 à 25 r. d'heure, et d'au
quelque Moulin à bras du s. Grandjean ne
peut être employé utilement dans nos colonies.
Signé

Extrait du procès verbal
Du Bureau de consultation des arts esthétiques,
Du 29 Septembre an 2^e de la République
Française une éminable.

N^o 219.

Perrion

Le Bureau de consultation, considérant que
mi les écaisses proposées par le s. Perrion, m
les biquilles qu'il propose, n'ajoutent rien au
l'assiette de l'Équilibre ne peuvent être
regardées comme une invention nouvelle, attendu
que lesquels qui seraient habituellement de
ces instruments employés généralement dans
la même intention, une espèce de trépied
qui est plus solide et qui les suit davantage,
est d'avis que ces articles n'espont dans le
cas des portuaires aux réclamations M^{me}

Extrait du procès verbal
Du Bureau de consultation des arts esthétiques,
Du 29 Septembre an 2^e de la République française
une éminable.

N^o 318

Verhelst.

Le Bureau, considérant que le tirage proposé
par le s. Verhelst pour rendre les tissus imperméable
à l'eau, a beaucoup d'analogie avec des
cirages et vernis déjà employés depuis
longtemps en France et en Angleterre; que n'étant
liquide qu'à la surface des foulis, des
gouttes échelées, il ne peut pas le

236

le sucre, ainsi que les commissaires furent
à l'ouïe, de sorte que le jugeaient doit
bientôt déclarer ce qu'il en pensait; que ce
procédé paraît de beaucoup inférieur
à celui que le docteur présenta en 1776 à
la Séniorale Académie des Sciences et que M.
Bellal a écrit dans les mémoires de l'Académie
de Turin (années 1788 et 1789), lequel
procédé consiste à mi-réveiller pour
desjus dans un bain de cette substance
à la température de 55 degrés, à
les assurer ensuite au laminoir; il n'aurait
que le procédé d'un artiste ne présente
aucun avantage qui vaille faire préférer
aux procédés déjà connus.

17935.

Extrait
D'un procès verbal du Bureau
de Consultation des Arts et Métiers;
Du 21. Germinal an 2e de la République
Française inévidible.

Putoit
5000.

Le Bureau de Consultation des Arts
et Métiers, ayant avoué entendu les apprêts
des commissaires tendans à l'avoûtement
de l'utile, mystérieux, le Medium de
la troisième classe de l'École
Nationale, s'montant à 5000. francs.

le

Le Bureau considérait le rapport du ⁰ M. Salvi
 pour exerciser une police de perfusion les lunettes
 au chromatique; la maniere dont il a procéder
 avec le C. Gral. long pour ses futur me le
 objectifs de ces lunettes en follenz les verres
 de ces objectifs avec le Maastie en lame
 pour en augmenter la transparence et l'effet;
 Enfin, considérant les sommes qu'il s'est donnee
 et les dépenses qu'il a faites pour importer
 d'Angleterre en France la lunette du Dr.
 Blaio, évidemais, dont l'objectif est
 parfaitement chromatique quoiqu'on
 n'ait pas long dans sa composition qu'une
 liquide réfringente à l'agathe du flint, glass;
 le sauf que il a fait, En outre, de cette lunette,
 un démontable son objectif pour faire
 la disposition des verres et la liquide
 qui les renfermaient; est d'azur
 conformément à la loi du 12 juillet
 que le C. Catois, opticien, maitre
 le Medium de la première
 classe des Récompenses Nationales,
 remontant à cinq mille livres.
 Signé Lagrange, Président.
 Gilbreth, Secrétaire.

238

*Extrait
Du procès verbal
Du Bureau de consultation
du 22 octobre, le 9 germinal
an 2 de la République française
me rendu visible.*

N° 2118

Salande.

8000.

Le Bureau de consultation du 22 octobre
M. Salande, après avoir entendu les observations des deux
commissaires de l'école fabriconne, présente la note
de Charles Salande, ancien professeur à l'école
militaire : Considérant que ce fabriconne rempli
d'une manière toute singulière, l'objectif principal
qu'il doit se proposer dans cette machine, celui
de procurer 10000 francs sans interruption ; que l'heure
qui enivronne le fabriconne est dans le filtre
agissant en forme de greignier, relèvent insensiblement
la force. Vers la partie supérieure de la
cloche, dont l'ouverture fonctionne avec beaucoup de
sûreté, est rendu prochainement ; que le statut de
l'organisme qui porte cette machine est contracté avec
Beaumont d'Art et d'intelligence, que son
assemblage est simple, bien entendu et d'une
grande solidité ; considérant en outre
l'encliquetage à rocher que le Salande substitue
aux flèches ordinaires, procurées Beaumont d'Art en
auxquelles on est rappelé sans l'usage du fabriconne
l'ouverture de l'école fabriconne ; le Bureau est d'avis,
d'accorder au M. Salande le minimum de
la 1^{re} classe des récompenses nationales,
c'est à dire, quatre mille francs, lesquelles avec

239

Le Minimum de cette même Classe qui lui est
accordé par la loi, à cause de son âge
qui excède Soixante ans, sera au total la
Somme de Sept mille Livres.

Sigⁿe

Extrait du Proc^r. - Verbal du Bureau de
Consultation des Arts et Métiers, du 29.
Gérminal, l'An 2^e de la République, une et
Indivisible.

9^e 292

Sur la demande en Consultation du Département
Trousseille de Paris et du Ministre de l'Intérieur, et
15000^l. D'après le Rapport des Commissaires du Cen.
Trousseille, Le Bureau de Consultation des Arts
et Métiers croit utile qu'il soit accordé à
cet Artiste une somme de Quinze mille
Livres, qu'il a déclaré lui être nécessaire pour
faire un Essai en grand de la Machine
Hydraulique qu'il a proposée, à la charge pour
lui de soumettre aux Commissaires chargés
par l'Administration de la surveillance de
cette exécution, les Devis et les Dimensions dont
il fera usage, sous l'Inspection des
Commissaires du Bureau pour la partie
de l'Art.

Sigⁿe: La grange, président.
Silvestre, secrétaire.

240

Extrait du Procès-Verbal
du Bureau de Consultation des Arts et Métiers.

N^o 10.120.0296. Du 2. floréal, l'an 2. de la République, une et
Indivisible.

Paroisse

500^e Le Bureau de Consultation des Arts et Métiers,
après avoir entendu le Rapport de ses Commissaires
sur les nouvelles expériences faites à la fonderie de
+ des fonderies
Damni aux
Cid. Barnabites, considérant que dans ces expériences,
qui avaient pour objet l'évaporation de l'eau, le
procédé du Cid. Paroisse a réuni l'économie de
la matière à celle du temps, considéraut que cet
Artiste a constamment montré depuis quatre ans
beaucoup de zèle pour se rendre utile à la chose
publique; considérant enfin qu'il vient de dessuyer
une maladie grave et qu'il se trouve dans une
position pénible; est d'avis, conformément
à la loi du 12. q. br. 1791, que le Cid. Paroisse
III. Sauveur provisoire merite d'obtenir, à titre de Gratification et
de ~ d'indemnité, une pension de Cinq Cent Livres,
à imputer sur la récompense qui pourra lui être accordée.
Signé: La grange, président.

Silvestre, Secrétaire.

N° 303

2444
Extrait
Du procès verbal du Bureau de
Consultation des Arts et métiers
Du 4 floral an 2 de la République
Tournaire
une similitude.

5000.

Le Bureau de Consultation des
arts et métiers, apprenant le rapport
des Commissaires sur les travaux météorologiques
du J. Tournaire, considérant que les moyens
proposés par ce citoyen pour exécuter la nouvelle
mesure de sa partie, sont simples, économiques
et ingénieux, qu'il doit en résulter une grande
uniformité dans les dimensions; considérant
de plus qu'il est de plus grand intérêt pour la
République que les artistes l'emprennent de
cet objet important; et d'après, conformément
à la loi du 12. j. 1779, que le J. Tournaire,
qui est d'ailleurs l'ingénieur des Etats de
différents genres, mérite le Maximum
de la deuxième classe des Récompenses
nationales, c'est à dire, trois mille livres,
est le minimum de cette classe, à cause de
son âge et de l'usage de faire pour an;
ce qui forme en total de cinq mille livres.

Signé Lagrange, Secrétaire
Signé Desnoyer, Secrétaire

242

N^o. 191.

Extrait
Du procès verbal
Le 2^{me} Octobre
du Bureau de consultation
des Arts & Métiers
Chouzerez Du 8 Mai 1793. l'an 2^e de la
2000^e République française & indépendante.

Bureau de consultation ayant entendu
le rapport concernant les différentes
Mécaniques qui lui ont été présentées par le
Chouzerez, horloger Commissaire du planétarium
réduit au volume d'une montre de poche, et
dont la construction est bien entendue, et le
Nombre bien calculé, en une pendule d'une
construction nouvelle, marquant les différents
temps de l'année, les différentes époques
de notre révolution ; en un pendule pour
percevoir les journées et autres très petits
objets, et en plusieurs autres mécaniques,
Et considérant que d'après le rapport,
ces différentes Mécaniques annoncent une
grande économie et des ressources
dans l'esprit pour la mécanique, et
peuvent être utiles dans plusieurs arts ;
Le Bureau déclare, conformément à
la loi du 12 Juin 1791, d'accord des amis
Chouzerez, horloger, la somme de
Deux mille livres ou le minimum de la 2^e Classe
des récompenses. W. signé Biotteau. Trouville

2113

N^o. 338. *Extrait*
Du procès verbal du Bureau
De consultation des arts & métiers;
Berlin 600th. Du 11th juillet 1791. De la République
française une & indissoluble.

Le Bureau de consultation de
l'art. des Métiers, après avoir entendu le
rapport de ses commissaires sur les travaux
du f. Berlin, est l'avis, conformément à la
loi du 12. juillet 1791, qu'il soit accordé à ce
citoyen une somme provisionne de deux cent
livres, à raison tant que celle qui lui sera
fixée pour la traduction qu'il a faite pour
l'illustration du Bureau, d'un ouvrage du
Dr. Blaïs, relatif aux plantes aromatiques,
que pour la récompense qui pourra lui être
accordée pour sa méthode théorique
de la langue française
Sigⁿ. Lagrange, fr^{me} et jérôme J.

N^o. 10.120. et 296. *Extrait du procès verbal*
Du Bureau de consultation des arts & métiers,
Paroisse, Du 24th juillet, l'an 2^e. De la République
française une & indissoluble.
500th. St.

Sur le rapport fait par ses commissaires
relativement aux nouvelles expériences faites
les 25. 27. et 28. ~~juillet~~ ^{juin} dernière, suite
des demandes d'assomption de salut public

Suu le 1^{er} bar le 1^{er} de Juin pour parer par le
 procès de l'artiste Salvisse; lecture
 faite des procès verbaux qui constatent
 que tous les résultats semblent dommages
 appuyés sur intéressants pour les avantages de
 Ces procès. Considérant la longue attente
 dans laquelle est l'artiste est resté par
 l'effet des circonstances ainsi que par
 suite des différentes maladies qu'il a
 éprouvées; Mes dépenses dans lesquelles il
 a été entraîné. Successivement, la gêne
 et l'état d'infirmité où il est réduit; le
 Bureau est Paris, qu'on additionne au
 secours provisoire pour faire d'appréhension
 et d'avances qu'il a été accordée
 2 floréal, l'artiste paroisse merite,
 dans ce moment, une indemnité de
 Cinq cent livres, laquelle, ainsi que le
 1^{er} secours provisoire de cinq cent livres,
 seront reçus par la récompensation
 qui pourra lui être accordée, conformément
 à la loi du 12 juil. 1791.

Le Bureau arrête, en outre, que
 le rapport des ses commissaires sera
 expédié ~~à l'assemblée~~ et envoyé au sommet
 de l'assemblée publie pour répondre à
 la demande.

Signé ~~verso~~ ~~verso~~ ~~verso~~ ~~verso~~ ~~verso~~ ~~verso~~
 Lagrange
Président

97.231

Extrait.

245

Du procès Verbal. du Bureau. De
Magny Consultation des Arts et Métiers
5000. Du 1^{er} Moisidor, l'an 2^{me} de la
République française une et indévisible.

Le Bureau de consultation des Arts et
Métiers, ayant entendu le rapport de son
Commissaire, sur le ventilateur de Haler,
perfectionné par le cit. Magny, et sur
la nouvelle Boussole marine de cet artiste,
Considérant les grands avantages qu'on peut
retirer de ce nouveau ventilateur pour renouveler
l'air dans les salles des hôpitaux, et dans
celles où il y a beaucoup de personnes
rassemblées; Considérant que la suspension de
la nouvelle Boussole marine et sa construction
peut être utile dans nombre d'observations;
Considérant enfin, que le cit. Magny, âgé de plus
de quatre-vingts ans, a consacré sa longue et
carrière à devenir utile. Sur tout l'imperfection
l'exécution des instruments de physique et en en
imaginant de nouveaux; ayant, le premier,
fait enstance, des Boussoles propres à
donner avec une certaine précision

116
" l'inclinaison de l'aiguille aimantée; est
" d'avis, conformément à la loi du 12. juillet
" 1791, que cet Artiste mérite le Maximum
" de la seconde classe des Récompenses
" nationales, s'élevant à trois mille
" francs et le Minimum de cette même
" classe, c'est à dire Deux mille francs
" à raison de son âge de plus de soixante
" ans." Signé la Grange président
Et secrétaire. —

N° 359
Extrait
Le 1^{er} " Du procès Verbal du Bureau de
Consultation des Arts et Métiers;
500th " Du 4. Messidor l'an 2. de la
République française une et indivisible,
" Le Bureau de consultation des Arts et
" Métiers, après avoir entendu le rapport
" des deux Commissaires sur un modèle de
" mécanique présenté par le Citoyen
" Lebè, qui offre plusieurs dispositions
" nouvelles de telles que l'auteur a cru
" applicables au mouvement des machines
" hydrauliques, considérant les longs-

247

✓ efforce quoiqu'infructueux que cet artiste a fait
✓ pour un travail pour lequel son zèle opinatoire
✓ lui a fait abandonner tout autre moyen de fortune
✓ et de subsistance ainsi que l'état de gêne
✓ et d'insécurité où il est réduit. Est à Paris
✓ Conformément à la Loi du 12. ybre 1793,
✓ que l'artiste Lebè mérite le Maximum
✓ des gratifications nationales C'est à dire
✓ la somme de trois cent livres
✓ laquelle avec l'addition du Minimum accordé
✓ par la même Loi pour le bénéfice de
✓ son âge formera en tout celle de cinq
✓ cent livres.

Signe, la Grange président et
Terriére Secrétaire.

N° 350
Leb. Leckeo
3000.
6666

Extrait du procès verbal
du Bureau de consultation des arts
Exécution de M. Missidor, l'an
de la République une & indissoluble

Le Bureau de consultation des arts &
Métiens, après avoir entendu le rapport de
ses commissaires, sur une machine à distancer
les lignes droites, exécutée par le C. Leckeo.
Et sur une machine à faire des tissus dont il

présente l'Académie; Considérons que ce deux
 Magazines sont construits d'après les
 premières observations théoriques et
 pratiques qui peuvent mené à leur
 perfection; qu'elles sont déjà établies
 à l'Etranger; que de la justesse de ces
 deux magazines dépend celle de presque tous
 les instruments de mathématique; que le Général
 en les établissant en France, fortutitement la
 République; que son habileté le met
 en état d'exécuter lui-même, beaucoup
 d'autres objets. Pour un travail de cinq ans
 dans l'atelier de Hamden lui donne
 connoissance, et qu'il ne manque à ce jeune
 artiste que d'être aidé dans un peu de
 établissement. Considérons enfin qu'il
 est dans le sens de la loi qui fait concurir
 aux récompenses les tous ceux qui importent
 de l'Etranger en France, des découvertes
 et des machines utiles. Il paraît que ce
 sujet doit être placé dans la 2^e classe
 Classe et qu'il mérite le maximum de
 cette classe, cest à dire, trois mille livres
 je réservant le Bureau pour une plus
 ample récompense, tel y a lieu, l'après
 l'acquisition de la machine à tailler

2119

Vis pour il appréciera le projet.
Signé Desandrouy ^{secrétaire} et Dumartrie
secrétaire

N° 354.

albert
10000^{fr}

Extrait du procès-verbal
du Bureau de consultation des arts & métiers,
Du 1^{er} Germinal l'an 2^e de la république
française me & indélébile.

Le Bureau de consultation des arts & métiers, ayant à propos entendu le rapport des Commissaires qu'il avait nommés pour examiner les bains établis par M. albert, quai d'Orsay; considérant que ce artiste a pu posséder avec beaucoup d'intelligence, dans un même local, les moyens ingénieurs utiles bien entendus à l'administration des secours que l'ameublement tire des bains simples ou composés d'eau froide et d'eau chaude; d'asphalte, de zinc et d'asphalte humide; considérant qu'il a approprié la manière de domino des douze baignes qu'il en le premier de la soul, à Paris, qui ait mis en usage la douze ascendante dont l'utilité est reconnue des gens de l'art; considérant que ces établissements l'ont constitué dans des dépenses pour les circonstances pour empêcher de tirer les avantages qu'il aurait pu s'en promettre; considérant enfin que sa porte a toujours été ouverte à

à l'indigence dans laquelle il s'est emprunté dans tous les tems, des vêtements gratuitement ses soins aux pauvres malades qui sont résentés chez lui; est l'avis conformément à la loi du 12 juillet 1791, qu'il mérite de l'maximum de la 1^{re} classe de récompenses. Il est à dire, si mille livres qui, jointes à quatre mille livres, minimum de la même classe, à cause de son âge de plus de soixante ans, font la somme de Dix mille livres.

Signé Desandrouy Président Secrétaire

N° 355

Extrait du rapport
du Bureau de consultation des arts et
metiers ayant entouré le rapport de son
commissaire Secrétaire d'etat
à la place de 3,000^{fr}

Le Bureau de consultation des arts et
metiers ayant entouré le rapport de son
commissaire Secrétaire d'etat
à la place de 3,000^{fr}

à obtenu trois éducations y associée enrourant une soie
 d'une qualité supérieure. L'opulence abondante; considérant
 que par l'éducation que la fine laine tient de
 l'air. Sous les yeux des commissaires et dans le
 résultat obtenu. Jaylen fait faire, ainsi que par
 les soins de l'abbé Dressés plusieurs autres
 soies, il paraît constant que cette citoyenne,
 qui a partagé depuis les travaux de Bétezé,
 possède la plus grande connoissance de la
 manipulation recommandée de ces artistes; —
 Considérant aussi l'état dégénéré de l'atelier
 dans lequel elle est réduite, or qu'il est juste
 de la dédommager des sacrifices qu'elle a faits
 pour aider Bétezé jusqu'à la mort, ayant
 l'assurance dans ses soins que ce sera suffisant;
 Considérant enfin qu'il est de la plus grande
 importance pour la Nation de mettre cette
 Citoyenne en état de communiquer tous les
 renseignemens qu'elle a reçus, et de fournir
 promptement toutes les connaissances, manuscrits,
 tableaux et plans, qui sont nécessaires pour
 former en grand l'établissement d'une
 distribution générale, dans toute la France;
 des graines devront être de la meilleure
 qualité, tel qu'il aurait été accepté par
 la première législature, le Bureau
 d'Arras, conformément à la loi du 1^{er}
 juillet 1791, que la M. Laplace mérite le
 maximum des récompenses. Mes de la
 seconde classe, est à dire, trois mille livres,
 à la charge que celle de dépenses provisionnelles
 sera apprise au Bureau, les manuscrits

italienne de son Portefeuille, sans faire
renoncer à une plus ample récompense ;
lorsqu'elle aura suffisamment pour nouveau
épais engrangé à la République, les
bénéfices que la Nation doit remercier
d'une industrie dont les avantages ont été
justement appréciés.

Sigé Desandrouy. Présid. Ferrière, secrétaire

N° 308

Tremel

500⁰

Extrait du procès verbal
du Bureau de consultation des arts et
Métiers, du 29 - Massepiedoo l'an 1791.
relatif à la machine fabriquée par une industrie
étrangère.

Le Bureau de consultation, apprenant
entendu un rapport provisoire à son audience
maxime destinée à l'élaboration à la fois plusieurs
filatures, soit pour la fabrication du coton, de la laine, du
chaudron ou de la soie ; Considérant que son
auteur, le J. Tremel, a employé pour cette machine
un moyen fort ingénieux pour que les bobines,
recevant le même mouvement, puissent cependant
avoir des vitesses qui soient proportionnelles
ou d'autant à une telle mouvement que l'adresse
des filature ; Considérant que l'artiste
que ce filature a faites pour exécuter cette
machine est à mettre en état de produire
tous ses effets sans épuiser les ressources de
cez artiste ; est d'avis, Conformément à
la loi du 22 juillet 1791, que le filature

L'ameur mérite le Maximum des Gratifications,
 C'est à dire, trois cent livres, est le Minimum
 de ces mêmes Gratifications, C'est à dire,
 Deux cent livres, à raison de souage, le
 Citoyen ayant plus de soixante ans, ce qui
 forme une somme de Cinq cent livres, le tout
 à évaluer sur la récompense qui pourra lui
 être accordée lors du rapport définitif.
 Signé Desaudray. Secrétaire

N° 302
 Bureau
 18000
 Extrait du procès verbal
 de la consultation des arts & métiers,
 Du 21e Novembre l'an 2ème de la République
 française une & indissoluble.

Les Commissaires du Bureau font
 leur rapport sur les Espailloux de terre ocreée,
 présentés par le citoyen... Le Bureau,
 Conformément aux conclusions des Commissaires,
 déclare qu'les terres ocreées, dont
 l'utilité est reconnue, soit dans l'ingrime,
 soit dans le dessin, soit dans la peinture à
 l'étoile, ainsi que dans quel l'on nomme vulgairement
 dragon d'Espagne, qui sont tirées des mines
 de la fidèle Bourgogne; et particulièrement
 celle qui a présenté les f. Serreau, mériteat
 d'être pris en considération; et qu'en
 conséquence Copie du rapport sera adressée
 à la Commission de l'instruction publique, le
 Bureau n'ayant été consulté que pour donner
 son avis, & non pour donner une récompense.
 Signé Desaudray Secrétaire.

154

351

Renault.

Extrait
Du procès verbal Du Bureau
De Consultation des armétiers;
Du 22 Mepris 1790 Plan 2me de la
République française une & indissoluble.

Le Commissaire du f. Renault fournit
le rapport sur une réunion adressée par
l'Assemblée à la Convention nationale, et
renvoyée au Bureau par le Comité
d'instruction publique. Dans cette réunion
le f. Renault exposait que l'on pourrait
faire des liqueurs spiritueuses avec des
graines de sorbier, des mûres de ronce et
autres fruits sauvages. Il ajoutait que l'on
pourrait extraire de l'amidon de la racine de
Bucine. Le Bureau est d'avis que
l'esprit ardent obtenu par la fermentation
des graines de sorbier, des mûres de ronce
et autres fruits sauvages, ainsi que l'amidon
que l'on peut retirer de la racine de
Bucine, ne sont pas une dévouement qui
appartiennent au f. Renault, et qu'au contraire
les fruits qu'il amène sont en trop petite
quantité pour que sa proposition puisse
être profitable. On surprend le
Bureau à dire que l'opposition du rapport
sera envoyée au Comité d'instruction publique
signé D'Isaudray ferrier?

N^o 334
Chiquet
3000^o
3000

255.

60
Extrait du procès verbal
Du Bureau de Consultation des arts &
Métiers; Du 4 Germidoo, l'an 2ème de la
République française & l'indivisible.

Le Bureau de Consultation des arts &
Métiers, après avoir entendu le rapport de
Commissaires, qui l'avaient nommé pour
examiner un Microscope présenté par le
s. Chiquet; Considérant que l'artiste
a porté dans de tailles les verres au plus
haut degré de perfection; que les lentilles
portées de ses verres sont plus nettes que celles
d'un autre Opticien; Et d'après
Conformément à la loi du 12 juillet 1791,
qui récompense le Maximum de la Seconde classe
des récompenses Nationales, cest à dire, la
somme de trois mille livres, qui joint à celle
de deux mille livres, minimum de la même
classe, à cause de son âge avancé de
soixante ans, fait celle de cinq mille livres.
Et comme l'artiste a souffert d'une maladie
qui l'a empêché pendant l'examen de faire exercer
ses forces pour prononcer son mérite de
ses travaux, une somme de cinq mille
livres est due à ses héritiers, comme cela
a déjà été reconnu expatriqué dans des
occasions semblables.

Signdé: Desandrouy. Jérôme.

256
P. Del
Verrovo
6000.
mention honorable

N. 357

Extrait
d'après un verbal du Bureau de consultation
des arts et métiers, du 29 Thermidor
an 2 de la république française, une indissoluble

Le Bureau de consultation des arts et métiers, après
avoir entendu le rapport de ses Commissaires sujets
aux travaux du J. Lenoir concernant les nouvelles mesures adoptées
par la république; Considérant qu'un artiste n'apporte
contribue qu'à la perfection des mesures de
longueurs; qu'il a instruit ~~sur~~ ^{de} l'objet plusieurs
mouvements qui lui ont occasionné des frais considérables, et
dont l'ensemble forme un grand atelier, où les sommes et
les usages peuvent être employés; qu'il a employé
différents moyens pour exécuter un inventaire de son étude
que l'imprécision des mesures usuelles; Considérant
enfin que cet artiste a constamment fait preuve
d'un talent rare et de beaucoup de zèle, est dans,
conformément à la loi du 12. juillet 1791, quelq.
Le no 6 mérite le maximum de la 1^{re} classe des
récompenses nationales, c'est à dire, 500 mille livres,
à la mention honorable.

Signé Daudray. Secré. supérieur, porteur.

Extrait
d'après un verbal du Bureau de
consultation des arts et métiers.
5000. Du 29. Thermidor, an 2 de la république
française une indissoluble.

N. 319

Le Bureau de consultation des arts et
métiers, après avoir entendu le rapport de
ses Commissaires sujets aux travaux du J. Dela
haye, Graveur en cartes de géographie;
Considérant qu'il s'est occupé pendant 55 années

257

Or ne autant de zèle que d'assiduité, de la perfection des ornements, dans lequel il a imaginé un moyen particulier qui donne plus de noblesse à la lettre et au trait de la gravure du plan; que les nombreuses cartes géographiques, sorties de ses ateliers, sont des modèles d'excellence, et de l'effigie d'armes de long et court; que Delazay a travaillé durant quarante-neuf années pour le service Secrétaire de la guerre et des affaires étrangères; enfin qu'il a pris soin de former des artistes qui ont concouru à propager son art métropolitain; est d'avis, conformément à la loi du 12 juillet 1791, que le Delazay mérite le maximum de la 2^e classe d'art et d'empêtrage. C'est à dire, trois mille livres qui, jointes au minimum de cette même classe, attendu que cet artiste est âgé de 68 ans, formeront la somme de cinq mille livres.

Signé Desandrouin, secrétaire, juge.

Delortte

1500

Ex. 361

Extraits

du procès verbal du Bureau de Consultation des arts et métiers, du 29 juillet 1791, à l'Assemblée nationale, lorsque la République française fut déclarée inéliminable.

Le Bureau de consultation des arts et métiers, après avoir entendu un rapport des commissaires sur la demande d'une indemnité faite par le Delortte, et appuyé par la commission exécutive de l'instruction publique, pour aider cet artiste à fournir les planches dorées de l'instrument qu'il nomme "Dodebracorde", et dont le but serait, en ajoutant une note à chaque octave de l'apprécier de l'équilibre temporalement; considérant que les idées présentées à ce sujet par l'artiste, sont appuyées d'un témoignage favorable de nos premiers Compositeurs, ainsi que des facteurs les plus estimés qui l'ont en regardant l'exécution comme possible, et assuré que l'on ait en soi fait; considérant en outre que les longs travaux, réveries et méditations dans cet art, ayant occupé la Delortte pendant de sa 60^e année, il est

258

juste de lui accorder une indemnité, qu'enfin
son sort de fortune. La moitié hors d'état de
faire les dessins et D'arcs qui sont exigés de
lui; et D'arcs, conformément à l'art. 6 de la
loi du 12 juillet 1791, que cet artiste mérite
une indemnité de 25000 francs.

Sigé Daudray, trésorier, foré. ac.

Extraits

N° 320. Duproix verbal du Bureau de
consultation des artistes et métiers
de la Bastide. Du 15 juillet 1791. Plan de la République
française une révolution.

Bureau de consultation des artistes et métiers, ayant entendu les rapports de ses commissaires, sur les nouveaux travaux de la Bastide, forgéau de métiers à bas; considérant que ces artistes ont fait au métier à bas plusieurs changemens et simplifications nouvelles, qui en rendent le mécanisme plus commode et plus solide, en prolongeant la durée, diminuant beaucoup son entretien, et surtout facilitant aux ouvriers éloignés des grandes communes

259.

les moyens de réparo^s aux momes de leur
Métier, et de varier à volonté les
sujets; est d'avis, conformément
à la loi du 12. f. 1791, que le
Rafteur mérite le Maximand
de la seconde classe des récompenses
nationales, cest à dire, trois mille francs
qui jointes au Minimum de cette même
classe, attendu que l'artiste est âgé
de plus de soixante ans, formeront la
somme de cinq mille livres
(Signé) Desaudin, Présid^t
jésicier, Secrétaire.

N^o 308. *Extrait du*
Demande par acte verbal du Bureau de consultation
du 9 juillet 1800, de l'art^e de M^{me} Dignard
du 9 juillet 1800, au D^r de la république
française modifiée.

Le Bureau de consultation des artistes et
Métiers, ayant avis entendu le rapport de
ses Commissaires sur les travaux de M^{me} hon^e
Kiezel, surnommé Dignard; considérant de
quelle importance il est dans ce premier moment

2602

D'encourager la fabrication des mesures républiques ; qui l'a incité particulièrement les artistes à s'en occuper ; que jusqu'à présent, ces nouvelles mesures n'étant pas en activité, leur fabrication ne pouvait pas suffisamment les frais de ceux qui y travaillent. Considérant aussi que le P. Dignard s'est occupé avec une soutenu de leur introduction chez nous. Cet effet, après avoir les premiers fait un metre longant dans la réunion et la forme lui convient l'encouragement, qui lui ont été précédemment accordé ; il a donc fait des dessins tels qui représentent de grande naturelle toute les mesures de Capraïte, depuis le pied jusqu'au Cadil, ce qui leur servit à leur voyage ; que cet artiste a aussi présenté le modèle d'un Noria qui, sans être susceptible d'une exécution à l'antique, montre pourtant les efforts constants qu'il a fait pour le réaliser dans les ateliers ; et surtout qu'il a en ateliers toujours en activité dans le P. C. Martin, où il s'occupe sans relâche à la construction de la multiplication des nouvelles mesures linéaires, particulièrement en bois, ce qui tient à la portée du plus grand nombre ; et d'arts, conformément à

561

la loi du 12 Septembre 1791, que le C.
Dignard merite le Minimum de
Récompenses Nationales de la seconde classe,
C'est à dire, Deux mille livres.
Signé Desaudroy, Secrétaire
Secrétaire

N^o 119. Extrait Du procès verbal du Bureau de Consultation des arts et métiers
Le 1^{er} Juillet 1800
Du 1^{er} Juillet l'an 2^e de la république
française une & indissoluble.

Le Bureau et Consultation des arts
et des Metiers, ayant arrois entendu le rapport de
ses Commissaires sur leur perfectionnement
apporté au dessin à ce point par le Professeur
Considérons que la construction de cet artiste
à l'avantage de l'origine une partie des
dépenses de ce dessin, est d'art, conformément
à la loi du 27. br. 1791, que les Rulers
meritent un encouragement de cinq cent livres, &
compris un provisoire de trois cent livres
qu'il ardit déjà reçu.

269

N. 335
Le P. Rockette
Document
honorable.

Extrait
Supplice verbal du Bureau de
Consultation de l'art des métiers ;
du 25 juillet 1793 l'an 2. de la république
française une ciudisable.

Le Bureau de Consultation de
l'art des métiers, Considerant que beaucoup de
difficultés à vaincre, de garanties considérables
à faire, n'ont point empêché le P. Rockette
de se livrer à la construction d'objets propres
à la marine et à l'astronomie ; qu'il n'a
rien négligé pour acquérir les connaissances
de théorie et d'expérimentation, afin de porter
dans les constructions toute l'intelligence
nécessaire ; qu'il en a résulté de très
bonnes lunettes, dont Cinq sont encore sous
les yeux du public, est d'avis, conformément
à la loi du 12 Septembre 1791, que le
P. Rockette mérite le Maximum de
la 1^{re} classe des récompenses
nationales, c'est à dire, six mille
livres et la mention honorable.

(Signé) J. Guillaud Desandrouy
Présid. Secrétaire

263.

N. 312 *Extrait* *Duproix verbal du Bureau de*
Guillois Consultation d'arts et métiers
Du 29. fructidor an 2. de la république
600. Lyon française une évidemblle

Le Bureau de Consultation d'arts et métiers,
n'ayant avu extension un rapport provisoire
sur les travaux du Guillois y renvoie en
considération la demande de certitude auquel
il a déjà été d'avis d'accorder un second
provisoire de trois cent livres pour l'aide
à la fabrication des Mécanismes dont la
perfection et l'utilité ont été constatées par
des attestations favorables de plusieurs artistes,
et considérant que cette somme n'apu être qu'un
très faible secours pour le Guillois qui est
recharge de famille et qui déclare avoer
été obligé d'établir une forge et faire
des ateliers à sa charge sur matériau
Conformément à la loi du 12 fructidor an 2, quel
qui soit accordé un rapport provisoire de
ses fonds libres, à imputer sur la récompense
du conseil pourra être jugé digne.

(Signé) Gaillard Desandrouin, Secrétaire
Sébastien, Secrétaire S.

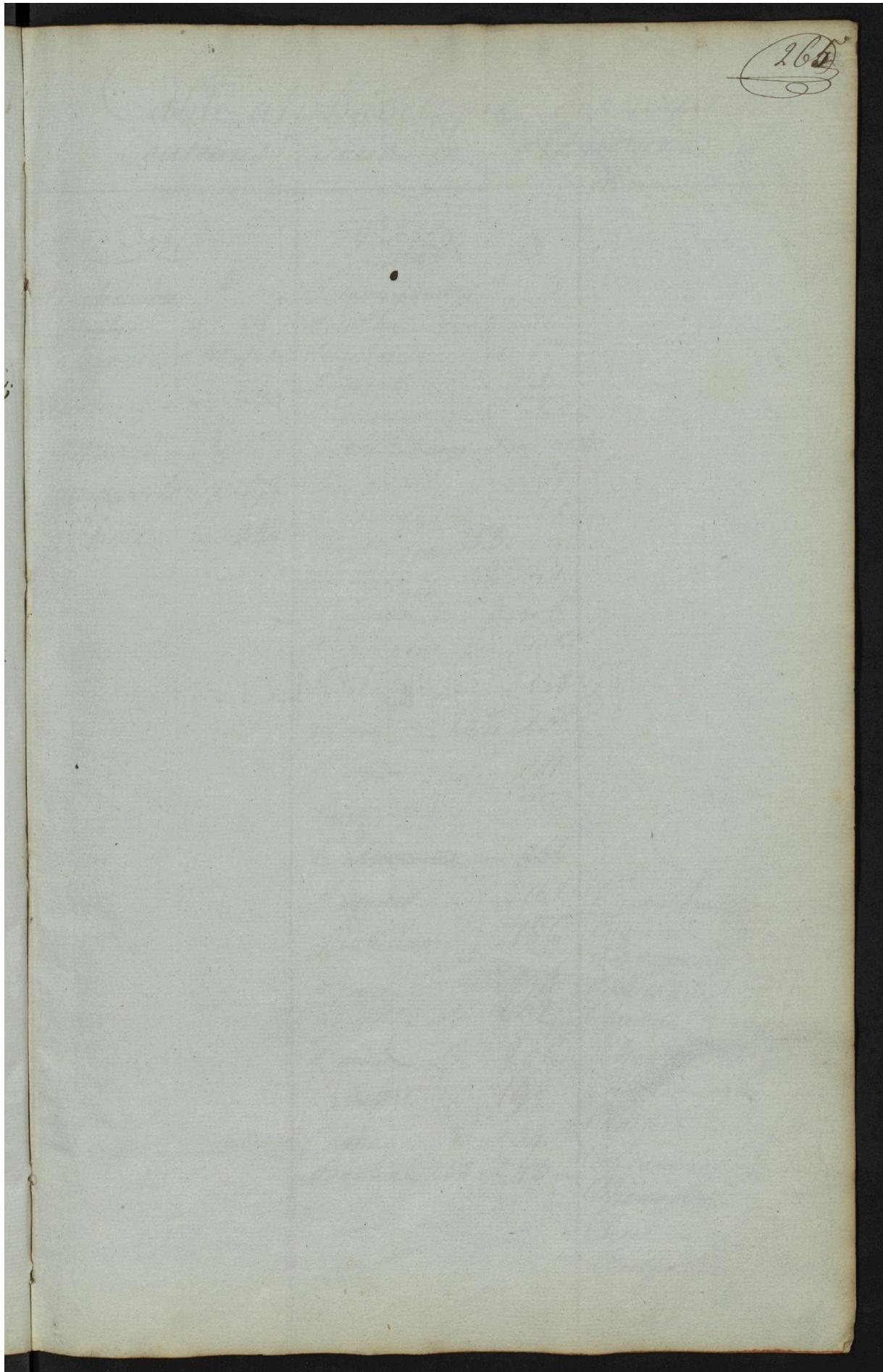
264 *Desaudray*

338

Extrait d'apropos verbal
du Bureau de consultation des arts et
métiers, de l'Académie ou 3^e de la
Berlin 2000th. République française une et indépendante.

Le Bureau de consultation des arts et
métiers, Considerant quel utilité d'une méthode
pour écrire aussi vite qu'on parle est incontestable,
Que Taylor, dans sa Sténographie a approfondi
beaucoup plus qu'aucun autre connu ;
Que les additions et changemens que le S. Bertin a
été obligé de faire à cette Sténographie pour
l'adapter à la langue française, prouvent de
l'intelligence et beaucoup d'assiduité au
travail ; qu'il est d'ailleurs continuellement
occupé à rendre cette méthode familière
à des jeunes gens qui ont fait pour lui
des progrès très réels ; M. D'arce,
Conformément à la loi du 12. juillet 91,
que le S. Bertin mérite le Maximum
de la Seconde classe des récompenses
nationales, c'est à dire, trois mille francs.

(Signé) Desaudray gaillard, secrétaire
Pistre, secrétaire.



Droits réservés au [Cnam](#) et à ses partenaires

266

267

Table alphabétique des artistes
Contenus dans ce Répertoire.

A.	B.	C.
Aulbeau x 8 ^{co}	Broguier x 11.	
auzaybau x 84	Baba x 26.	
asseoperiat x 163.	Bachelier x 210. 16.	
Auray x 130.	Bausal x 99	
Arenard x 137.	Bouriez x 68	
adrien orlance x 178	Barthélémy de x 76-140.	
albert x 249.	Broguiard x 84	
	Bonnefose x 88	
	Baptis x 258. 89	
	Berthoud x 91.	
	Braquin x 105.	
	Berthelot x 105.	
	Bertezen x 128	
	Brau x 205. 135.	
	Boillet x 141.	
	Boischard x 156.	
	Chauvin x 158	
	Bouyer x 162.	
	Bobillier x 186.	
	Brua. Balleo x 191.	
	Boze x 202	
	Bardon x 206.	
	Bauport x 195	
	Blanc x 234.	
	Bertin x 264. 249	
	Carroches x 67.	
	Coquet x 96. 39.	
	Chapenuie x 52	
	Coûteraux x 133 158 153.	
	Clantra x 149. 58	
	Choprau x 76	
	Conalier vogau x 99 97.	
	Crauzet x 102.	
	Cottedarmobat x 124	
	Charanwart x 158.	
	Cleret x 160	
	Conyoma x 167. 184	

Côte $\times 199$
 Charbonnier $\times 100$
 Chouas $\times 200$
 Cardinal $\times 218$
 Cardou $\times 221$
 Chiquet $\times 255$

Durauve $\times 16$
 Dunois ^{18-142.}
 Duravel $\times 33. 23.$
 Durand $\times 28$
 Desautier Sarey $\times 31$
 Deshayes ^{86. 35.}
 Desrumeaux $\times 65. 35.$
 Dior $\times 107. 56.$
 Diturie $\times 63$
 Doffemont $\times 85. 69$
 Dubos $\times 111. 71$
 Defwir $\times 78$
 Du Bœuf $\times 95$
 Dellié $\times 110. 103$
 Duguaire $\times 108$
 Düran $\times 113$
 Dellebarre $\times 196. 115$
 Desparre $\times 150$
 Desruvois $\times 154$
 Désarmond $\times 159. 164$
 Dijard $\times 159. 197. 161$
 Dumoliez $\times 165$
 De Lorette ^{85. 129.} $\times 172$
 Delarze (adrien) $\times 178$
 Desmarest $\times 213$
 Delafaye $\times 256$
 Delaplaye ^{152.} $\times 152$

C.

O.
T.

Fourneau	✓	8. ^{co}
Fourneau	✓	1.
Fourneau	✓	27.
Feuille	✓	36.
Feron	✓	62
Foy	✓	26. 64
Fouare	✓	181. 67
Fuistervood	✓	88
Fremis	✓	100
Fontin	✓	112
Fourneau	✓	119
Féant	✓	223.
Furille	✓	201

G.

Gérardin	✓	111. 8.
Gavoty or Berthe	✓	22. 45.
Grauet	✓	38.
Grobleat	✓	37. 70. 121. 152.
Georget	✓	57.
Grafe	✓	129.
Gouty	✓	127.
Garnette	✓	133.
Grare (De)	✓	150.
Gass	✓	151.
Gouault remouyade	✓	179.
Gratetour	✓	212.
Guillois	✓	263. 221
Grandjean	✓	2311

H.

Hildebrand	✓	8. ^{co}
Hériston	✓	26. 19. 224.
Hauig	✓	61.
Hessen	✓	119
Hauyvoix	✓	138
Hauze	✓	221.
Hauze	✓	141
Hugaud	✓	170
Henry	✓	227.
Hourida	✓	235

259

270

J.

Jamet	25.
Jurat	311
Jouauin	230/74
Jeanne	168
Jaurieu	219.
Jekkeot	247

K.

Koch	97.
Kaiso	228

Lalayes	182.138
Le Bi	246
Laplae (cistne)	250

L.

Lalementer le croix	11
Le Bon	21
Le Masson	32.
Levert	40.
Le Bruu	97. 41.187.)
Le Bourouud	12
Le Gros	43.
Le Guin.	111.
Le Coate	51.
Lauree	51.
Langieu	87. 66.
Le Gendre (Jauve)	73. 190)
Le Moio	256. 87.
Leoguer	91
Le Noble	9.3
Le Mazon	102.
Le Recours	121.
Le Mous	136. 158
Laylequiere (2e)	153.
Laire	175

M.

Moarieu (Louis) 8.
 Michel 11.
 Mathieu 109. 13.
 Mayay 215. 21.
 Mayo 50.
 Meloche (John) 64-116.
 Merget 82.
 Masson (Mme) 89.
 Morel 116.
 Marzand 141.
 Martine 145.
 Martin (P.) 147.
 Migneron 176.
 Monmel 183.
 Heereklein 188.
 Mercklein (faine) 90.
 Matthieu 189.
 Monsgent 193.
 Major 198.
 Marefaut 216.
 Miolland (fildou) 60. 109.
 Marefaut 211.

N.

Naun 10.

O.

Oudet 20.
 Ogou (canale) 199. 177.
 O-Reneke 211.

P.

Potot 12.
 Porro (P.) 37.
 Pettetieu 47.
 Sillong 60. 192.
 Gadeo 71.
 Goulet 72.
 Pallowir (P.) 113.
 Perrin (Englis) 117.
 Lizon (P.) 171.
 Liat 211.
 Parrosel 215.
 Perrin (Nene) 222.
 Lepazou 232.
 Latois 236.
 Paroim 240.
 Léz 243.
 Seveau 253.
 Lradon 205.

272
Q.

R.

Alirey	208.	5.
Nobiland	148.	9.
Richer	118	
Roubaud	78	
Ravent	94	
Remy	101.	
Rossignol	118	
Richard	132.	
Raval	157.	
Ribauwart	166.	
Ruby	261.	174
Renaut	267.	
Renaul.	251.	
Rocette	262	

S.

croix (belleme) 11
fauve 30.
fauve (sacré) 31.
faudre le quadre 73.
fauve 196 80
fao 115.92
fauve et fauve 73.
fauve (muse) 207.
fauve 296.

C.

Eugor x 11.
Corcain x 13.
Chorin x 19.
Calbarin x 55.
Crémeil x 152. 59.
Touruant x 211. 75.
Latim x 98.
Toque x 169.
Crouille x 239.
Choureret x 212.

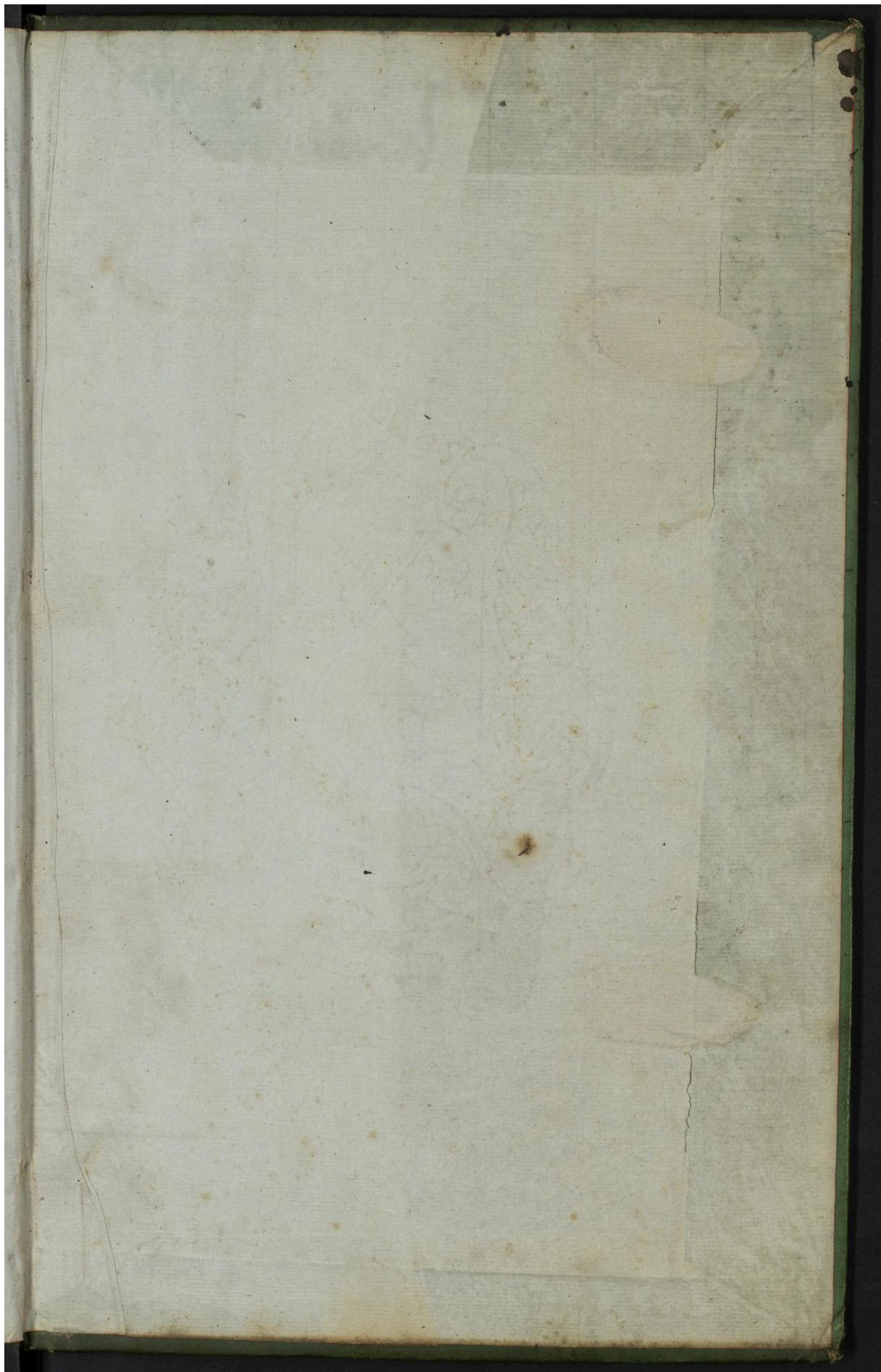
29

243
Vatet x 7.
Vera x 51.
Wallet x 225. 183.
Verbelet x 235.

H.

Y

G.
Gazarie 122.



Droits réservés au [Cnam](#) et à ses partenaires

